JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte cheque postal : 9063.13. Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTION ORALE AVEC DEBAT

6734. — 10 janvier 1964. — **M. Poudevigne** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** la promesse faite lors de la discussion de son budget à l'Assemblée nationale, d'accepter l'ouverture d'un grand débat agricole. Il lui demande, en conséquence, après l'aboutissement heureux des négociations de Bruxelles, de bien vouloir répondre aux questions suivantes : 1° quel rôle le Gouvernement assigne-t-il à l'agriculture de demain ; 2° l'agriculture aura-t-elle seulement pour objectif de nourrir les consommateurs au moindre prix ; 3° quel niveau de production est-il assigné à l'agriculture ; — les besoins français, — la satisfaction de la consommation européenne, — la conquête des marchés des pays sous-développés ; 4° pour atteindre cet objectif, le Gouvernement fait-il confiance à une agriculture traditionnelle modernisée et organisée, ou encouragera-t-il seulement les formules nouvelles d'exploitation, suivant le vœu exprimé au IV^e colloque des grands aménagements régionaux ; 5° à quelle date le Gouvernement sera-t-il à même d'évaluer avec assez de précision les besoins, produit par produit, et par voie de conséquence, les superficies nécessaires. Cette étude permettrait la mise en pratique d'une politique d'économie concertée adaptée à l'agriculture ; 6° l'objectif agricole étant atteint, le Gouvernement peut-il s'engager à assurer aux producteurs une véritable garantie de revenus à parité avec les autres catégories sociales.

QUESTION ORALE SANS DEBAT

6735. — 13 janvier 1964. — **M. Guy Ebrard** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur la situation particulièrement difficile des assistantes sociales, en général, et notamment de celles appartenant au secteur public. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour la revalorisation de leur profession.

* (1 f.)

QUESTIONS ÉCRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

6736. — 18 janvier 1964. — **M. Jean Moulin** rappelle à **M. le Premier ministre** qu'un plan d'équipement et d'implantation en abattoirs industriels a fait l'objet depuis près de deux années d'études techniques et économiques. Il s'étonne du retard apporté à la publication de la liste des établissements privés retenus dans ce plan. Cette situation cause un préjudice considérable aux intéressés, en raison de l'augmentation du coût de la construction et du retard dans l'équipement. Elle représente, en outre, pour l'économie du pays une perte importante, en retardant la mise en service des établissements indispensables à la commercialisation industrielle des produits et denrées animales, en vue notamment de l'exportation, à l'heure où s'établissent des marchés internationaux de la viande, susceptibles d'engager l'avenir. Il lui demande quelles raisons sont à l'origine de ce retard, et s'il sera bientôt en mesure de mettre fin à cette situation, fort préjudiciable à plusieurs titres.

6737. — 18 janvier 1964. — **M. Musneaux** expose à **M. le Premier ministre** que la réalisation des programmes de travaux publics et d'équipement a pour conséquence la suppression, chaque année, de nombreux jardins familiaux. Pour éviter ou limiter cet inconvénient, la société d'horticulture et des jardins populaires de France propose : 1° que les reprises de terrains ou les expropriations nécessaires aux travaux d'utilité publique portent par priorité sur des terrains non exploités comme jardins familiaux ; 2° que, dans le cas où les propriétaires ou exploitants sont tenus d'abandonner leur terrain, ils puissent obtenir un lopin de terre de remplacement équivalent, mis à leur disposition par l'organisme expropriant ou auteur de la reprise ; 3° qu'à cet effet, les collectivités publiques aient la capacité juridique nécessaire pour l'achat ou l'expropriation des terrains destinés au remplacement des jardins supprimés ; 4° que, dans les études concernant l'aménagement du territoire ou des plans d'urbanisme, des espaces soient expressément réservés pour la pratique du jardinage. Il lui demande de lui faire connaître l'opinion du Gouvernement sur ces suggestions et les suites, législatives ou réglementaires, qu'il entend leur donner.

AFFAIRES ALGERIENNES

6738. — 18 janvier 1964. — **M. Hauret** expose à **M. le secrétaire d'Etat** auprès du **Premier ministre chargé des affaires algériennes** que la presse a rapporté l'étrange et douloureuse aventure de marins français qui ont subi dans les prisons de l'Etat algérien un internement et des tortures, dont le récit soulève l'indignation. Il lui demande quelle suite le Gouvernement entend donner à cette affaire et si des démarches ont été entreprises pour faire vérifier les déclarations de ces marins, selon lesquelles des ressortissants français auraient été vus dans ces prisons et y subiraient des violences.

AFFAIRES ETRANGERES

6739. — 18 janvier 1964. — **M. Hauret** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que la presse a rapporté l'étrange et douloureuse aventure de marins français qui ont subi dans les prisons de l'Etat algérien un internement et des tortures, dont le récit soulève l'indignation. Il lui demande quelle suite le Gouvernement entend donner à cette affaire et si des démarches ont été entreprises pour faire vérifier les déclarations de ces marins, selon lesquelles des ressortissants français auraient été vus dans ces prisons et y subiraient des violences.

AGRICULTURE

6740. — 18 janvier 1964. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que des grands travaux d'intérêt général (autoroutes, barrages exécutés par la compagnie nationale du Rhône), peuvent priver certains exploitants en âge d'en bénéficier, de l'indemnité viagère de départ. Il lui demande si, en cas d'expropriation, il ne serait pas possible de faire bénéficier les victimes de cette indemnité viagère de départ.

6741. — 18 janvier 1964. — **M. Paquet** demande à **M. le ministre de l'agriculture** : 1° combien de villages abandonnés ont été mis en vente au cours de ces dernières années ; 2° quelles sont les régions les plus touchées par ces ventes ; 3° quelle est la profession des acquéreurs et les prix de vente moyens qui leur ont été consentis.

6742. — 18 janvier 1964. — **M. Labéguerie** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'un exploitant agricole se voit refuser son immatriculation à l'assurance maladie des exploitants agricoles pour les raisons suivantes : l'intéressé est associé d'une société en nom collectif dans laquelle il n'exerce aucune activité, mais un arrêt de la cour de cassation du 15 janvier 1963 semble avoir définitivement attribué aux associés en nom collectif la qualité de commerçant. D'autre part, les revenus découlant de sa qualité d'associé sont supérieurs à ses revenus d'exploitant agricole, alors que toute son activité quotidienne est consacrée à l'agriculture. Il lui demande si les ressources procurées doivent être prises en considération pour déterminer l'activité principale et si la notion de revenu principal doit l'emporter sur la notion d'activité principale.

6743. — 18 janvier 1964. — **M. d'Aillières** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le budget de 1964, s'il accroit les subventions ou primes d'incitation destinées aux investissements collectifs, diminue, dans une notable proportion, les crédits budgétaires affectés à l'octroi de prêts pour ces opérations. Les possibilités de crédit des autres organismes financiers étant actuellement sensiblement réduites, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour éviter un ralentissement des investissements agricoles, tant collectifs que privés, qui serait très inquiétant à l'époque où se mettent en place les nouvelles structures agricoles et où l'agriculture française doit se préparer à affronter les compétitions européennes.

6744. — 18 janvier 1964. — **M. d'Aillières** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que l'article 13 du décret du 21 septembre 1950 prévoit, en son deuxième alinéa, que, pour bénéficier des réductions accordées en matière de cotisations d'assurances sociales, l'apprenti doit être âgé de 14 ans au moins, et de 17 ans au plus. Or, des

dispositions récentes permettent de verser les prestations familiales au titre de l'apprentissage jusqu'au dix-huitième anniversaire. Jusqu'à présent, ces dispositions n'ont pas été étendues aux assurances sociales, et il existe de ce fait entre les deux législations un manque d'harmonisation regrettable. Il lui demande s'il n'envisage pas d'y remédier.

6745. — 18 janvier 1964. — **M. Briot** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les fonctionnaires de l'ancien cadre local des ingénieurs des travaux agricoles de l'ex-A. O. F. - A. E. F. intégrés le 31 décembre 1959 dans le cadre latéral des ingénieurs des travaux agricoles, relevant de l'autorité du ministre de l'agriculture, en application du décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958 relative à la situation de certains personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer. Ces fonctionnaires n'ont pu bénéficier d'aucune promotion de grade ou de classe depuis le 1^{er} janvier 1960. En effet, conformément aux termes de l'article 25 du décret du 8 décembre 1959 susvisé, le régime statutaire des corps latéraux est identique à celui des corps métropolitains classés en correspondance. Toutefois, par dérogation aux dispositions desdits corps fixant la répartition des effectifs entre les divers grades, des arrêtés conjoints du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, du ministre intéressé (celui de l'agriculture en ce qui concerne le cadre latéral des ingénieurs des travaux agricoles) doivent fixer, chaque année, le nombre maximum des inscriptions au tableau d'avancement pour chacun des grades des corps considérés de manière à assurer, aux fonctionnaires de ces corps d'extinction, un rythme d'avancement équivalent à celui appliqué aux agents appartenant aux corps normaux correspondants. Or, à ce jour, aucun arrêté s'appuyant sur ce décret n'a encore été pris en ce qui concerne le cadre ci-dessus cité. Il en résulte un retard considérable dans l'avancement, et rien ne laisse présager que cette situation puisse être régularisée dans un bref délai. Cette situation lèse, non seulement tous les fonctionnaires proposés à un avancement de grade ou de classe depuis le 1^{er} janvier 1960 mais, par contrecoup, presque tous les fonctionnaires de ce cadre, puisqu'en application du décret n° 62-985 du 14 août 1962 portant modification du statut du cadre des ingénieurs des travaux agricoles, un reclassement doit être effectué avec effet du 21 août 1962. Il s'ensuit donc que les franchissements d'échelon à l'ancienneté ne peuvent plus être constatés par un arrêté du ministre de l'agriculture. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures permettant, dans les meilleurs délais, la régularisation de la situation des ingénieurs des travaux agricoles du cadre latéral, en ce qui concerne leur avancement.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

6746. — 18 janvier 1964. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que des délais relativement longs s'écoulent avant qu'un mutilé de guerre puisse recevoir un appareil de prothèse neuf ou qu'il puisse récupérer un appareil qu'il a donné à réparer. Le même phénomène se produit pour les ressortissants de la sécurité sociale dont les appareils de prothèse sont fournis par les centres d'appareillage du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre. Il semble que cette situation soit due à la disparition progressive des organismes de fabrication d'appareils de prothèse, publics ou privés, et que la rareté des spécialistes en fabrication d'appareils de prothèse soit aussi un élément de ralentissement dans la fourniture de ces appareils. Il lui demande quelles mesures il a prises ou compte prendre pour permettre la fabrication rationnelle et rapide des appareils de prothèse destinés aux mutilés de guerre et aux mutilés du travail comme aux autres mutilés, malades et infirmes, dépendant de l'A. M. G.

ARMÉES

6747. — 18 janvier 1964. — **M. Max-Petit** appelle l'attention de **M. le ministre des armées** sur les soldes perçues par les élèves officiers des écoles du service de santé militaire. Ceux-ci, lorsqu'ils sont au-dessus de la durée légale du service et jusqu'à leur sixième année, ne touchent qu'une solde de soldat de deuxième classe. Les élèves officiers A. D. L. de l'école militaire interarmes de Coëtquidan perçoivent une solde sous-officier. Les élèves gendarmes et les élèves infirmières reçoivent également une solde supérieure à celle des élèves des E. S. S. M. de Lyon ou de Bordeaux. Cette anomalie paraît être expliquée par l'administration par le fait, qu'à la sortie de l'école, les médecins militaires bénéficieront d'un traitement supérieur à celui de leurs camarades sortis des autres écoles militaires par le jeu de bonifications spéciales ou par leur accès plus rapide à un grade plus élevé. Cet argument n'est pas admissible car il est évident qu'à des situations administratives analogues doivent correspondre des soldes équivalentes. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre dans ce domaine.

6748. — 18 janvier 1964. — **M. Roques** attire l'attention du **ministre des armées** sur le fait suivant : au cours de ces dernières années, le public a pu apprendre par la voie de la presse qu'à plusieurs reprises des colonnes de soldats avaient été fauchées en pleine nuit par des automobiles. Ces accidents n'arrivent jamais aux militaires de l'armée de l'air, car ceux-ci sont obligés par le règlement à porter un brassard lumineux ou phosphorescent fourni par les différentes bases aériennes. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il conviendrait d'étendre cette mesure également aux différentes armes de l'armée de terre.

6749. — 18 janvier 1964. — **M. Mer** expose à **M. le ministre des armées** que les hautes murailles qui ont été édifiées au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle autour des établissements militaires de Paris, dépendant de son département, pourraient sans doute dans de nombreux cas être abattus et disparaître, car elles ne paraissent plus répondre à aucun impératif de sécurité; d'autre part, leur disparition restituerait à la vue des parisiens un bon nombre de beaux espaces verts qu'elles abritent. C'est ainsi que, dans le 7^e arrondissement notamment, il serait souhaitable que soient démolis les hauts murs entourant les Invalides du côté du boulevard de la Tour-Maubourg. Il semble en être de même du mur de l'Ecole Militaire, avenue de Suffren, et de celui qui clôture le parc de l'Hôtel du Ministre, rue de l'Université. Il lui demande donc s'il entend faire disparaître rapidement ces murs et clôtures parasites et inesthétiques, et ainsi redonner au domaine militaire un caractère plus aéré, tout en offrant à la vue des habitants de la capitale de nouveaux espaces verts dont ils sont particulièrement privés.

6750. — 18 janvier 1964. — **M. Chérasse** expose à **M. le ministre des armées** qu'il a pris connaissance avec intérêt de la réponse faite le 11 janvier 1964 à la question écrite n° 6031 posée par un de ses collègues au sujet de la suppression des corvées dans la gendarmerie. Il lui demande s'il a l'intention de saisir de ce problème **M. le ministre des finances** et des affaires économiques de façon à ce que le crédit nécessaire, qui est de l'ordre de 5.200.000 francs environ, puisse être inscrit à un plus prochain collectif, sans attendre la loi de finances pour 1965.

CONSTRUCTION

6751. — 18 janvier 1964. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre de la construction** que des sociétés civiles immobilières, construisant en vue de la vente, cèdent souvent un nombre important d'appartements à des acheteurs qui les louent ensuite à des prix très élevés. De même, un certain nombre de logements sont revendus à des prix dépassant de très loin l'estimation établie par le service des domaines. Cette situation s'est révélée particulièrement dans diverses communes du canton de Longjumeau (Seine-et-Oise), ce qui a amené les maires de cette région à émettre de vives protestations. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à ces opérations spéculatives.

6752. — **M. Salagnac** expose à **M. le ministre de la construction** qu'il a été saisi de nombreux cas impliquant une opération spéculative réalisée par un propriétaire ou son préposé à l'occasion de la promulgation de la loi n° 62-902 du 4 août 1962 et notamment des dispositions de son article 4 article 3 ter de la loi du 1^{er} septembre 1948). C'est ainsi que, dans un premier cas, un propriétaire parisien a loué son local le 31 juillet 1963 en faisant signer deux contrats au nouveau locataire: l'un conforme aux dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 en vigueur à cette date et qui a été enregistré immédiatement, l'autre constituant un bail de six ans pour le même local et qui n'a été enregistré que deux mois après et envoyé au locataire. De cette manière, la loi ayant été tournée, le loyer a pu passer en deux mois de 69,30 francs à 220 francs par mois. Dans un deuxième cas, un locataire ayant donné congé et ayant présenté au gérant un successeur dans les lieux qui acceptait de reprendre ses meubles, le gérant a subordonné son accord à la conclusion préalable par le locataire sortant d'un bail de six ans avec droit de cession. Dans les deux cas cités, le nouveau locataire, sans avoir jamais occupé les lieux avant la conclusion du bail, se trouve titulaire d'un loyer libre, révisable en fonction des indices du coût de la construction. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour s'opposer à de telles opérations spéculatives, réalisées par fraude à la loi, et pour sanctionner les propriétaires ou leurs préposés qui s'y livrent.

6753. — 18 janvier 1964. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de la construction** les difficultés de logement rencontrées dans certaines zones en voie de développement. Ces difficultés ont été accrues par l'arrivée massive, dans certaines de ces régions, et notamment dans les départements méditerranéens, de rapatriés en provenance d'Algérie. Il lui demande quels programmes spéciaux de H. L. M. il prévoit en 1964 pour ces départements et plus spécialement pour le département du Gard. Il lui demande également quelles mesures il compte prendre pour compenser, par une augmentation correspondante, les logements H. L. M. du programme normal affecté aux rapatriés.

6754. — 18 janvier 1964. — **M. Bernard Rocher**, au lendemain de la catastrophe du boulevard Lefebvre, à Paris (15^e), devant l'émotion soulevée dans la population du quartier et, en particulier, parmi les occupants des H. L. M., demande à **M. le ministre de la construction**: 1° si une commission d'enquête a été nommée; quelle est exactement sa mission et quel délai lui est imparti pour déposer ses conclusions; 2° quelles mesures il compte prendre en ce qui concerne les constructions du même type, en cours d'exécution dans le quartier; 3° quelles dispositions ont été prises pour secourir les familles des victimes de la catastrophe. Il lui demande instamment, en outre, s'il compte donner des instructions pour que le résultat de l'enquête, qu'il souhaite la plus rapide possible, soit rendu public, et que ses conclusions reçoivent la plus large publicité, quelle que soit la personnalité des responsables.

EDUCATION NATIONALE

6755. — 18 janvier 1964. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** les difficultés rencontrées par les parents d'élèves fréquentant les établissements scolaires recevant des pensionnaires, pour assurer la rentrée de ces derniers, le dimanche soir, avant 21 heures. Il lui demande s'il ne lui paraît pas possible d'inciter les directeurs d'établissements à accorder des dérogations générales permettant à certains élèves se trouvant dans l'impossibilité, faute de moyens de transports réguliers, d'être présents le dimanche, avant 21 heures, de rentrer le lundi matin, avant 8 heures.

6756. — 18 janvier 1964. — **M. Lepidi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation faite à un professeur qui, ayant pris sa retraite avant soixante-cinq ans et demandant ensuite à effectuer quelques heures au titre de contractuel, ne peut percevoir jusqu'à soixante-cinq ans qu'une rémunération totale n'excédant pas le salaire d'activité. Or, les officiers dégagés volontairement et employés par l'éducation nationale percevront leur traitement d'activité, augmenté de la rétribution de contractuel. Les administrateurs du ministère des travaux publics, récemment placés en retraite anticipée, percevront pendant deux ans leur traitement d'activité et, sans limite de cumul autre que le 150 p. 100 de ce traitement, pourront remplir un rôle de professeur. Enfin, un retraité de quelque autre branche ne subit pas d'autre limite de cumul. Seuls, les membres de l'enseignement sont atteints par cette restriction, qui écarte les contractuels les plus qualifiés. L'objection soulevée, comme quoi la levée de cette restriction inciterait les professeurs à prendre plus tôt leur retraite, s'avère injuste comparée au traitement des autres catégories et pourrait être corrigée dans ses effets en limitant aux professeurs ayant atteint le maximum de retraite par leurs annuités le bénéfice général du cumul. Au regard des modifications importantes apportées aux règles du cumul, en faveur de toutes les catégories de contractuels non issus de l'éducation nationale, il lui demande s'il compte faire en sorte que cette inégalité soit réparée, tout au moins pour la catégorie d'enseignants que leur long service a conduit au maximum de la retraite.

6757. — 18 janvier 1964. — **M. Labéguerie** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le projet de statut créant un corps de conseillers psychologiques et psychologues-assistants du ministère de l'éducation nationale, mis au point depuis 1962, n'a toujours pas été publié. Il lui rappelle également que les indices de traitement pour ce personnel n'ont pas été soumis à l'approbation du conseil supérieur de la fonction publique au cours de ses sessions de février 1963 et de juin 1963. Il lui demande s'il compte soumettre ce projet à l'approbation du conseil supérieur pour la session de janvier 1964, et il appelle son attention sur la nécessité de la publication rapide de ce statut, faute de quoi le personnel qualifié, indispensable à l'application correcte des dispositions prises dans le cadre de la réforme de l'enseignement pour assurer l'observation et l'orientation des élèves au cours des quatre années du premier cycle, ne pourrait être recruté à temps ni en quantité suffisante.

6758. — 18 janvier 1964. — **M. Tony Larue** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que de nombreux enseignants rapatriés n'arrivent pas à obtenir le règlement de leurs créances relatives à la période qui a précédé leur intégration en métropole. Le service contentieux des affaires algériennes, rattaché à son ministère, semble manquer de personnel, des crédits et du matériel suffisants pour instruire rapidement les dossiers qui lui sont soumis. Par ailleurs, le règlement de certains dossiers serait subordonné par l'administration à la solution du contentieux algérien. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour hâter le règlement des créances des enseignants rapatriés et s'il n'envisage pas, pour faciliter cette opération, de décentraliser les services chargés de l'accomplir.

6759. — 18 janvier 1964. — **Mme Vaillant-Couturier** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le décret du 6 janvier 1959 a prolongé jusqu'à 16 ans l'obligation scolaire. On constate en outre qu'une fraction rapidement croissante des garçons et des filles de notre pays poursuivent leurs études jusqu'à 18 ans et au-delà. Les enseignements du second degré s'ouvrent ainsi à de nombreux jeunes gens, le problème de l'orientation des élèves à l'issue des études primaires vers l'enseignement du second degré le mieux adapté à leurs aptitudes devient l'un des problèmes urgents de l'éducation nationale. Il doit être résolu sans plus tarder, car c'est dès la fin de l'actuelle année scolaire que les premiers élèves soumis à la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans sortiront du cours moyen 2^e année. La création d'un corps de conseillers psychologiques et psychologues assistants, appelés à participer auprès des professeurs à l'information des familles et à l'orientation scolaire et professionnelle des élèves, est donc d'une nécessité évidente. Son ministère a élaboré un projet de statut de ce corps, qui, regroupant dans l'immédiat les quelques 800 conseillers d'orientation scolaire et professionnelle et les 50 psychologues scolaires actuellement en service et malheureusement en nombre notablement insuffisant, serait alimenté par la suite par des instituteurs et professeurs spécialisés ainsi que par des licenciés de psychologie ayant bénéficié d'une formation particulière. Des sections de psychologie ont été créées

dans les I. P. E. S. en octobre 1963, et des étudiants y préparent la licence de psychologie pour entrer ensuite dans les instituts de formation et se présenter au concours de recrutement des conseillers psychologues prévu par le projet de statut. Mais ce projet de statut, mis au point depuis 1962 après plusieurs années d'études, n'a toujours pas été publié, ni admis par le Gouvernement. Celui-ci n'a pas accepté que les indices de traitement prévus pour ces personnels soient soumis à l'approbation du conseil supérieur de la fonction publique siégeant en février 1963. Après avoir promis de saisir le conseil supérieur de la fonction publique au cours de sa session de juin 1963, le Gouvernement n'en a rien fait, et rien ne permet de croire que le conseil supérieur sera saisi lors de la session qu'il tiendra en janvier 1964. De ce fait, le personnel qualifié pour assurer l'observation et l'orientation des élèves au cours des quatre années du premier cycle ne pourra être recruté à temps ni en quantité suffisante. Dans ces conditions, elle lui demande: 1° si le projet de statut susvisé, mis au point depuis 1962, a son accord et celui du Gouvernement auquel il appartient; 2° les raisons du retard intervenu dans la publication de ce statut; 3° dans quel délai ledit statut va être publié.

6760. — 18 janvier 1964. — **M. Mainguy** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les travaux pratiques de biologie végétale du S. P. C. N. de Paris fonctionnent dans des conditions déplorablement tant en ce qui concerne la santé que la sécurité des étudiants. La mesure envisagée pour pallier ces inconvénients consisterait à installer ces travaux pratiques dans un demi chai de la halle aux vins. Il lui demande s'il compte effectivement réaliser ce transfert, car l'importance des travaux nécessaires pour rendre ce local utilisable étant considérable, il ne sera pas possible de les amortir avant que le bâtiment ne s'effondre sous l'effet de sa vétusté naturelle ou de la turbulence des étudiants.

6761. — 18 janvier 1964. — **M. Lecocq** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'il sait, de sources sûres, que le chapitre du budget sur lequel sont réglés les traitements des maîtres de l'enseignement privé et sur lequel a été également imputé le paiement de nombreux rappels pour l'année 1964, se trouverait insuffisamment doté. Cette cause, ajoutée à d'autres, crée, notamment dans le Nord, une situation telle que les maîtres de l'enseignement privé restent pendant trois et quatre mois privés de traitement, ce qui laisse penser que la loi scolaire du 31 décembre 1959 n'est pas correctement appliquée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier aux regrettables inconvénients de la situation présente.

6762. — 18 janvier 1964. — **M. Duvillard** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'il a répondu au *Journal officiel* du 3 août 1963, page 4627 (question n° 4031) et au *Journal officiel* du 14 septembre 1963, page 4858 (question n° 4323) à deux parlementaires qui lui demandaient les raisons pour lesquelles n'était pas encore publié le statut relatif aux conseillers psychologues et aux psychologues assistants. Dans ces réponses, il faisait valoir que: « les problèmes posés par cette création se révèlent fort complexes et doivent faire l'objet d'études approfondies. Aussi, n'a-t-il pas été possible d'inscrire à l'ordre du jour du dernier conseil supérieur de la fonction publique le classement indiciaire des corps considérés ». Or, la prolongation prévue jusqu'à 16 ans de l'obligation scolaire va commencer à faire sentir ses effets. C'est dès la fin de l'actuelle année scolaire que les premiers élèves, soumis à la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, sortiront du cours moyen 2° année. Le personnel qualifié, indispensable à l'application correcte des dispositions prises dans le cadre de la réforme de l'enseignement, pour assurer l'observation et l'orientation des élèves au cours des quatre années du premier cycle, ne pourra être recruté à temps, ni en quantité suffisante. Il lui demande, en insistant sur l'urgence des mesures à intervenir concernant la publication de ce statut, à quelle date celui-ci pourra paraître.

6763. — 18 janvier 1964. — **M. Lucien Richard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation de certains enfants dont le domicile très éloigné du groupe scolaire de la commune où ils résident se trouve, par contre, plus proche d'une école située sur le territoire d'une commune limitrophe. Il lui demande si, après accord des deux municipalités intéressées, la participation aux dépenses de ramassage scolaire peut être accordée pour les élèves se trouvant dans la situation signalée.

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES

6764. — 18 janvier 1964. — **M. Maurice Thorez** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation des retraités de l'assistance publique à Paris: en effet, les retraités sont touchés encore plus durement que les actifs, du fait de l'augmentation du coût de la vie. Ils ne bénéficient des maigres améliorations qu'avec un ou plusieurs trimestres de retard. L'application de la péréquation provenant de modifications indiciaires, dans leur catégorie « actif », se fait avec des retards de plusieurs années, ou est inopérante du fait de la limitation dans les indices de fin de carrière ou de la modification d'appellation dans les catégories. Ainsi, actuellement, à l'assistance publique à Paris, la catégorie des aides soignants, aides soignantes retraités, est divisée en deux parties: ceux qui ont obtenu, à partir de 1956 le C. A. P. et ceux retraités antérieurement, et ceux-ci ont une différence en moins

de 20 points d'indice brut, se traduisant par une diminution de retraite de plus de 3.000 anciens francs par mois, pour une personne dont la retraite est calculée sur 60 p. 100 du salaire soumis à retenue pour pension. Or, de l'avis de la direction de l'assistance publique, ces « retraités au rabais » effectuaient exactement le même travail que ceux qui sont en fonction et qui ont tous le C. A. P. Il est reconnu que ceux retraités avant 1956 auraient obtenu ce même C. A. P., et ils sont donc pénalisés sans raison valable. Les écarts s'amplifieront encore davantage dans les années à venir, par le fait du barrage créé par deux classes exceptionnelles de fin de carrière, dont l'accès est limité à 25 p. 100 de l'effectif. Pour les catégories d'ouvriers, la situation est la même et porte un gros préjudice aux vieux retraités. Les intéressés demandent: 1° l'augmentation des traitements et pensions; 2° la péréquation intégrale des pensions avec incorporation, dans le traitement de base, de l'indemnité de résidence et de toutes les autres indemnités, ou complément de traitement non soumis à retenue pour pension; 3° la suppression du barrage résultant de ce que l'accession aux indices de fin de carrière est limitée à un pourcentage de bénéficiaires, excluant les anciens retraités et les privant ainsi de sommes importantes; 4° l'arrêt de la discrimination entre deux catégories d'aides soignants; 5° l'attribution au conjoint survivant ou au ayant droit d'un capital décès, représentant le paiement du trimestre en cours et du semestre suivant le décès de l'agent pensionné; 6° le même abattement pour les retraités que pour les personnels en activité pour les feuilles de déclarations d'impôts, c'est-à-dire 10 p. 100, puis 20 p. 100, au lieu de 20 p. 100 seulement, actuellement; 7° la suppression de l'abattement du 1/6 (service des emplois sédentaires) sans diminution des emplois en catégorie B (actif) et majoration de 1/5 en sus, pour les services accomplis dans cette catégorie; 8° la non-limitation à 25 annuités des pensions proportionnelles; 9° la gratuité des soins pour les retraités; 10° la réversibilité de la pension sur le conjoint survivant (mari ou femme), y compris pour les titulaires des pensions proportionnelles (marié ou remarié après la mise à la retraite); 11° une indemnité de départ à la retraite égale à trois mois de traitement. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction à ces légitimes revendications.

6765. — 18 janvier 1964. — **Mme Vaillant-Couturier** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, par lettre du 5 novembre 1962 (3560 33 MA/DPC. 8), le bureau des accidents du travail de la direction des personnels civils du ministère du travail a fait connaître à un titulaire d'une rente d'invalidité que la dernière revalorisation des rentes pour accidents du travail survenus en Indochine était toujours celle prévue par le décret du 23 août 1949. Elle lui demande s'il entend revaloriser de nouveau ces rentes, compte tenu de la dépréciation monétaire qui s'est produite depuis 1949.

6766. — 18 janvier 1964. — **Mme Jacqueline Thome-Patenôtre** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation d'un établissement médical privé, géré à l'aide d'un budget établi sous contrôle et approbation d'une commission de surveillance, budget dans lequel existent évidemment une section d'exploitation comprenant tous les déboursés et les amortissements et, d'autre part, une section d'investissements pour laquelle l'utilisation permet différents aménagements nouveaux dont le montant est égal au montant des amortissements. Cette section d'investissements se substituant ainsi auxdits amortissements et la valeur vénale des installations restant constante, elle lui demande si lesdits investissements sont ou non exemptés d'impôts.

6767. — 18 janvier 1964. — **M. Laurin** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** quel est — au regard de l'application de l'article 27-I de la loi du 15 mars 1963 portant réforme de la fiscalité immobilière — le régime fiscal imposable au titre de la T. V. A., tant au point de vue de l'assiette que du taux, aux sociétés concessionnaires du domaine maritime à charge d'endiguage qui colmatent des terrains qu'elles revendent à des constructeurs sans effectuer elles-mêmes d'opérations de construction, tous les frais de lotissement des terrains colmatés étant à la charge exclusive des communes.

6768. — 18 janvier 1964. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** les difficultés rencontrées par les collectivités locales pour réaliser leurs travaux d'équipement. La plupart des modestes communes rurales sont obligées de voter des centimes additionnels dans des proportions telles qu'ils représentent une charge intolérable pour les contribuables. Il lui demande: 1° quelles mesures il compte prendre pour aider les communes ayant un centime dont la valeur est inférieure à 1 F; 2° s'il ne serait pas possible d'accorder à ces communes une priorité dans les crédits accordés par la caisse des dépôts et consignations; 3° quelles ont été, pour les années 1960, 1961, 1962, 1963 et 1964, les sommes avancées par la caisse des dépôts et consignations aux collectivités locales pour le financement des travaux non inscrits à un programme national.

6769. — 18 janvier 1964. — **M. Souchal** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'exonération de droits de timbre et d'enregistrement édictée par l'article 7-III de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complétée par l'article 84 de la loi

n° 63-156 du 23 février 1963 (loi de finances pour 1963, 2^e partie) est susceptible de s'appliquer à l'acquisition effectuée par le cohéritier, si ce dernier a la qualité d'exploitant preneur en place et réunit les conditions prévues par l'article 793 du code rural pour bénéficier du droit de préemption. Il lui soumet le cas suivant : un preneur en place a acquis de ses cohéritiers le 16 décembre 1961 et le 27 janvier 1962, donc antérieurement à la promulgation des textes précités, différentes parcelles indivises entre eux aux termes de deux procès-verbaux d'adjudication amiable contenant la clause de promesse d'attribution. En conséquence, le droit de mutation n'a pas été perçu sur les procès-verbaux d'adjudication pour les parts et portions acquises, mais uniquement le droit de partage. Le partage définitif vient d'être régularisé sous l'empire des textes nouveaux précités, mais l'intéressé se voit refuser l'exonération des droits sur les soultes mises à sa charge, au motif que la clause de promesse d'attribution ne peut être opposée à l'administration et qu'à l'époque de l'adjudication aucune mesure d'exonération n'était prévue. Il lui demande s'il n'est pas anormal de percevoir des droits de soulte fort élevés lors de l'attribution des immeubles loués au cohéritier preneur en place dans un partage de famille, alors que tout preneur en place peut acquérir de son bailleur, pratiquement sans frais, les immeubles affermés. Il semblerait équitable de soumettre au même régime privilégié toutes les acquisitions ou attributions faites au profit du preneur en place, surtout lorsqu'un délai aussi bref sépare les adjudications du partage définitif.

6770. — 18 janvier 1964. — **M. Lecocq** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le taux d'escompte de la Banque de France a été relevé le 14 novembre dernier de 3,50 p. 100 à 4 p. 100 : c'est là apparemment une mesure destinée à réaliser la stabilisation des prix, dans le cadre du plan anti-inflation. Or, si se fait, que, dans la région du Nord, le ministère des finances a accordé, il y a quelques jours, à certaines maisons dont le chiffre d'affaires dépassait 100 millions de francs un taux d'escompte préférentiel de 3,75 p. 100, taux consenti par les banques, alors que ces mêmes banques ne l'obtiennent pas de la Banque de France et doivent escompter leur papier à 4 p. 100. Mais cette mesure préférentielle cause préjudice aux petites et moyennes entreprises dont certaines approchent le chiffre d'affaires cité plus haut. Ces maisons sont ainsi mises en état d'infériorité par rapport à celles qui font partie du premier groupe : en effet, les acheteurs reçoivent des services financiers des instructions leur demandant de donner leur préférence, à prix égal, aux maisons pouvant accorder un taux d'escompte réduit. Il lui demande de lui indiquer les raisons qui justifient la discrimination ci-dessus indiquée, alors que le taux de la Banque de France devrait être le même pour tout le monde.

6771. — 18 janvier 1964. — **M. Gernex** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas d'une personne qui se borne, sous le contrôle périodique d'une société fiduciaire inscrite à l'Ordre des experts comptables et comptables agréés à laquelle elle doit rétrocéder des honoraires, à la tenue des livres comptables, à la préparation des déclarations fiscales — ce qui entraîne occasionnellement la vérification des avertissements — mais qui ne se livre à aucune autre opération, en particulier à l'établissement des réclamations, qui ne rédige aucun acte de constitution de société, qui ne représente en aucun cas les clients devant les administrations ou juridictions administratives. Il lui demande si cette personne peut être considérée comme exerçant une activité non commerciale relevant des impôts directs.

6772. — 18 janvier 1964. — **M. Dejean** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation des anciens employés de la Société nationale des chemins de fer français qui ont obtenu de la juridiction administrative la réparation des préjudices qu'ils ont subis à la suite de mesures d'épuration prises à leur rencontre et annulées par la suite. En vertu de la jurisprudence résultant de l'arrêt rendu le 12 décembre 1955 par le tribunal des conflits dans l'affaire Thomasson, la responsabilité pécuniaire des dommages imputables aux mesures d'épuration reconnues illégales incombe à l'Etat, c'est-à-dire, en l'espèce, au ministère des travaux publics et des transports. Or, il semble que la direction du budget ait refusé jusqu'à présent l'inscription au budget du ministère des travaux publics et des transports des crédits permettant le paiement des indemnités dont s'agit. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que le ministère des travaux publics et des transports puisse se conformer aux décisions de justice tendant à la réparation des préjudices subis par les anciens employés de la S. N. C. F. victimes de mesures d'épuration reconnues illégales.

6773. — 18 janvier 1964. — **M. Notebart** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les actes de vente par les collectivités publiques des terrains acquis en application de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 bénéficient de l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement. L'article 27 de la loi du 15 mars 1963 assujettit à la T. V. A. la vente des terrains à bâtir : compte tenu de la réfaction et de l'application de la règle prix hors taxe, il est perçu 4,166 p. 100. Dans l'instruction de la direction générale des impôts du 14 août, page 35, n° 56, l'exonération est confirmée pour les acquisitions par les collectivités ; il est cependant ajouté : « Mais bien entendu, si les terrains susvisés se trouvent ultérieurement placés dans le champ d'application de l'article 27, par exemple s'ils sont revendus à des particuliers en vue de la construction d'immeubles d'habitation, le régime de la taxe sur la valeur ajoutée devient appli-

cable ; l'acquéreur est alors tenu de payer cet impôt à raison de ladite acquisition. » Il lui demande si les exonérations de timbre et d'enregistrement prévues par les textes antérieurs à la loi du 15 mars 1963 et repris par l'article 51 de l'ordonnance du 23 octobre 1968 subsistent et si les actes notariés bénéficient encore de l'exemption de timbre au titre de l'article 1148 du code général des impôts.

6774. — 18 janvier 1964. — **M. Mondon** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'une société a tenu son assemblée avant la date d'entrée en vigueur de la loi instituant le prélèvement de 1,50 p. 100 sur les réserves des sociétés. Cette assemblée a décidé de porter à la réserve légale la totalité du bénéfice de l'exercice. Après cette dotation, la réserve reste néanmoins inférieure au dixième du capital. Etant précisé que la doctrine considère généralement les sommes portées à la réserve légale, même au-delà du pourcentage prévu par les statuts, comme indisponibles et donc non distribuables, il lui demande si l'intégralité des sommes portées ainsi à la réserve légale échappe au prélèvement de 1,50 p. 100.

6775. — 18 janvier 1964. — **M. Guy Ebrard** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui faire connaître les diverses procédures concourant au financement des casernements de gendarmerie en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer.

6776. — 18 janvier 1964. — **M. Aiduy**, se référant à la réponse donnée le 31 octobre 1963 par **M. le ministre des anciens combattants** à la question écrite n° 5087 de **M. Noël Barrot** du 8 octobre 1963 sur la situation des veuves de fonctionnaires morts pour la France qui, en raison de leur décès, n'ont pu réclamer les dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 et obtenir la reconsidération de leur carrière administrative, demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si l'étude du projet de loi soumis par **M. le ministre des anciens combattants** à ce sujet a reçu son approbation et la date à laquelle celui-ci sera déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale en vue de sa discussion.

6777. — 18 janvier 1964. — **M. Carlier**, se référant aux engagements pris par le Gouvernement devant l'Assemblée nationale le 9 novembre 1963 et devant le Sénat le 27 novembre 1963, à propos de l'attribution des bonifications de campagne double et simple aux cheminots anciens combattants, demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** : 1° quel est le montant des crédits qui seront dégagés à cet effet en 1964 et à quelle date ces crédits seront mis à la disposition de la S. N. C. F. ; 2° si l'application complète de la mesure aura bien lieu en trois ans, de façon qu'elle soit terminée en 1966 ; 3° si les bonifications de campagne double et simple accordées aux cheminots anciens combattants seront intégralement celles dont bénéficient les fonctionnaires et les agents des autres services publics ; 4° s'il est entendu que les agents anciens combattants des réseaux secondaires seront bénéficiaires des mêmes dispositions.

6778. — 18 janvier 1964. — **M. Bosson**, se référant aux dispositions de l'article 7, paragraphe III, 3°, 4° et 5° alinéas de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole (loi n° 62-933 du 8 août 1962) et à celles de l'article 84 de la loi de finances pour 1963 (loi n° 63-156 du 23 février 1963), expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas d'un exploitant preneur en place, âgé de soixante ans, qui décide de procéder à l'acquisition de la ferme exploitée par lui, et s'est mis d'accord avec le bailleur sur le prix d'acquisition de cette ferme avec l'intention de l'acheter au nom de l'un de ses enfants qui doit continuer l'exploitation et qui, étant donné son âge, aurait toutes facilités pour obtenir du Crédit agricole un prêt facilitant l'acquisition. Cependant, n'étant pas lui-même le preneur en place, cet enfant ne peut, dans l'état actuel de la législation, bénéficier de l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement instituée par les textes visés ci-dessus. D'autre part, le fermier étant âgé de près de soixante ans ne peut obtenir un prêt de la caisse du Crédit agricole et se trouve ainsi dans l'obligation de résilier le compromis qui avait été signalé par lui, étant dans l'impossibilité de supporter les frais d'acquisition qui atteignent une somme relativement élevée. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable qu'intervienne une modification de cette législation afin que les jeunes agriculteurs désireux de s'installer puissent bénéficier des avantages fiscaux accordés aux preneurs qui exercent leur droit de préemption, tout au moins lorsqu'il s'agit du fils d'un preneur en place destiné à continuer l'exploitation de la ferme paternelle, et s'il n'a pas l'intention, en accord avec **M. le ministre de l'agriculture**, de proposer une telle modification au vote du Parlement.

6779. — 18 janvier 1964. — **M. Chauvet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, selon le paragraphe IV, 2°, de l'article 3 de la loi de finances n° 63-124 du 19 décembre 1963, les dispositions dudit article ne s'appliquent pas aux plus-values afférentes à des immeubles figurant à l'actif d'une entreprise relevant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des bénéfices industriels et commerciaux. Il lui demande

de lui préciser : 1° si cette expression désigne bien les immeubles faisant partie de l'actif commercial au sens fiscal, c'est-à-dire les immeubles affectés par nature à l'exploitation, même lorsqu'ils n'ont pas été portés au bilan (note du 24 juin 1958, B. O. C. D. 1958-II-495) ; 2° dans la négative, comment devrait être réglé le cas des contribuables forfaitaires qui n'adressent pas annuellement de bilan à l'administration fiscale.

6780. — 18 janvier 1964. — **M. Paquet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas d'un agriculteur âgé de soixante et onze ans qui, ayant cédé en avril 1962 sa propriété à son fils, ne dispose comme ressources totales que du montant de sa retraite vieillesse agricole. Si l'intéressé avait cédé sa propriété quelques mois plus tard, il aurait eu droit, conformément aux dispositions de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, à une indemnité viagère de départ. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable, afin de placer sur un pied d'égalité tous les agriculteurs qui ont volontairement cédé leur propriété, d'accorder ladite indemnité à tous les intéressés âgés de plus de soixante-dix ans, étant observé que le nombre éventuel des bénéficiaires de cette mesure, déjà peu élevé, ira s'amenuisant au fil des années.

6781. — 18 janvier 1964. — **M. Boisson** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**, compte tenu des difficultés dans les emplois d'avancement dans certaines catégories de fonctionnaires des P. T. T., appartenant au cadre A, et en particulier chez les inspecteurs centraux, à qui ont été refusés le bénéfice des dispositions de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962, s'il n'y aurait pas lieu d'étendre aux fonctionnaires de la catégorie A le bénéfice des mesures prises en faveur des fonctionnaires de cette catégorie, non admis à bénéficier du congé spécial, qui étaient en service en Algérie le 31 mai 1962, et leur permettre l'admission à la retraite avec jouissance immédiate, en application de l'article 7 de l'ordonnance n° 62-611 du 30 mai 1962.

6782. — 18 janvier 1964. — **M. Boisson** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les emplois d'avancement sont actuellement pratiquement inexistant dans certaines catégories de fonctionnaires des P. et T., appartenant au cadre A, et en particulier chez les inspecteurs centraux. Si l'implantation de surnombres, actuellement à l'étude, dans la catégorie des inspecteurs, peut permettre la reprise très partielle de l'avancement dans cette catégorie, elle n'aura aucun effet sur les tableaux d'avancement des inspecteurs centraux, en particulier aux télécommunications. En conséquence, il lui demande pour quelles raisons ne sont pas reprises les dispositions de la loi n° 56-762 du 4 août 1956. De nombreux inspecteurs centraux pourraient en demander le bénéfice, seule façon de décongestionner les tableaux d'avancement. Il lui demande également pour quelles raisons l'application de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962 n'a été d'une façon très restrictive, n'accordant le bénéfice d'un congé spécial qu'à quelques hauts fonctionnaires des P. et T.

6783. — 18 janvier 1964. — **M. Paul Coste-Floret** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** les faits suivants : En 1957 un particulier achète un sol de construction en ruines en vue d'y faire aménager, après transformation, une maison d'habitation pour son usage personnel. Le montant de l'acquisition étant fort peu élevé, le bénéfice des exonérations fiscales prévues par les articles 1371 et suivants du code général des impôts n'a pas été demandé et les droits à payer pour l'enregistrement de l'acte ont été payés au taux de 20,10 p. 100 (avec taxe à la première mutation alors en vigueur). Après avoir obtenu le permis de construire, l'acquéreur contracte, en novembre 1958, un emprunt auprès du Sous-Comptoir des Entrepreneurs et du Crédit foncier de France. Ce crédit a été réalisé pour partie, l'entrepreneur auquel s'était adressé le constructeur ayant arrêté les travaux en 1959. L'immeuble se trouve depuis cette date inachevé, non crépi, en l'état de caïrons nus, sans vitres posées aux fenêtres et sans aménagements intérieurs. Le constructeur, étant obligé de quitter la localité pour travailler ailleurs, décide de vendre sa maison en l'état à un rapatrié d'Algérie. En vertu de la législation actuelle, telle qu'elle résulte de l'article 27 de la loi du 15 mars 1963, cette vente d'un terrain recouvert d'une construction inachevée est assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée et celle-ci est liquidée au taux de 20 p. 100 avec réfaction de 40 p. 100, soit un taux de 13,636 p. 100 appliqué au prix, réputé « hors taxe » dans ce cas puisque la taxe est à la charge de l'acquéreur. Aucune déduction ne peut être effectuée puisque, d'une part, l'acquisition du terrain remontant à plus de quatre ans, les droits d'enregistrement payés sur cette acquisition ne peuvent être imputés à concurrence de 4, 20 p. 100 et que, d'autre part, la T. V. A. n'a pas été payée sur les constructions et l'entrepreneur n'a porté aucune mention de T. V. A. par lui acquittée sur sa facture. La vente doit donc supporter un taux de 13,636 p. 100, alors que les droits d'enregistrement antérieurement exigibles se seraient élevés à 4,20 p. 100. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il y a là une situation anormale due au passage du régime des droits d'enregistrement à celui de la T. V. A. et si, dans un tel cas, il ne serait pas possible de considérer cet immeuble comme une « carcasse » susceptible de bénéficier de la mesure de tempérament visée au n° 85 de l'instruction générale du 14 août 1963 et de la réfaction de 80 p. 100, ce qui abaisserait le taux de la T. V. A. à 4,166 p. 100 du prix « hors taxe ».

6784. — 18 janvier 1964. — **M. François Bénard** (Hautes-Alpes) expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'aux termes de l'article 23 de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962 (B. O. C. D. 1962-II-2217) les entreprises passibles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés qui font des investissements en immeubles en vue de réaliser des opérations de recherche scientifique ou technique répondant aux définitions fixées par le décret n° 59-218 du 2 février 1959, peuvent pratiquer un amortissement exceptionnel de 50 p. 100 du prix de revient de ces investissements dès la première année de leur réalisation, la valeur résiduelle des immeubles étant amortissable sur leur durée normale d'utilisation. Il lui demande quel sens il faut attribuer à l'expression « investissements immobiliers », notamment si une société, ayant pris en location un bâtiment et y effectuant des travaux importants pour aménager ces locaux en « laboratoire de recherches », peut bénéficier de l'amortissement exceptionnel sur le montant des mémoires des entrepreneurs facturant la taxe sur la valeur ajoutée au taux des travaux immobiliers, qu'il s'agisse de travaux immobiliers par nature, ou immobiliers par option.

6785. — 18 janvier 1964 — **M. Ansquer** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il entre dans les intentions du Gouvernement et du ministère des finances et des affaires économiques de supprimer définitivement la taxe complémentaire créée à titre temporaire par la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959.

6786. — 18 janvier 1964. — **M. Mer** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les divers textes portant majoration des rentes viagères, et notamment l'article 55 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, établissant des pourcentages de revalorisation très variables selon les dates auxquelles ont pris naissance ledites rentes. C'est ainsi que le dernier texte en vigueur fixe un coefficient de 1815 pour les rentes nées avant le 1^{er} août 1914, un coefficient de 952,8 pour celles nées entre le 1^{er} août 1914 et le 1^{er} septembre 1940, un coefficient de 635,2 pour celles nées entre le 1^{er} septembre 1940 et le 1^{er} septembre 1944. Un tel système semble entraîner deux sortes d'inconvénients et d'injustices : 1° à l'intérieur d'une même « tranche de revalorisation », le coefficient de majoration est le même pour deux rentes ayant pris naissance à des dates fort éloignées — par exemple le 1^{er} août 1914 et le 30 août 1939 — donc ayant été affectées par des taux très divers de dévalorisation de la monnaie ; 2° deux rentes ayant pris naissance à des dates voisines, mais appartenant à des « tranches » différentes — par exemple, une rente née le 25 août 1939 et une autre née le 10 septembre de la même année — se voient revalorisées de manière très différente. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de proposer à l'occasion de la prochaine majoration des rentes viagères un nouveau système de revalorisation établissant au moins des tranches plus nombreuses et moins larges, et des coefficients de majoration moins différenciés par tranche.

6787. — 18 janvier 1964. — **M. Briot** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les fonctionnaires de l'ancien cadre local des ingénieurs des travaux agricoles de l'ex-A. O. F. A. E. F. intégrés le 31 décembre 1959 dans le cadre latéral des ingénieurs des travaux agricoles relevant de l'autorité du ministre de l'agriculture en application du décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958 relative à la situation de certains personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer. Ces fonctionnaires n'ont pu bénéficier d'aucune promotion de grade ou de classe depuis le 1^{er} janvier 1960. En effet, conformément aux termes de l'article 25 du décret du 8 décembre 1959 susvisé, le régime statutaire des corps latéraux est identique à celui des corps métropolitains classés en correspondance. Toutefois, par dérogation aux dispositions desdits corps fixant la répartition des effectifs entre les divers grades, des arrêtés conjoints du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, du ministre intéressé (celui de l'agriculture en ce qui concerne le cadre latéral des ingénieurs des travaux agricoles) doivent fixer, chaque année, le nombre maximum des inscriptions au tableau d'avancement pour chacun des grades des corps considérés de manière à assurer aux fonctionnaires de ces corps d'extinction un rythme d'avancement équivalent à celui appliqué aux agents appartenant aux corps normaux correspondants. Or, à ce jour, aucun arrêté s'appuyant sur ce décret n'a encore été pris en ce qui concerne le cadre ci-dessus cité. Il en résulte un retard considérable dans l'avancement et rien ne laisse présager que cette situation puisse être régularisée dans un bref délai. Cette situation lèse, non seulement tous les fonctionnaires susceptibles d'un avancement de grade ou de classe depuis le 1^{er} janvier 1960 mais, par contre-coup, presque tous les fonctionnaires de ce cadre, puisqu'en application du décret n° 62-985 du 14 août 1962 portant modification du statut du cadre des ingénieurs des travaux agricoles un reclassement doit être effectué avec effet du 21 août 1962. Il s'ensuit donc que les franchissements d'échelon à l'ancienneté ne peuvent plus être constatés par un arrêté du ministre de l'agriculture. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures permettant, dans les meilleurs délais, la régularisation de la situation des ingénieurs des travaux agricoles du cadre latéral, en ce qui concerne leur avancement.

INDUSTRIE

6788. — 18 janvier 1964. — **M. Roger Roucaute** expose à **M. le ministre de l'Industrie** l'émotion et les inquiétudes du personnel de l'usine des tubes de la société Lorraine-Escaut de Bessèges (Gard). Des menaces de licenciement de jeunes gens récemment libérés du service militaire et la réduction de l'activité de l'usine par le chômage ne vont pas manquer de créer de nouvelles difficultés pour les travailleurs de cette entreprise. Il en résultera de sérieuses incidences sur l'activité économique de la région bessègeoise, déjà fortement éprouvée par la fermeture des puits de mine. Il lui demande : 1° quelles sont les perspectives concernant l'usine des tubes de la société Lorraine-Escaut de Bessèges ; 2° quelles mesures il entend prendre pour assurer la sécurité matérielle et morale des travailleurs de cette entreprise et pour permettre à celle-ci, installée dans une région sous-développée, de maintenir une activité correspondant à sa capacité de production et de disposer des commandes nécessaires à cet effet.

INFORMATION

6789. — 18 janvier 1964. — **M. Palmero** expose à **M. le ministre de l'information** que les pensionnaires des hospices qui possèdent personnellement un poste récepteur de radiodiffusion sont contraints de produire des certificats multiples en vue d'obtenir l'exonération de la taxe qui s'applique à leur poste. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable qu'une simplification puisse intervenir afin d'éviter à ces gens âgés les réclamations et poursuites, particulièrement inquiétantes dans leur état, le montant de la redevance dépassant habituellement et de beaucoup leurs possibilités financières. Il semble que, dans ce cas, des dispositions pourraient être prises pour que tous les bénéficiaires de l'aide sociale soient exonérés sur simple production d'un certificat de présence à l'hospice et du bénéfice de l'aide sociale qui, à elle seule, suffit à démontrer la qualité d'économiquement faible.

6790. — 18 janvier 1964. — **M. Fanton** rappelle à **M. le ministre de l'information** que, par question écrite n° 4587, il lui avait demandé de lui faire connaître la liste des immeubles actuellement occupés par les différents services de la R. T. F. dans le département de la Seine et le sort qu'il comptait leur donner à la suite de l'installation de la nouvelle Maison de la Radio. Sa réponse, parue au *Journal officiel* du 4 janvier 1964, n'étant que partielle, il lui demande quels sont ceux des immeubles cités qui ont été construits, à l'origine, à usage de bureaux et ceux qui, étant des locaux d'habitation, ont été transformés en locaux administratifs.

6791. — 18 janvier 1964. — **M. Fanton** expose à **M. le ministre de l'information** que, par question écrite n° 5239, il avait demandé à **M. le ministre de l'industrie** de lui faire connaître les mesures qu'il comptait prendre afin d'obliger les propriétaires et installateurs d'enseignes lumineuses à faire en sorte que le fonctionnement de ces installations ne trouble pas la réception, par les automobilistes, des émissions radiophoniques. **M. le ministre de l'industrie** ayant répondu que cette question était de la compétence du ministre de l'information, il lui demande où en sont les travaux de la commission mixte de protection des réceptions de radiodiffusion et de télévision, compte tenu du fait que nombreuses sont déjà les enseignes lumineuses fonctionnant sans parasites.

INTERIEUR

6792. — 18 janvier 1964. — **M. Max-Petit** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur des articles parus récemment dans la presse et relatifs à un projet de réforme de certaines structures policières. Ces réformes concerneraient plus particulièrement les compagnies républicaines de sécurité, récemment affectées par les compressions budgétaires. L'annonce imprécise de nouvelles modifications, risquant de se traduire par une éventuelle « militarisation » de ces unités ou par une future réduction de leurs effectifs, est lourdement préjudiciable à ce corps dont l'équilibre est fonction d'une structure immuable, non sujette à une remise en question cyclique. Il lui demande s'il pourrait lui fournir une mise au point concernant cette importante question.

6793. — 18 janvier 1964. — **M. Albert Gorge** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que, depuis plusieurs années déjà, ont été fixés les plafonds au-dessus desquels les collectivités locales doivent soit passer des marchés de gré à gré, soit procéder à des adjudications. Il lui demande s'il ne pense pas que ces plafonds doivent être augmentés en raison notamment de la majoration du coût des travaux depuis leur fixation.

6794. — 18 janvier 1964. — **M. Mer** demande à **M. le ministre de l'intérieur** quelles mesures sont prises, à Paris, pour faire respecter l'interdiction de l'usage de l'avertisseur par les automobilistes, édictée par le préfet de police en 1954 et renouvelée par cette même autorité dans une ordonnance du 5 juin 1959.

6795. — 18 janvier 1964. — **M. Mer** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la nocivité des bruits causés, dans les grandes agglomérations et plus spécialement dans la capitale, par le ramassage des ordures ménagères, qui a lieu chaque matin. Le type de véhicules actuellement employés à Paris paraît totalement inadapté à ce travail qui, en raison de l'heure où il est effectué et de la nécessité de respecter le sommeil et la tranquillité des habitants, devrait être aussi silencieux que possible. A cela s'ajoutent généralement les clameurs, interpellations et coups de sifflets du personnel employé à cet effet. Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas de faire remplacer le plus rapidement possible les véhicules en question par d'autres camions d'un modèle plus approprié ; 2° s'il n'est pas possible de donner aux éboueurs des consignes strictes de silence et de rapidité ; 3° quelles sanctions, par ailleurs, seront prises contre les propriétaires et locataires qui n'auront pas remplacé leurs anciennes poubelles « sonores » par des poubelles « silencieuses », conformément à la réglementation qui a récemment été édictée.

JEUNESSE ET SPORTS

6796. — 18 janvier 1964. — **M. Tourné** expose à **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** qu'à plusieurs reprises, ses services — par des enquêtes ou des visites d'inspection — semblent s'être intéressés à l'équipement des sports d'hiver dans les Pyrénées-Orientales. Les stations qui fonctionnent dans ce département sont d'abord celle de Font-Romeu, puis celle de Portet, et depuis cette année, celle des Angles appelée à connaître d'heureux développements, notamment pour le ski scolaire, du fait de sa position particulière. Mais on envisage de créer d'autres stations. L'aménagement du Puigmal, du Cambre d'Aze, voire du Canigou, ferait l'objet d'études particulières. Il lui demande : 1° ce qu'il en est de ces éventuels aménagements de stations d'hiver nouvelles dans les Pyrénées-Orientales ; 2° quel est l'état d'avancement de l'étude de ces projets ; 3° quels sont les projets retenus ou susceptibles de l'être ; 4° dans quelles conditions son secrétariat d'Etat se propose d'intervenir, pour aider techniquement et financièrement à la réalisation de ces nouvelles stations d'hiver.

6797. — 18 janvier 1964. — **M. Nilès** demande à **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** de lui faire connaître la liste des sociétés sportives bénéficiaires d'une subvention budgétaire et les montants respectifs de ces subventions pour 1963 et pour 1964.

JUSTICE

6798. — 18 janvier 1964. — **M. Dubuis** demande à **M. le ministre de la justice** de préciser la situation des personnes de statut civil de droit local originaires d'Algérie, visées à l'article 2 de l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962, dans le cas où les intéressés n'ont pas encore souscrit la déclaration récognitive prévue par cette ordonnance et réglementée par le décret du 27 novembre 1962, ainsi que dans le cas où, ayant souscrit cette déclaration, ils se sont vu opposer un ajournement en application de l'article 3 de ladite ordonnance. Il lui demande notamment d'indiquer si ces personnes sont purement et simplement assimilées à des étrangers pour l'application des lois civiles (conseils de famille, apposition des scellés), des lois sociales (exclusion des avantages réservés aux Français, tel que, par exemple, celui de l'allocation de maternité), des lois pénales (en cas de trahison, espionnage), de la législation du travail (réglementation de l'emploi des étrangers, cartes de travail) et si doivent leur être appliquées, d'une manière générale, les règles relatives à la police des étrangers : obligation de détenir et de présenter une carte de séjour, obligation de déclarer tout changement de résidence, obligation pour toute personne logeant un étranger d'en faire la déclaration à la police, etc.

6799. — 18 janvier 1964. — **M. Maurice Bardet** expose à **M. le ministre de la justice** que les crédits nécessaires à l'attribution du traitement à tous les médaillés militaires ont été ouverts par la loi de finances pour 1963. Il lui demande : quelle date paraîtra le décret d'application dont la préparation incombe à la grande chancellerie de la Légion d'honneur, et quelles seront les formalités à remplir par les médaillés militaires, décorés à l'origine sans traitement, pour percevoir ce dernier auquel ils peuvent désormais prétendre.

6800. — 18 janvier 1964. — **M. Richards** expose à **M. le ministre de la justice** que, par suite de rachat, un groupe peu important détient toutes les actions d'une société anonyme dont les possesseurs sont tous membres du conseil d'administration. Il lui demande : 1° si, se trouvant ainsi en nombre inférieur à sept actionnaires, qui est le minimum nécessaire pour pouvoir constituer une société anonyme, cette dernière revêt toujours ce caractère juridique et, dans le cas contraire, si ladite société doit se transformer en une autre société, comme, par exemple, une société en nom collectif ou une société à responsabilité limitée ; 2° si, s'agissant de membres d'une même famille ou d'alliés de cette dernière, il existerait une incompatibilité juridique à ce que cette société puisse, de ce fait, continuer ses affaires commerciales sous le couvert d'une société anonyme alors qu'elle représenterait plutôt une société de famille ; 3° si, par le fait qu'à la constitution de la société le nombre requis d'actionnaires a été respecté, la

réduction de ce nombre en le portant à moins de sept actionnaires est suffisante pour faire dire que, pour conserver juridiquement le caractère d'une société anonyme, il y a une impérieuse nécessité de porter ce nombre au minimum requis par la loi sur les sociétés anonymes; 4° si, dans ces conditions, les membres du conseil d'administration doivent soumettre la situation à la plus proche assemblée générale, ou bien s'il suffit d'une transaction de titres, passée devant le notaire ou par un agent de change suivant le cas, pour normaliser l'existence de ladite société anonyme.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

6801. — 18 janvier 1964. — **M. Boisson** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications**, compte tenu des difficultés dans les emplois d'avancement, dans certaines catégories de fonctionnaires des P. T. T. appartenant au cadre A, et en particulier chez les inspecteurs centraux, à qui on a refusé le bénéfice des dispositions de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962, s'il n'y aurait pas lieu d'étendre aux fonctionnaires de la catégorie A le bénéfice des mesures prises en faveur des fonctionnaires de cette catégorie, non admis à bénéficier du congé spécial, qui étaient en service en Algérie le 31 mai 1962, et leur permettant l'admission à la retraite avec jouissance immédiate, en application de l'article 7 de l'ordonnance n° 62-611 du 30 mai 1962.

6802. — 18 janvier 1964. — **M. Boisson** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que les emplois d'avancement sont actuellement pratiquement inexistant dans certaines catégories de fonctionnaires des P. et T., appartenant au cadre A et, en particulier, chez les inspecteurs centraux. Si l'implantation de sur-nombres, actuellement à l'étude, dans la catégorie des inspecteurs, peut permettre la reprise (très partielle) de l'avancement dans cette catégorie, elle n'aura aucun effet sur les tableaux d'avancement des inspecteurs centraux, en particulier aux télécommunications. En conséquence, il lui demande pour quelles raisons ne sont pas reprises les dispositions de la loi n° 56-782 du 4 août 1956. De nombreux inspecteurs centraux pourraient en demander le bénéfice, seule façon de décongestionner les tableaux d'avancement. Il lui demande également pour quelles raisons l'application de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962 l'a été d'une façon très restrictive, n'accordant le bénéfice d'un congé spécial qu'à quelques hauts fonctionnaires des P. et T.

6803. — 18 janvier 1964. — **M. Becker** attire l'attention de **M. le ministre des postes et télécommunications** sur les primes de rendement attribuées aux fonctionnaires de son administration. Celles-ci sont de 30.000 à 40.000 F pour les directeurs, de 8.000 F pour les administrateurs, et atteignent un taux extrêmement bas pour les personnels des services extérieurs. C'est ainsi que la prime attribuée à un directeur peut être égale à 333 fois celle dont bénéficie un contrôleur. Or, d'après la définition donnée par les services de son département: « l'appréciation sur le rendement est basée sur l'évaluation quantitative du travail fourni pour l'ensemble des services assurés pendant l'année considérée ». Compte tenu de cette définition, il lui demande si les trop grandes différences signalées ne lui paraissent pas anormales et s'il n'envisage pas de répartir la prime de rendement entre les fonctionnaires de son département d'une façon plus équitable.

6804. — 18 janvier 1964. — **M. Becker** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que, du fait de l'hiver, la tâche des préposés ruraux est particulièrement pénible; également que, du fait du mauvais temps et du surcroît de travail résultant de la période de fin d'année, la deuxième distribution est souvent supprimée dans les grands centres, sans aucune compensation pour les préposés ruraux qui doivent effectuer leur tournée, quelle que soit la rigueur de la saison et tous les jours ouvrables de la semaine. Il lui demande si, tenant compte de la situation exposée ci-dessus, il n'envisage pas d'accorder à la fin de l'hiver un certain nombre de jours de repos compensateurs exceptionnels aux préposés ruraux de son administration.

6805. — 18 janvier 1964. — **M. Robert Ballanger** prend acte de la réponse faite le 4 janvier 1964 par **M. le ministre des postes et télécommunications** à sa question écrite n° 6109 du 3 décembre 1963 relative à la réglementation et aux conditions de fonctionnement du service des chèques postaux. Il appelle son attention sur les deux points suivants: 1° Sans minimiser les avantages procurés par ce service et rappelés *in fine* dans la réponse, il apparaît qu'en ce qui concerne le prélèvement de redevances diverses sur l'avoir des comptes courants postaux, les usagers se trouvent privés de tout moyen de s'opposer au débit de leur compte, même lorsqu'un erreur manifeste est admise par l'organisme encaisseur se produit. Les usagers, par référence aux dispositifs de la « demande-autorisation » de prélèvement, sont invités à accepter le risque d'une telle éventualité ou à renoncer à ce mode règlement, alors même que les banques le pratiquent dans des conditions plus souples; 2° en ce qui concerne la réglementation du fonctionnement des comptes, exposée non sans velléité de vigueur polémique, il lui a été signalé un certain nombre d'exemples concrets qui ne paraissent pas conformes à ces principes. C'est ainsi que, si les frais afférents aux certificats administratifs de non-paiement sont éventuellement à la charge du bénéficiaire qui n'a pas renoncé à la

délivrance de ce certificat, le tireur subit un prélèvement de 2,50 F si le chèque dont la couverture fait défaut ou est insuffisante a été transmis par lui directement au centre de chèques postaux, de 5 F si ce chèque a été transmis par le bénéficiaire. La défense de payer un chèque entraîne un prélèvement de 5 F (indications confirmées au téléphone par le C. C. P. de Paris). C'est ainsi également qu'en août 1963, un chèque transmis sans le coupon « avis de débit » au centre de chèques postaux de Paris a été honoré, mais a entraîné pour son tireur un prélèvement de 10 F à titre d'amende. Si l'on ajoute à ces exemptions la taxe de 1,50 F pour changement d'adresse et la taxe de tenue de compte, il en résulte de multiples sources d'irritation pour les usagers, préjudiciables aux intérêts d'un service dont les mérites sont incontestables, et peu justifiés au regard des avantages financiers que les dépôts en comptes courants postaux apportent à l'Etat. Il lui demande, à nouveau, s'il est dans ses intentions, pour les deux points sus-exposés, de prendre des mesures susceptibles de parfaire la satisfaction des titulaires de comptes de chèques postaux.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET QUESTIONS ATOMIQUES ET SPATIALES

6806. — 18 janvier 1964. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales** qu'un vaste projet de démolition du littoral du Languedoc-Roussillon serait en cours d'élaboration. Il serait question d'utiliser massivement de multiples insecticides en vue de tuer les larves. Plusieurs grosses sociétés de produits chimiques, françaises et étrangères, seraient sur les rangs pour fournir les poisons anti-larves. Cette opération donne naissance à une légitime inquiétude quant à la survie de la faune et de la flore, qui ont jusqu'ici donné à la région son caractère pittoresque. On peut craindre que les oiseaux, les abeilles, les poissons et autres espèces ne survivent pas à l'utilisation industrielle des insecticides. Il lui demande: 1° si les services de la recherche scientifique ont été consultés au sujet des projets de démolition du littoral Languedoc-Roussillon; 2° s'il est possible, tout en détruisant les larves des moustiques, de sauvegarder la flore et la faune de la région traitée et, dans l'affirmative, comment, et quelles directives son ministère a données ou se propose de donner à cet effet.

REFORME ADMINISTRATIVE

6807. — 18 janvier 1964. — **M. Billotte** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** sur la situation des fonctionnaires qui, après avoir suivi le « cycle préparatoire au second concours d'accès à l'école nationale d'administration », n'ont pu être admis comme élèves de l'E. N. A. Ces agents de la fonction publique, dont la culture générale et la valeur administrative ont été sanctionnées par l'admission au « pré-concours », qui ont reçu au cours de leur stage préliminaire un enseignement de haute valeur, et qui n'ont pas été admissibles au second concours, sont purement et simplement réintégrés dans leur service d'origine sans qu'ils recueillent un avantage personnel de leur admission au pré-concours et de leur période de scolarité. Ce traitement à leur égard ne paraît pas s'inspirer d'un souci de saine gestion administrative et semble être en contradiction avec la politique engagée ces dernières années en matière de promotion sociale. Il lui demande quelles sont les mesures spécifiques qui peuvent être envisagées en faveur de ces fonctionnaires, afin de les récompenser de leurs efforts méritoires, et surtout afin d'utiliser au mieux, au bénéfice de l'Etat, leurs capacités ainsi développées.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

6808. — 18 janvier 1964. — **M. Maurice Thorez** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** la situation des retraités de l'assistance publique à Paris. En effet, les retraités sont touchés encore plus durement que les actifs, du fait de l'augmentation du coût de la vie. Ils ne bénéficient des maigres améliorations qu'avec un ou plusieurs trimestres de retard. L'application de la péréquation provenant de modifications indiciaires, dans leur catégorie « actif », se fait avec des retards de plusieurs années, ou est inopérante du fait de la limitation dans les indices de fin de carrière ou de la modification d'appellations dans les catégories. Ainsi, actuellement, à l'assistance publique à Paris, la catégorie des aides soignants, aides soignantes retraités, est divisée en deux parties: ceux qui ont obtenu, à partir de 1956 le C. A. P. et ceux retraités antérieurement, et ceux-ci ont une différence en moins de 20 points d'indice brut, se traduisant par une diminution de retraite de plus de 3.000 anciens francs par mois, pour une personne dont la retraite est calculée sur 60 p. 100 du salaire soumis à retenue pour pension. Or, de l'avis de la direction de l'assistance publique, ces « retraités au rabais » effectuaient exactement le même travail que ceux qui sont en fonction et qui ont tous le C. A. P. Il est reconnu que ceux retraités avant 1956 auraient obtenu ce même C. A. P., et ils sont donc pénalisés sans raison valable. Les écarts s'amplifieront encore davantage dans les années à venir, par le fait du barrage créé par deux classes exceptionnelles de fin de carrière, dont l'accès est limité à 25 p. 100 de l'effectif. Pour les catégories d'ouvriers, la situation est la même et porte un gros préjudice aux vieux retraités. Les intéressés demandent: 1° l'augmentation des traitements et pensions; 2° la péréquation intégrale des pensions avec incorporation, dans le traitement de base, de l'indemnité de résidence et de toutes les autres indemnités, ou complément de traitement

non soumis à retenue pour pension ; 3° la suppression du barrage résultant de ce que l'accession aux indices de fin de carrière est limitée à un pourcentage de bénéficiaires, excluant les anciens retraités et les privant ainsi de sommes importantes ; 4° l'arrêt de la discrimination entre deux catégories d'aides soignants ; 5° l'attribution au conjoint survivant ou aux ayants droit d'un capital-décès, représentant le paiement du trimestre en cours et du semestre suivant le décès de l'agent pensionné ; 6° le même abattement pour les retraités que pour les personnels en activité pour les feuilles de déclarations d'impôts, c'est-à-dire 10 p. 100, puis 20 p. 100, au lieu de 20 p. 100 seulement, actuellement ; 7° la suppression de l'abattement du 1/6^e (service des emplois sédentaires), sans diminution des emplois en catégorie B (actif) et majoration de 1/5^e en sus, pour les services accomplis dans cette catégorie ; 8° la non-limitation à 25 annuités des pensions proportionnelles ; 9° la gratuité des soins pour les retraités ; 10° la reversibilité de la pension sur le conjoint survivant (mari ou femme), y compris pour les titulaires des pensions proportionnelles (marié ou remarié après la mise à la retraite) ; 11° une indemnité de départ à la retraite égale à trois mois de traitement ; il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction à ces légitimes revendications.

6809. — 18 janvier 1964. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que les maladies mentales constituent, à l'heure actuelle, un problème social et humain dont le caractère de gravité ne peut manquer de préoccuper les autorités médicales et administratives du pays. Le nombre des malades mentaux des deux sexes ne cesse de croître. Par contre, les moyens mis à la disposition de ces catégories de malades ne semblent pas croître en proportion. Le nombre des établissements spécialisés est insuffisant. Le nombre de lits pour malades mentaux est loin de correspondre aux besoins. On manquerait même de médecins psychiatres. Le personnel spécialisé — infirmiers et infirmières — est cruellement insuffisant pour soigner les malades mentaux. Enfin, trop d'établissements auraient encore gardé des méthodes thérapeutiques et d'hospitalisation ne correspondant plus aux normes modernes de traitement des malades mentaux. Il lui demande : 1° quel est le nombre de malades mentaux recensés dans le pays, globalement et par sexe ; 2° combien d'établissements spécialisés existent en France pour soigner les malades mentaux ; 3° de combien de lits dispose-t-on ; 4° quelle est la doctrine de son ministère en regard des thérapeutiques et des méthodes à employer pour soigner les malades mentaux ; 5° quelles mesures sont envisagées, notamment : a) pour créer un nombre suffisant d'établissements spécialisés, destinés à soigner les maladies mentales ; b) pour donner aux établissements existants et à créer le caractère de centres médico-sociaux qui doit être le leur ; c) pour doter la médecine psychiatrique de moyens matériels et humains suffisants, médecins spécialistes, infirmiers, psychologues, rééducateurs, etc. ; d) pour réaliser une véritable promotion sociale dans le personnel spécialisé pour les maladies mentales, leur rémunération étant loin de correspondre au pénible travail qui est le leur ; e) pour récupérer le maximum de malades et, une fois qu'ils sont guéris ou consolidés, les reclasser équitablement dans la vie sociale du pays.

6810. — 18 janvier 1964. — **M. Couillet** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** la situation des communes auxquelles il fut demandé par circulaire en date du 30 janvier 1963, en raison des rigueurs du froid, de procéder à la répartition de secours supplémentaires en charbon, vivres, etc. Les bureaux d'aide sociale ont exécuté scrupuleusement les consignes reçues, mais à ce jour la plupart ne sont pas encore remboursés alors que les frais résultant de ces secours supplémentaires devaient être pris en charge par le budget du ministère de la santé publique et de la population. Cette situation persiste alors qu'on demande de nouveau aux communes de consentir le même effort cet hiver. Il lui demande donc si les engagements pris à ce sujet seront effectivement tenus sans délai, et si chaque bureau d'aide sociale va recevoir rapidement les avances consenties l'an dernier pour des secours supplémentaires ainsi que celles sollicitées pour cette année.

6811. — 18 janvier 1964. — **M. Bizet** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que, dans l'état actuel de la législation, les commissions administratives des hospices sont obligées d'assurer les soins médicaux gratuits aux pensionnaires payants. Or, ces derniers pourraient, en règle générale, supporter ces dépenses de soins médicaux dont la charge pèse lourdement sur les budgets des petits établissements, ce qui contribue à provoquer une augmentation du prix de journée. Il convient de noter d'ailleurs que certains hospitalisés payants sont, ou bien assurés sociaux, ou bien titulaires d'un contrat d'assurance privée pour le risque de maladie. Or, les hospices ne perçoivent, ni du régime général de la sécurité sociale, ni des autres régimes d'assurance, un remboursement quelconque au titre de soins médicaux. Il lui demande s'il n'estime pas possible et souhaitable de mettre à l'étude une réforme des textes actuellement en vigueur.

6812. — 18 janvier 1964. — **M. Le Goussien** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur le cas des enfants qui, du fait d'une perte d'audition déterminée, sont classés malentendants, et ont dû suivre l'enseignement d'une école spécialisée. Certains d'entre eux, dont le quotient intellectuel est normal, ayant obtenu de bons résultats dans l'instruction primaire

reçue dans l'établissement spécialisé, devraient être dirigés vers une classe d'enseignement ordinaire, également spécialisée. Or, il apparaît qu'il n'existe que des seuls cours privés spécialisés destinés aux enfants malentendants possédant un bon quotient intellectuel et capables de poursuivre leurs études ; ce cours, qui fonctionne à Paris, ne reçoit que des externes, d'où l'obligation pour la plupart des familles de placer les enfants dans des pensions de famille — avec tous les frais et les aléas qu'une telle situation peut comporter. Il lui demande s'il pourrait envisager, en liaison avec **M. le ministre de l'éducation nationale**, la création d'établissements spécialisés comportant l'internat, destinés aux enfants malentendants capables de poursuivre des études secondaires.

TRAVAIL

6813. — 18 janvier 1964. — **M. Bizet** demande à **M. le ministre du travail** quel est l'état d'avancement des travaux concernant l'institution d'un régime obligatoire d'assurance maladie pour les commerçants et artisans, et s'il peut préciser dans quel délai ce régime pourra entrer en vigueur.

6814. — 18 janvier 1964. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre du travail** que la formation professionnelle accélérée pour adultes ne concerne qu'un nombre réduit de professions. Par ailleurs, les débouchés dans le commerce et l'industrie étant très limités dans certains départements où existent des centres de formation professionnelle accélérée, les adultes formés professionnellement par ces centres sont obligés de se fixer souvent très loin de leur milieu familial. C'est le cas dans certains départements du Midi de la France, les Pyrénées-Orientales notamment. Aussi, serait-il judicieux de prévoir des types de métiers susceptibles de permettre aux travailleurs qui sortent des centres de formation professionnelle accélérée, de trouver à se reclasser sur place ou dans leur département d'origine. Dans cette perspective, il est donc indispensable de tenir compte des besoins actuels et à venir des régions concernées. Ainsi, dans les Pyrénées-Orientales, il n'y a pas de centres de formation professionnelle accélérée pour adultes des deux sexes dans la branche restauration-hôtellerie. En prévision des besoins présents et à venir de main-d'œuvre, surtout avec le futur aménagement du littoral et de l'arrière-pays, il apparaît souhaitable de créer, soit au bord de la mer, soit en haute montagne, dans les Pyrénées-Orientales, un centre de formation professionnelle accélérée mixte pour la restauration et l'hôtellerie. Il serait possible d'utiliser, dans les intersaisons, un ou plusieurs établissements hôteliers pour l'installation de tels centres. Il lui demande ce qu'il pense de telles suggestions et ce qu'il compte décider pour leur permettre de devenir réalité.

6815. — 18 janvier 1964. — **M. Roche-Defrance** expose à **M. le ministre du travail** l'injustice dont sont victimes certains salariés du secteur privé lorsque ceux-ci, après l'âge de 50 ou 55 ans, ont été contraints de subir une importante diminution de salaire à cause du chômage partiel. Il lui demande s'il n'envisage pas qu'au moment de l'établissement du salaire annuel moyen des quarante derniers trimestres intervienne une neutralisation des trimestres au cours desquels un chômage partiel a été constaté par les services de la main-d'œuvre, comme cela existe pour les trimestres à chômage total.

6816. — 18 janvier 1964. — **M. Le Theule** demande à **M. le ministre du travail** de lui indiquer si la parution du règlement d'administration publique, en application de la loi du 23 novembre 1957, qui fixera les conditions dans lesquelles les administrations de l'Etat, des départements et des communes seront assujetties aux dispositions légales relatives à l'emploi des handicapés, est imminente. Il lui demande, en outre, si ce règlement d'administration publique inclura les entreprises publiques et les entreprises nationalisées qui sont provisoirement soustraites à l'application de ladite loi.

6817. — 18 janvier 1964. — **M. Mer** expose à **M. le ministre du travail** qu'il a été saisi de nombreuses doléances émanant de personnes âgées, qui à 65 ans demandent à la caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés de Paris la liquidation des pensions ou rentes de vieillesse, qui leur sont dues au titre des articles L. 331 à 336 du code de la sécurité sociale. L'examen des dossiers semble nécessiter, dans la plupart des cas, de très longs délais atteignant parfois un an et même 15 mois. Ces lenteurs se révèlent alors très préjudiciables aux intéressés qui, généralement, ont cessé toute activité professionnelle. Il lui demande donc : 1° les raisons qui motivent l'existence de délais aussi longs ; 2° s'il ne serait pas possible, soit par une augmentation provisoire du personnel affecté à ces tâches, soit de toute autre manière, de les raccourcir sensiblement ; 3° si les personnes âgées en question ont la possibilité d'obtenir, en attendant la liquidation de la pension ou rente due, le versement d'acomptes à valoir sur les arrérages futurs.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

6818. — 18 janvier 1964. — **M. Bizet** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** qu'il semble souhaitable de prendre un certain nombre de mesures en vue d'améliorer la situation des différentes catégories d'agents des ponts et chaussées.

Il conviendrait notamment d'envisager : la titularisation des auxiliaires occupant un emploi permanent ; la fusion des deux catégories d'agents de service ; la création d'un corps technique de dactylographes-sténodactylographes avec possibilité d'accès à un grade de secrétaires sténodactylographes ; la transformation des emplois d'agents de bureau en emplois de commis ; la création du grade d'agent principal réservé aux commis actuellement en fonction et, dans l'immédiat, l'attribution des postes restant à pourvoir au titre de la réforme aux agents actuellement en fonction ; l'accession des ex-adjoints techniques aux grades de chefs de section et chefs de section principaux, sans aucune condition relative au brevet de qualification. Il lui demande quelles sont ses intentions à l'égard de ces diverses mesures.

6819. — 18 janvier 1964. — **M. Davoust** rappelle à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que, par question écrite n° 1124 du 13 février 1963, il avait demandé qu'une solution libérale soit apportée au problème de la circulation des caravanes en période de barrières de dégel. Dans sa réponse en date du 13 avril 1963, il était indiqué que les tolérances apportées l'an dernier à titre d'essai devaient servir de base expérimentale. Or, il apparaît que les autorisations de circulation ont été refusées à des usagers au cours de ces dernières semaines puisque, par exemple, des attelages de 800 kg P. T. C. ont été assimilés par des services départementaux des ponts et chaussées à des véhicules poids lourds supérieurs à six tonnes. Il estime que les motifs invoqués dans sa question écrite du 13 février 1963 sont toujours valables et il demande si les études entreprises à l'issue de la période de dégel de l'an dernier vont permettre d'envisager les assouplissements de la réglementation que demande l'essor du « caravanning » d'hiver sans pour autant nuire à la bonne conservation de notre réseau routier.

6820. — 18 janvier 1964. — **M. Vivien** attire l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** sur les inconvénients que présente, pour les riverains, la pollution de l'air due à la fumée des trains de la ligne Paris-Bastille-Boissy-Saint-Léger ; trains tractés par les plus vieilles locomotives à vapeur de la S. N. C. F. Ce fait est encore aggravé par les travaux actuels sur la voie, car, pour éviter de dégager la fumée sous le tunnel de Vincennes, les mécaniciens dégagent tout ce qu'ils peuvent en amont et en aval de celui-ci. Il lui demande s'il n'envisage pas de remplacer, en attendant l'électrification lointaine, les vétustes locomotives à vapeur par des tracteurs Diesel moins bruyants et dégageant peu de gaz nocifs. Les trains ayant un maximum de sept wagons il n'est donc pas besoin de grosses machines, qui feraient soulever l'objection de « la difficulté de translation » à la gare de la Bastille.

6821. — 18 janvier 1964. — **M. Maurice Bardet** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** la situation difficile actuelle des ports bretons spécialisés dans la pêche aux crustacés (langouste, homard, crabe et crevette-houquet). La pêche a été d'un mauvais rendement en 1963. Malgré que ce dernier puisse être considéré comme imputable, en partie, au froid de l'hiver précédent, il n'en est pas moins certain que les fonds côtiers se dépeuplent. Il lui demande de lui faire connaître : a) si des expériences officielles ont été tentées en France en vue du repeuplement des fonds, par exemple par maintien en viviers des femelles grainées de langoustes, homards et crevettes ; b) le montant des crédits qui ont été éventuellement consacrés à ces expériences ; c) le montant des crédits qui seraient nécessaires pour une opération de repeuplement dépassant le simple stade expérimental (équipement, frais d'achat aux marins-pêcheurs des femelles grainées dont la vente commerciale serait interdite) ; d) si des opérations de même nature ont été tentées à l'étranger, et leurs résultats.

6822. — 18 janvier 1964. — **M. Delachanal** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** s'il ne lui paraît pas opportun de rendre obligatoire la pose de bouées de sauvetage dans toutes les embarcations transportant des personnes, qu'elles assurent un service privé ou public. Il est, en effet, constaté que de nombreux accidents ne se seraient pas produits si des bouées de sauvetage s'étaient trouvées dans les bateaux en perdition, et que des pertes de vie humaine auraient été ainsi évitées. Dans le cas où il ne penserait pas possible de rendre obligatoire une telle mesure pour les embarcations privées, il lui demande s'il ne peut pas exiger, au moins pour les bateaux loués à des particuliers, soit en mer, soit sur les lacs, que des bouées de sauvetage soient obligatoirement installées sur ces embarcations pour assurer la sécurité des utilisateurs de ces bateaux.

6823. — 18 janvier 1964. — **M. Labéguerie** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** si un automobiliste de nationalité française utilisant un véhicule immatriculé en France peut s'estimer en règle avec la législation en vigueur, lorsqu'il est

assuré par une compagnie d'assurances étrangère, dont le siège se trouve à l'étranger, mais qui lui a délivré la carte verte internationale prouvant que ladite compagnie couvre tous les risques lorsque ledit véhicule circule en territoire français.

6824. — 18 janvier 1964. — **M. Cermolacce** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les indemnités spéciales attribuées aux personnels de la navigation aérienne et de la météorologie nationale sont financées par des versements effectués par les exploitants d'aéroports autres que l'Etat, par voie de fonds de concours, à raison de 16 p. 100 des taxes d'atterrissage qu'ils perçoivent. Ces crédits ne figurent plus, depuis cette année, sur les fascicules budgétaires. Les organisations syndicales groupant les personnels intéressés sont représentées au sein d'une commission chargée de classer les postes de travail pour l'attribution de ces indemnités, mais elles n'ont pu obtenir, jusqu'à présent, que leurs représentants soient associés à la gestion des crédits et à la fixation des différents taux malgré des demandes déjà anciennes. Il lui demande s'il ne lui semble pas normal et possible que ces demandes soient satisfaites dans le cadre, par exemple, des prérogatives des comités techniques paritaires concernés, compte tenu que le financement de ce régime indemnitaire est devenu strictement indépendant du budget de l'Etat et que le montant des crédits est étroitement lié au volume de travail des personnels.

6825. — 18 janvier 1964. — **M. Mer** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les trois lignes d'autobus parisiens portant les n° 83, 84 et 94 suivent exactement le même itinéraire entre le carrefour Sèvres-Babylone et le Palais-Bourbon, à savoir le boulevard Raspail, jusqu'à la rue du Bac, puis le boulevard Saint-Germain. Il lui demande si, pour répondre aux désirs de nombreux habitants du 7^e arrondissement, il ne peut pas demander à la R. A. T. P. d'envisager une diversification des itinéraires empruntés par ces lignes : ainsi, l'une d'entre elles pourrait, par exemple, desservir, au départ du carrefour Sèvres-Babylone, la rue de Babylone, puis la rue Vaneau, son parcours étant aménagé, dans le sens inverse, de manière à tenir compte des sens interdits. Cette solution aurait pour avantage de permettre aux très nombreux usagers habitant ou travaillant dans ces rues et dans le « quartier des ministères » — où sont concentrés l'hôtel Malignon, les ministères de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, de l'éducation nationale, et des anciens combattants, et de nombreuses ambassades — de disposer de moyens de transport en commun passant à proximité de leur domicile ou de leur lieu de travail, donc mieux adaptés à leurs besoins, et leur faisant ainsi gagner souvent un temps précieux.

6826. — 18 janvier 1964. — **M. Mer** attire l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** sur la situation particulière des fonctionnaires qui, avant 1961, constituaient le corps des adjoints techniques des ponts et chaussées. Ces fonctionnaires s'étaient vu, par un décret du 16 juin 1923, modifié par le décret n° 56-1025 du 12 octobre 1956, donner la possibilité d'être promus au grade d'ingénieur des travaux publics de l'Etat, en passant un examen professionnel, qui permettait l'accès à un sixième, au maximum, des emplois disponibles. Ultérieurement, la plupart des dispositions en question furent abrogées par le décret n° 61-17 du 10 janvier 1961 relatif au statut particulier du corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées). Toutefois, au titre des dispositions transitoires, ce dernier texte a maintenu jusqu'au 31 décembre 1967 l'examen professionnel, ouvert aux agents techniques titulaires de leur grade à la date du 31 décembre 1959, qui peuvent en principe se présenter trois fois audit examen. Mais, par la suite, un arrêté d'application en date du 4 septembre 1961 n'autorisa à subir les épreuves que les agents ayant préalablement accompli huit années de services civils effectifs (durée arrêtée à la date du 1^{er} janvier de l'année de l'examen). Dans ces conditions, les possibilités normales et enlères d'accès au grade d'ingénieur des travaux publics de l'Etat par la voie de l'examen professionnel ne sont plus accordées qu'aux anciens adjoints techniques nommés dans ce corps avant le 1^{er} janvier 1957 ; ceux qui ont été nommés en 1957 et 1958 ne pourront se présenter que deux ou une fois ; ceux qui ont été nommés après le 31 décembre 1958 ne pourront pas se présenter. Or, avant l'année 1961, la plupart des fonctionnaires en question avaient choisi la carrière d'agents techniques en raison des possibilités d'accès au grade supérieur que leur donnaient les textes en vigueur, au point qu'environ quatre-vingts d'entre eux subissaient chaque année les épreuves de l'examen professionnel. Pour les agents nommés depuis 1957, les dispositions restrictives du décret du 10 janvier 1961 et de l'arrêté d'application du 4 septembre 1961 constituent donc un grave préjudice. Il convient aussi de rappeler que, par suite des événements d'Algérie, un certain nombre des agents visés ont accompli une durée de services militaires supérieure à la durée normale et que cette incidence a diminué la durée de leurs services civils effectifs. Pour toutes ces raisons, il lui demande s'il n'estime pas équitable de modifier les dispositions des textes précités, notamment en reculant la date limite jusqu'à laquelle sera maintenu l'examen professionnel ; cela, dans des délais assez rapides, afin de permettre aux éventuels bénéficiaires de telles mesures d'être fixés à l'avance sur leur sort et de pouvoir ainsi commencer à temps la préparation de l'examen professionnel, qui s'avère assez longue.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES ALGERIENNES

5550. — M. Dejean attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes sur la situation des Français rapatriés d'Algérie qui, ayant consacré leurs économies à l'acquisition d'un immeuble à usage locatif dans ce pays, ont été informés que leurs locataires doivent désormais verser le montant des loyers à l'administration algérienne qui gère les biens soi-disant vacants. Il lui demande quelles mesures il prévoit pour assurer l'indemnisation des propriétaires ainsi spoliés et, lorsque l'acquisition de l'immeuble a été faite avec l'aide d'un prêt consenti par une caisse publique française, par exemple le crédit foncier, prêt dont les arrérages sont en cours, si le Gouvernement n'envisage pas, à défaut ou dans l'attente de cette indemnisation, de prévoir, au profit du débiteur, une suspension du remboursement des intérêts et annuités à la caisse publique prêteuse. (Question du 30 octobre 1963.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle les réponses suivantes: 1° Il est exact que des locataires d'immeubles appartenant à des Français se voient interdire par des autorités algériennes de payer directement leur loyer au propriétaire de l'immeuble et réclamer ce paiement au profit de l'Algérie. Le Gouvernement français n'a jamais manqué, soit au cours de négociations officielles, soit par démarches de l'ambassadeur de France à Alger, de protester contre ces procédures contraires aux accords d'Evian. Il a d'autre part été décidé, lors des négociations franco-algériennes de fin octobre, de procéder, dans le cadre d'une commission mixte, à l'examen particulier du contentieux immobilier. Un premier échange de vues a eu lieu à ce sujet, à Alger, les 5, 6, 7 et 9 décembre; 2° La loi n° 63-1218 du 11 décembre 1963 (publiée au Journal officiel du 12) a institué des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés relativement aux dettes qu'ils ont contractées ou qui sont nées à leur égard antérieurement à leur rapatriement et à la date d'entrée en vigueur de la loi.

AFFAIRES ETRANGERES

6000. — M. Houcke appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des agriculteurs de la Flandre française qui cultivent des terres leur appartenant en Belgique. Aux termes de la convention du 16 mai 1931, ces cultivateurs, dont « l'établissement fixe » est situé en France, ne relèvent pas, en ce qui concerne les impôts sur les bénéfices agricoles, de la fiscalité belge. Or, à la suite d'un arrêt de la cour de Gand en date du 8 janvier 1957, certains d'entre eux ont été mis en demeure d'acquiescer aux perceptions belges des taxes professionnelles et communales dont ils étaient exemptés depuis 1931. Il lui demande: 1° si la convention franco-belge a été modifiée ou dénoncée et à quelle date; 2° dans la négative, les mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour faire respecter cette convention; 3° une nouvelle convention étant à l'étude, s'il compte mettre tout en œuvre pour préserver les intérêts des agriculteurs qui se trouvent dans le cas précité. (Question du 26 novembre 1963.)

Réponse. — La convention du 16 mai 1931 entre la France et la Belgique en vue d'éviter les doubles impositions est toujours en vigueur. Aux termes de l'article 7, paragraphe 1^{er}, de cette convention, les exploitations agricoles sont imposables dans chacun des Etats au prorata des revenus produits par les établissements stables qui y sont situés. En vertu du paragraphe 3 du même article, les terres agricoles doivent être regardées comme des installations fixes de caractère productif constituant des établissements stables. Les agriculteurs établis en France, dont l'exploitation s'étend sur le territoire belge, sont ainsi, pour les bénéfices afférents aux terres situées en Belgique, passibles des impôts belges et exonérés de la taxe complémentaire en France. Cette situation n'est pas nouvelle, et l'arrêt de la cour de Gand cité ne semble que la confirmer. En ce qui concerne l'impôt français sur le revenu des personnes physiques, la convention de 1931 n'est pas applicable aux impôts personnels sur le revenu et les agriculteurs français y restent donc soumis pour les revenus de leurs exploitations tant belges que françaises. Pour éviter cette double imposition, un arrangement a été mis au point avec les autorités belges, et est en instance de signature, en vue d'étendre aux impôts personnels existant dans les deux pays les dispositions de la convention de 1931. A compter du 1^{er} janvier 1963, les bénéfices agricoles provenant des terres situées en Belgique ne seront plus soumis à l'impôt sur le revenu en France et seront exclusivement taxables en Belgique.

6115. — M. Houël expose à M. le ministre des affaires étrangères qu'à l'occasion du voyage du Président de la République à Téhéran, la construction d'un lycée français dans cette ville a été décidée. Pour répondre aux questions de nombreux parents d'élèves, il lui demande: 1° sur quel budget seront imputés les frais de construction de ce lycée; 2° si l'Etat iranien en prendra une partie à sa charge; 3° qui supportera les frais de fonctionnement de l'établissement; 4° si, pour assurer correctement le rayonnement culturel français, le corps enseignant sera exclusivement formé

d'un personnel détaché des cadres de l'éducation nationale et si les programmes correspondront aux normes laïques de l'enseignement public français. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — 1° La construction du lycée français de Téhéran est imputée sur les crédits du ministère des affaires étrangères; 2° l'Etat iranien ne participe pas aux dépenses de construction de cet établissement français. Toutefois, pour marquer l'intérêt qu'il porte à cette réalisation, il a mis gratuitement à notre disposition le terrain, particulièrement bien situé, sur lequel la construction sera effectuée; 3° les frais de fonctionnement de l'établissement sont couverts en grande partie par les droits de scolarité versés par les familles des élèves; 4° le corps enseignant est, selon l'habitude, formé partie de professeurs détachés des cadres de l'éducation nationale, partie d'auxiliaires pourvus de titres suffisants et recrutés sur place par la mission laïque française. Les programmes sont ceux de l'enseignement public français dans la section française et des programmes établis en accord avec les autorités compétentes dans la section franco-iranienne.

6524. — M. Dassié demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle est l'attitude du Gouvernement à l'égard de la recommandation n° 373 relative à la convention de la Haye sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 20 septembre 1963, et si le Gouvernement y a donné suite ou envisage d'y donner suite. (Question du 19 décembre 1963.)

Réponse. — La ratification de cette convention fait actuellement l'objet d'étude de la part des services compétents et le Gouvernement se propose d'engager prochainement la procédure de ratification.

AGRICULTURE

4250. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture que l'Italie, pays du Marché commun, plante chaque année des milliers d'hectares nouveaux en vignes. En dix ans, les plantations nouvelles de vignes en Italie atteindraient déjà des centaines de milliers d'hectares, et les plantations ne s'arrêteraient pas pour autant. Il s'agit là d'une affaire intéressante l'Italie qui, sur ce point, semble essayer d'aligner ses intérêts nationaux sur ceux du Marché commun. En France, même quand il s'agit de Landes où chantent les cigales, les plantations nouvelles restent interdites. Même quand ces Landes sont susceptibles de produire des vins de très haute qualité, l'interdiction reste implacable. Or, des jeunes ménages ou des ouvriers agricoles sont souvent intéressés par ces terres en friche. Aussi, il n'est pas rare que des jeunes viticulteurs expriment leur amertume devant de telles interdictions, alors qu'en Italie, partenaire du Marché commun, on ne connaît aucune interdiction. L'amertume des jeunes se manifeste également quand ils apprennent que l'arrosage massif des vignes est autorisé dans certains endroits, au moment où les petits degrés sont produits en majorité en France. Il lui demande: 1° si les services ont effectué un inventaire des Landes et autres terres en friche, placées sur des coteaux susceptibles de produire des vins de haute qualité dans chacun des départements français à vocation viticole; 2° s'il n'a pas envisagé de permettre des plantations nouvelles sur des Landes et des coteaux de vignes en cépages sélectionnés susceptibles de produire des vins à appellation contrôlée, et de faire bénéficier en priorité de cette autorisation les jeunes ménages de viticulteurs et les ouvriers agricoles. (Question du 23 juillet 1963.)

Réponse. — La réglementation des plantations de vigne était dominée, depuis longtemps, par le souci d'éviter un accroissement de la production sans être assuré de son écoulement. En ce qui concerne les vins de consommation courante, la structure du vignoble français s'établissait compte tenu des apports de vins d'Algérie. Le potentiel total du vignoble était déjà supérieur aux besoins mais, pour une large fraction les qualités des vins produits en France et en Algérie étaient complémentaires. La réglementation n'admettait dans ces conditions les plantations qu'en contrepartie d'arrachage préalablement effectués, l'objectif était seulement, pour ces vins, d'inciter au transfert des vignes vers les terroirs les mieux adaptés. Pour les vins d'appellation d'origine la situation est différente. Si la demande pour certains d'entre eux évolue peu, par contre pour d'autres elle est en progression constante. Dans la mesure où des débouchés nouveaux sont ainsi constatés pour une appellation, des autorisations nouvelles de plantations sont accordées après avis de l'Institut national des appellations d'origine. Cette politique traditionnelle apparaît comme devant être inchangée en fonction de la situation nouvelle créée par l'indépendance de l'Algérie et par la mise en place progressive du Marché commun. Quantitativement la production française doit être en mesure de compenser la réduction progressive des apports algériens; qualitativement les plantations nouvelles doivent permettre à la fois le remplacement d'une partie des vignobles produisant encore des vins exigeant un coupage avec des vins de fort degré et le développement d'une production de qualité. Les études qui ont été faites permettent de penser qu'aucune difficulté ne se présentera pour trouver dans les départements traditionnellement viticoles les terroirs, souvent incultes, nécessaires à la mise en place d'un vignoble adapté à nos besoins nouveaux. Un décret fixera prochainement les conditions dans lesquelles pourront être réalisés les transferts de droits de plantations ou les plantations nouvelles permettant de répondre aux objectifs visés ci-dessus.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

6416. — M. Tomasini expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que la périodicité actuelle pour le paiement de la retraite des anciens combattants ne donne pas satisfaction à ceux d'entre eux dont les ressources sont modestes. Ceux-ci préféreraient, en effet, pour mieux équilibrer leur budget, des versements trimestriels à la place du règlement actuel qui est semestriel. Il lui demande si des mesures peuvent être prises pour accorder aux intéressés une satisfaction qui ne semble pas devoir poser de problèmes délicats à l'administration. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — L'honorable parlementaire voudra bien se référer à ce sujet à la réponse faite par M. le ministre des finances et des affaires économiques à la question écrite n° 2457 qui a été publiée au J. O., Débats, Assemblée nationale, du 24 août 1963, page 4724.

ARMÉES

5297. — M. Bignon expose à M. le ministre des armées qu'une circulaire n° 18040 T/PM/IM de la D. P. M. A. T. a fait connaître aux militaires de carrière rapatriés d'outre-mer qu'ils étaient fondés à réclamer le bénéfice de la loi du 26 décembre 1961 et du décret n° 62-261 du 10 mars 1962, et elle a invité les chefs de corps à délivrer aux intéressés un certificat de rapatrié. Munis de cette pièce, ces militaires rapatriés s'adressent aux différents services de rapatriés ou aux préfectures et, partout, il leur est répondu qu'ils n'avaient aucun droit et que seuls les fonctionnaires et agents civils pouvaient prétendre notamment à l'indemnité de réinstallation. Il lui demande s'il est en mesure de préciser les avantages dont peuvent bénéficier les militaires de carrière rapatriés, en service en Algérie avant le 2 juillet 1962, notamment en matière de prêt pour accession à un logement et d'indemnité de réinstallation. (Question du 17 octobre 1963.)

Réponse. — 1° En l'état actuel de la réglementation, les militaires de carrière ne peuvent bénéficier, en tant que rapatriés, d'aucun avantage particulier en matière de prêts pour l'accession à un logement. Cependant cette question fait actuellement l'objet d'une étude, en liaison avec le ministère des rapatriés et le ministère des finances et des affaires économiques; 2° Les militaires rapatriés d'Algérie ne perçoivent pas d'indemnité de réinstallation. Toutefois ceux d'entre eux qui ont regagné la métropole après le 30 juin 1961, ont bénéficié, en application des dispositions du décret n° 62-1050 du 3 septembre 1962 (Journal officiel du 5 septembre), d'une indemnité d'absence temporaire pendant une période de trois mois non renouvelable.

5908. — M. Miossec expose à M. le ministre des armées que l'augmentation des primes d'engagement et de rengagement aurait dû normalement favoriser le recrutement du personnel sous-officier. Le déficit dans les effectifs de ceux-ci prouve que le but n'a pas été atteint, et il est à croire que la totalité des crédits ouverts dans les budgets en cours ou des années précédentes pour couvrir le paiement de ces primes n'ont pas été épuisés. Par contre, si l'on se rappelle que ce moyen de recrutement n'est employé que pour les personnels non officiers, il est normal de penser qu'il n'est pas de nature à ouvrir la perspective de se créer une situation convenable donnant accès à une retraite raisonnable ni à attirer des éléments souches de leur avenir, comme cela se passe dans les autres catégories de personnel dépendant du ministère des armées ou d'autres départements ministériels. Aussi, il lui demande de lui faire connaître, pour les cinq dernières années, le montant des crédits de l'espèce qui n'ont pas été utilisés, et à quel compte les faire intégrer dans ceux réservés au paiement des soldes de façon à relever le classement indiciaire des sous-officiers et officiers maritimes. (Question du 20 novembre 1963.)

Réponse. — Les mesures prises en 1961 pour favoriser le recrutement du personnel sous-officier n'ont effectivement pas atteint leur but en raison de l'insuffisance des taux prévus par le décret n° 61-1062 du 21 septembre 1961. Mais l'amélioration très sensible des tarifs des primes d'engagement et de rengagement apportée par le décret n° 63-1079 du 26 octobre 1963 est de nature à résoudre les difficultés de recrutement rencontrées depuis plusieurs années par l'armée de terre. Il est donc probable que les crédits affectés à cette mesure seront consommés en 1964. Quant aux crédits de l'espèce qui n'auraient pas été dépensés au cours des cinq dernières années, il est bien évident qu'ils ne peuvent être affectés à un autre objet en 1964, puisqu'ils ont fait l'objet d'une annulation à la clôture de chaque gestion dans la mesure où le chapitre budgétaire d'imputation présentait des disponibilités.

6246. — M. Boisson attire l'attention de M. le ministre des armées sur les conséquences de la fermeture, envisagée pour le 31 décembre 1963, d'un établissement de l'intendance sur la place de Rouen. Cet établissement comporte vingt-deux ouvriers et douze employés, dont certains peuvent faire valoir leurs droits à une retraite anticipée. La circulaire ministérielle n° 23814 MA/CC du 24 septembre 1963 prévoyait pour ce personnel des mesures de reclassement dans le secteur privé. A un mois de la fermeture de l'établissement, rien de tangible n'a été porté à la connaissance des intéressés, qui risquent de se trouver sans emploi le 1^{er} janvier prochain. Il lui demande quelles mesures sont envisagées afin d'assurer le reclassement, à partir du 1^{er} janvier prochain, des trente-huit personnes touchées par la mesure de fermeture. (Question du 6 décembre 1963.)

Réponse. — A la suite de l'enquête effectuée sur les faits signalés par l'honorable parlementaire, il ressort que : 1° la totalité des employés devenus disponibles par suite de la fermeture du service des fabrications de l'habillement, le 1^{er} janvier 1964, a été recasée dans les organismes militaires de la place de Rouen; 2° sur les 25 ouvriers travaillant dans ce service : a) 11 ont été embauchés dans les établissements militaires de Rouen; b) 2 volontaires ont été recasés en dehors de Rouen; c) 12, qui n'ont point voulu quitter la ville, n'ont pu être réembauchés dans cette place faute de vacances dans les professions considérées. Des contacts sont actuellement pris avec les services locaux du travail pour essayer de trouver une solution au problème posé.

CONSTRUCTION

6151. — M. Roux expose à M. le ministre de la construction que certaines sociétés conventionnées, propriétaires d'immeubles dans le quinzième arrondissement de Paris, viennent d'informer leurs locataires de leur intention d'exiger une augmentation de loyers de 20 p. 100, faute de quoi le contrat de location est dénoncé. Il lui demande : 1° quels avantages l'Etat a consentis aux sociétés conventionnées; 2° si ces sociétés sont libres de fixer leurs loyers en dépit de la convention qui les lie avec l'Etat; 3° dans l'affirmative, si cette augmentation est opportune alors que le Gouvernement, et en particulier le ministre des finances et des affaires économiques, mènent une campagne en faveur de la stabilisation des prix. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — Les précisions suivantes sont données à l'honorable parlementaire : 1° les sociétés immobilières conventionnées sont des organismes strictement privés qui ont conclu avec l'Etat, représenté par le ministre des finances et des affaires économiques et par le ministre de la construction, des conventions d'une durée de 25 ans. Aux termes de ces conventions, toute mesure législative ou réglementaire qui enlèverait à la société la possibilité de percevoir l'intégralité des loyers nécessaires pour assurer un entretien normal des immeubles et une rémunération convenable des capitaux investis ouvrirait droit au versement d'une indemnité compensatrice. Les sociétés immobilières conventionnées bénéficient, par ailleurs, d'un régime fiscal privilégié; 2° les loyers des immeubles construits par les sociétés conventionnées sont déterminés librement. Le blocage des loyers pratiqués par ces sociétés ne pourrait résulter que de dispositions législatives; 3° l'intervention des dispositions précédemment évoquées aurait pour effet immédiat de bloquer le lancement de nouveaux programmes, leur financement étant assuré essentiellement par des capitaux privés (fonds social et emprunts obligataires que les sociétés en cause peuvent être autorisées à émettre). Au moment où le Gouvernement s'efforce d'accroître le nombre des logements construits sans aide de l'Etat, il semble donc inopportun de préconiser de semblables mesures.

6215. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre de la construction sur la situation dramatique dans laquelle se trouvent 28 familles lyonnaises représentant une centaine de personnes. Ces familles ont été obligées d'évacuer de toute urgence les logements qu'elles occupaient dans des immeubles, sis au n° 2 de la rue Adanoli et 16, rue Magneval dans le 4^e arrondissement de Lyon, ces bâtiments risquant, du fait de leur vétusté et des infiltrations souterraines, de s'écrouler d'un instant à l'autre. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour que la ville de Lyon puisse bénéficier de l'aide et des moyens nécessaires à assurer le logement immédiat de ces familles, la plupart de conditions modestes, d'autant qu'il semble que d'autres immeubles risquent dans ce même quartier de s'effondrer à leur tour. (Question du 5 décembre 1963.)

Réponse. — L'affaire évoquée par l'honorable parlementaire est avant tout de la compétence de M. le maire de la ville de Lyon. Celui-ci, alerté du danger que présentaient trois immeubles bâtis sur les pentes de la colline de la Croix-Rousse par suite de l'affaissement du terrain, a, en application des dispositions de l'article 101 du code municipal, frappé d'arrêté de péril les bâtiments en cause, à savoir : le 5 novembre 1963, 1, rue Adanoli, un bâtiment de cinq étages comportant 29 foyers; le 3 décembre 1963, 2, rue Adanoli, un bâtiment de cinq étages occupé par 13 familles locataires et 16 copropriétaires; le 3 décembre 1963, 16, rue Magneval, un bâtiment de deux étages occupé par 8 familles locataires. Ces mesures successives ont donc atteint au total 66 logements. Bien que les immeubles en cause appartiennent à des particuliers, la municipalité a assumé ou assumera le logement des familles. A cet effet, sur intervention personnelle du maire de Lyon, des logements ont été ou seront mis à sa disposition par différents organismes : l'Office municipal d'H. L. M., la Société anonyme de construction de la ville de Lyon, les Régisseurs de Lyon, le Domaine privé de la ville et l'Association Notre-Dame-des-Sans-Abri. L'attribution des logements est faite en tenant compte des ressources des locataires. D'autre part, le conseil municipal a voté, le 16 décembre 1963, un crédit au bureau d'aide sociale, en vue d'aider les familles les plus nécessiteuses.

6311. — M. Dolze expose à M. le ministre de la construction certaines conséquences particulièrement regrettables de la diminution, par voie de décrets successifs, du champ d'application territoriale de la loi du 1^{er} septembre 1948. C'est ainsi que, dans de nombreuses localités du littoral méditerranéen, des membres des professions libérales sont exposés dorénavant au risque de perdre leur logement, qui est en même temps leur local de travail, sans pouvoir se réinstaller du fait qu'ils ne bénéficient plus des dispo-

sitions légales relatives au maintien dans les lieux. En effet, dans ces localités, il est extrêmement difficile de trouver un local à louer à l'année, les propriétaires préférant consentir des locations aux estivants à des prix très élevés. Les mêmes raisons y ont fait particulièrement encherir les prix des terrains et des immeubles. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation, et s'il n'envisage pas de revenir sur les décisions restreignant le champ d'application territorial de la loi du 1^{er} septembre 1948. (Question du 10 décembre 1963.)

Réponse. — Si la réglementation résultant de la loi du 1^{er} septembre 1948 protège les situations acquises, elle se révèle aussi comme une entrave à l'essor de la construction, à la remise en état, à l'entretien et à la modernisation des immeubles anciens, à une meilleure répartition du patrimoine immobilier selon les besoins et défavorise particulièrement les nouveaux foyers à la recherche d'un logement ou d'un local destiné en même temps, le cas échéant, à l'exercice d'une profession. Elle freine, notamment, le développement des communes à caractère touristique et résidentiel. C'est pourquoi, après avis favorable des municipalités et des préfets, différentes mesures ont été prises pour restreindre le champ d'application de la loi du 1^{er} septembre 1948, lorsqu'il s'agissait de cette réglementation allait à l'encontre de l'intérêt général. D'une part, dix-huit villes de plus de 10.000 habitants des départements des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône et du Var ont estimé souhaitable d'établir la libre discussion des contrats de location pour les locataires entrant dans les lieux, sous réserve que certaines conditions de durée du bail ainsi que de confort et d'entretien de l'immeuble soient remplies. Ainsi les propriétaires sont invités à laisser ou à remettre leurs locaux devenus vacants dans le circuit des locations permanentes au bénéfice de la population sédentaire. D'autre part, dans les mêmes départements, quatre-vingt quatre communes de moins de 4.000 habitants ont obtenu la suppression de la réglementation sans que, dans la plupart des cas, cette mesure entraîne des difficultés dans les rapports entre locataires et propriétaires. Même dans les localités touristiques en effet de nombreux propriétaires préfèrent toujours une location permanente avec un loyer raisonnable aux alicés des locations meublées et saisonnières. Vraisemblablement aussi, un certain nombre de locataires sédentaires profitent du régime de liberté des contrats pour sous-louer à des touristes pendant la saison, ce que l'application de la réglementation leur interdisait de faire. Toutefois, dans le cas où des abus seraient constatés de la part des propriétaires vis-à-vis des locataires sédentaires, les autorités locales peuvent tout d'abord user de leur influence auprès des propriétaires ou de leurs organismes représentatifs pour les mettre devant le choix soit d'une attitude raisonnable de leur part dans la fixation des loyers, soit d'un retour à la réglementation si les expulsions consécutives au refus des locataires à l'année de subir des hausses excessives venaient à se généraliser. Ces mêmes autorités peuvent aussi rappeler aux locataires les mesures qui viennent d'être prises par le Gouvernement en matière d'allocation logement et d'allocation loyer aux personnes âgées et qui, notamment, élèvent sensiblement le plafond des loyers pouvant être pris en considération pour le calcul de ces allocations. Si cette action se révèle insuffisante dans telle ou telle commune, je serais disposé à reconsidérer la situation au vu d'une délibération du conseil municipal appréciant l'intérêt général de la commune et les intérêts particuliers des propriétaires et des locataires à l'année et s'appuyant sur des données précises concernant les loyers exigés et les logements qu'ils concernent (nombre de pièces, état d'entretien, degré de confort), ainsi que les motifs des expulsions demandées ou exécutées. Cette délibération devra m'être transmise avec l'avis du préfet.

6485. — M. Ihuel expose à M. le ministre de la construction qu'en application de l'article 7 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956, bénéficient en priorité du règlement intégral en espèces, quelle que soit la méthode de calcul pour laquelle ils ont opté ou le classement assigné à leur mobilier, certaines catégories de sinistrés mobiliers et, entre autres, ceux qui sont titulaires d'une rente d'invalidité du travail correspondant à une incapacité au moins égale à 80 p. 100. Ces dispositions ne permettent pas à un sinistré titulaire d'une pension d'invalidité du régime général de la sécurité sociale correspondant à un taux d'invalidité de 100 p. 100 d'obtenir le règlement en espèces de son indemnité. Cette discrimination entre deux catégories d'invalides ne semble aucunement justifiée et, au cours des précédentes législatures, la commission de la reconstruction de l'Assemblée nationale avait proposé d'étendre le bénéfice du règlement en espèces en priorité aux sinistrés mobiliers titulaires, soit d'une pension d'invalidité de la sécurité sociale au titre des groupes 2 et 3 visés à l'article 310 du code de la sécurité sociale, soit de la carte d'invalidité accordée aux grands infirmes civils en vertu de l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. Il lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de proposer au vote du Parlement un projet de loi reprenant les propositions faites par la commission de la reconstruction, en vue de mettre fin à la différence de traitement qui existe, à l'heure actuelle, entre, d'une part, les titulaires d'une rente d'invalidité du travail ou d'une pension de grand invalide de guerre qui ont droit au règlement en espèces par priorité et, d'autre part, les titulaires de pensions d'invalidité de la sécurité sociale ou d'une allocation de l'aide sociale aux grands infirmes qui sont écartés de cet avantage. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — L'article 7 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 autorisant le règlement en espèces anticipé des indemnités mobilières donne une énumération limitative des catégories de sinistrés appelés à bénéficier de ces mesures (économiquement faibles, grands invalides de guerre, grands invalides du travail). L'extension de ces

dispositions à différentes autres catégories de sinistrés particulièrement intéressantes telles que celles visées par l'honorable parlementaire, les internés et déportés de la Résistance ou les veuves de guerre, a été demandée à plusieurs reprises, mais n'a pu être adoptée en raison de l'incidence budgétaire qu'elle aurait comportée. Le règlement des indemnités mobilières étant achevé depuis longtemps, l'extension proposée aurait actuellement pour effet de permettre à de nouvelles catégories de sinistrés d'obtenir le remboursement immédiat des titres mobiliers qui leur ont été délivrés. Il s'agirait donc, en définitive, de modifier le délai de remboursement de titres déjà émis, question qui n'est plus de la compétence du ministre de la construction, mais de celle du ministre des finances et des affaires économiques.

6560. — M. Waldeck Rochet attire l'attention de M. le ministre de la construction sur le sort injuste qui est fait aux trente-huit commis titulaires des services extérieurs de son ministère, détachés dans le grade de vérificateur temporaire. Ces commis, il y a plusieurs années, ont été reconnus aptes à assumer une tâche plus importante et leurs supérieurs hiérarchiques n'ont pas hésité à leur confier des responsabilités accrues. Jugés dignes de bénéficier d'un avancement, ils auraient dû, à l'époque, être nommés dans le grade de vérificateurs titulaires. Faut de postes suffisants, ils ont été détachés dans le même grade mais dans le cadre temporaire. Ils devaient être ultérieurement intégrés dans le cadre titulaire. Or, pour la plupart, ces agents ont maintenant plus de dix ans dans leur grade de détachement. L'administration les intègre dans le cadre titulaire à raison d'un ou quelquefois deux par an, ce qui fait que le plus malchanceux d'entre eux risque de voir sa situation régularisée dans vingt ou trente ans à condition qu'il soit encore en activité à ce moment là. Les agents intéressés subissent donc un grave préjudice par rapport à ceux de leurs collègues recrutés en même temps qu'eux, avec les mêmes références et dont l'avancement s'est effectué dans le cadre titulaire. La différence de traitement atteint parfois 100 francs par mois. Des constatations analogues peuvent être faites en ce qui concerne la vingtaine de commis titulaires détachés dans le grade de rédacteur temporaire. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre et à quelle date, pour régulariser enfin la situation des commis titulaires détachés dans le grade de vérificateur ou de rédacteur temporaire, notamment par l'intégration de ces agents dans le futur corps de la catégorie B. (Question du 20 décembre 1963.)

Réponse. — C'est en raison des difficultés inhérentes à l'existence de cadres permanents et temporaires, constitués de personnels ayant la même origine, qu'avait été institué, par un décret du 4 juillet 1951, le système de détachement dont ont bénéficié un certain nombre de commis titulaires. Ceux-ci n'ayant pas la possibilité de parvenir au grade hiérarchiquement supérieur au leur dans les cadres permanents, faute de vacances, se sont ainsi vu offrir, dans les cadres temporaires, une rémunération correspondant à celle que leur aurait procurée une mesure d'avancement immédiate. A cet égard, il importe de souligner que cette procédure exceptionnelle de détachement a valu aux intéressés un avantage qu'ils n'auraient pu obtenir en application des règles de droit commun. L'intégration de ces agents dans un corps permanent de catégorie B n'en demeure pas moins souhaitable et le ministre de la construction s'efforcera de l'obtenir, à l'occasion de la prochaine réforme statutaire, actuellement à l'étude, concernant les personnels administratifs de catégorie B des services extérieurs.

EDUCATION NATIONALE

5161. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il a été affirmé, dans un congrès national de parents d'élèves, que la situation exacte du corps enseignant des lycées et collèges n'était pas connue de ses services. Cette affirmation paraissant très grave au moment où l'on signale partout une crise dont l'ampleur doit être mesurée, il lui demande de lui faire connaître, pour les deux disciplines suivantes : mathématiques et sciences physiques, quel était, dans la semaine du 12 au 19 mai 1963, pour les lycées nationaux de garçons, d'une part, de filles, d'autre part : a) le nombre d'heures hebdomadaires d'enseignement, quel a été donné ; b) sur ce nombre, combien d'heures ont été assurées : 1° par des professeurs agrégés, en horaire normal ; 2° par des professeurs agrégés, en heures supplémentaires ; 3° par des professeurs certifiés, en horaire normal ; 4° par des professeurs certifiés, en heures supplémentaires ; 5° par d'autres personnes (adjoints d'enseignement, contractuels). (Question du 10 octobre 1963.)

Réponse. — Le ministère de l'éducation nationale rassemble régulièrement les informations indispensables à l'administration centrale et aux services académiques pour assurer notamment le contrôle des établissements, la gestion des postes budgétaires et du personnel. Ces documents comprennent en particulier la situation statistique de chaque lycée et de chaque collège. Ils sont établis annuellement, à date fixe, au mois de novembre, et ne peuvent naturellement faire l'objet d'une actualisation hebdomadaire qui serait nécessaire pour répondre à des questions du type de celle posée par l'honorable parlementaire, pour la période du 12 au 19 mai 1963. Sous le bénéfice de ces observations, il peut être précisé, au vu des résultats de l'enquête annuelle susvisée qu'au 15 novembre 1962, dans l'ensemble des lycées classiques et modernes, il a été donné : 1° 124.740 heures de mathématiques ; 58.471 heures de physique ; 2° la répartition du personnel enseignant présent dans ces établissements était la suivante : mathématique : agrégés, 466 hommes, 453 femmes ; certifiés, 1.446 hommes, 1.305 femmes ; chargés

d'enseignement, 50 hommes, 49 femmes; adjoints d'enseignement, 51 hommes, 42 femmes; instituteurs, 554 hommes, 405 femmes; contractuels, 233 hommes, 89 femmes; auxiliaires, 462 hommes, 613 femmes. — Sciences physiques: agrégés, 379 hommes, 357 femmes; certifiés, 771 hommes, 835 femmes; chargés d'enseignement, 9 hommes, 5 femmes; adjoints d'enseignement, 13 hommes, 16 femmes; instituteurs, 50 hommes, 17 femmes; contractuels, 69 hommes, 33 femmes; auxiliaires, 232 hommes, 200 femmes. De ces données, il peut être déduit, compte tenu du maximum de service moyen de chaque catégorie de professeurs, que le nombre d'heures supplémentaires dispensées par semaine, en novembre 1962, était de l'ordre de: 20.500 heures en mathématiques et de 9.350 heures en physique. Enfin une série de documents, établis à la même date, fait apparaître, dans le détail, l'organisation des cours et le service exact de tout le personnel de chaque lycée, compte tenu, d'une part, du nombre de divisions de classes et des horaires réglementaires et, d'autre part, du maximum hebdomadaire de service de chaque professeur, en vue de permettre à l'administration d'apprécier la physiologie de l'établissement, son organisation administrative et pédagogique, ses conditions de fonctionnement, ses difficultés et ses besoins.

5554. — M. Trémollières demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si, compte tenu de son désir d'aboutir à un enseignement secondaire commun à tous les Français comme l'est l'enseignement primaire, il ne lui semblerait pas normal, soit d'admettre sans examen en deuxième des lycées des élèves titulaires du B. E. P. C., venant des cours d'enseignement général, soit d'imposer, s'il l'estime nécessaire, un examen probatoire à tous les élèves, qu'ils proviennent des C. E. G. ou de la classe de troisième des lycées. Cette mesure traduirait dans les faits ce souhait d'égalité devant l'enseignement qui correspond aux instructions qu'il a exprimées à plusieurs reprises et au désir de tous les Français. (Question du 31 octobre 1963.)

Réponse. — Les deux solutions alternatives envisagées par l'honorable parlementaire appellent du point de vue des principes et de l'organisation de l'enseignement les observations suivantes: en ce qui concerne tout d'abord l'admission en seconde des élèves titulaires du B. E. P. C., il y a lieu de rappeler qu'en vertu des textes actuellement en vigueur, le brevet d'études du premier cycle constitue la sanction de fin d'études du premier cycle. Ce serait donc le détourner de son objet que de lui faire jouer un rôle dans l'admission des élèves en seconde. D'autre part, l'éventuelle généralisation d'un examen probatoire ne s'accorderait pas avec les préoccupations fondamentales qui sont à la base du système d'orientation à l'issue de la troisième, applicable à tous les élèves. Cette orientation est effectuée par les conseils de classe, sur examen des livrets scolaires, et en tenant compte des aptitudes des élèves à poursuivre des études dans l'enseignement long, qu'ils soient ou non titulaires du B. E. P. C. Sont admis en deuxième les élèves dont le livret scolaire fait apparaître de très bonnes notes, les autres devant subir un examen de contrôle et de classement. La mise en place de la réforme de l'enseignement public, en application du décret n° 59-57 du 6 janvier 1959, doit faire disparaître les difficultés relatives à l'admission en deuxième des établissements d'enseignement public et notamment l'équivoque créée par la possession du B. E. P. C. En raison de la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans, les élèves du premier cycle seront tous orientés, à l'issue de la classe de troisième, selon leurs aptitudes et leurs vœux, soit vers un second cycle long (classique, moderne ou technique), soit vers un second cycle court (général ou technique). Les modalités d'orientation à ce niveau sont actuellement à l'étude.

5577. — M. Denvers rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la loi de programme n° 62-901 du 4 août 1962 approuve un programme quadriennal (1962-1965) d'un montant de 800 millions de francs pour les établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricole publics et privés reconnus: soit 700 millions pour l'enseignement public et 100 millions pour l'enseignement privé. L'exposé de la loi de programme indique que les crédits de personnel des actuels cours postsecondaires agricoles publics figurent au budget du ministère de l'éducation nationale, lequel doit supporter une partie des dépenses de fonctionnement et d'investissements. Il lui demande: 1° comment il se fait que cette loi de programme ne prévoit qu'une somme de 15 millions pour la formation professionnelle de base de l'enseignement public, alors que les seuls cours postsecondaires agricoles publics, d'après les statistiques de 1961, groupent 54 p. 100 des effectifs à eux seuls, et que rien n'est prévu pour eux en ce qui concerne le fonctionnement et les investissements, les 15 millions revenant aux foyers de progrès; 2° pourquoi aucun accord n'a encore été réalisé, à ce sujet, entre les ministres de l'éducation nationale et de l'agriculture pour cette formation de base généralisée, alors que toutes les facilités semblent avoir été données à l'enseignement privé quant aux reconnaissances et à l'équipement de ses établissements. (Question du 31 octobre 1963.)

Réponse. — La loi de programme n° 62-901 du 4 août 1962 approuvant un programme quadriennal (1962-1965) d'un montant de 800 millions de francs pour les établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricole, publics et privés reconnus, a été promulguée pour satisfaire aux nécessités d'action du ministère de l'agriculture. Mais il est exact que le financement de l'enseignement postsecondaire public, agricole et ménager agricole incombe encore au ministère de l'éducation nationale. La transformation de la troisième année de cet enseignement postsecondaire en cours professionnels a été décidée par le décret du 20 juin 1961; les moda-

lités de cette transformation n'ont pas encore été arrêtées parce que cette formation professionnelle doit s'insérer dans un ensemble complexe. Le ministère de l'éducation nationale a modifié la structure de ses établissements et désire situer au niveau d'âge seize à dix-huit ans les formations professionnelles qu'elles soient à temps partiel ou à temps complet; le ministère de l'agriculture a établi récemment des programmes provisoires pour ses lycées et collèges agricoles. La formation professionnelle agricole ne pouvait être définie avec précision avant que ces diverses mesures n'aient été prises. Les ministères de l'agriculture et de l'éducation nationale se sont donc appliqués d'abord à fixer l'ensemble des structures et à établir les articulations et correspondances nécessaires, intéressant les programmes et les cartes scolaires des lycées et collèges agricoles et des lycées et collèges relevant du ministère de l'éducation nationale. L'organisation de la formation professionnelle agricole, qui a déjà fait l'objet de travaux préparatoires, bénéficie d'une attention particulière. Le projet de budget, établi pour l'exercice 1964, accorde à l'enseignement postsecondaire, qui groupe 96.000 élèves, des moyens accrus. Une circulaire commune aux deux ministères de l'agriculture et de l'éducation nationale est en cours d'élaboration. Cette circulaire doit permettre l'application de l'article 5 du décret du 20 juin 1961, application qui semble l'objet propre de la question posée, puisque la loi de programme n° 62-901 du 4 août 1962 est mise en œuvre par le seul ministère de l'agriculture.

5648. — M. Bernasconi appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'état de dégradation matérielle du collège d'enseignement technique, 6, rue Charles-Hermitte, à Paris (19°). Les élèves travaillent dans la cave, provisoirement transformée en atelier au mépris des règles de l'hygiène la plus élémentaire (aération, éclairage). La terrasse est fissurée, l'eau s'écoule à travers les plafonds, les machines, pour ne pas être inondées, doivent être protégées à l'aide d'installations improvisées. Il lui demande s'il envisage de donner prochainement son accord au projet d'agrandissement de cet établissement. (Question du 6 novembre 1963.)

Réponse. — Le collège d'enseignement industriel, 6, rue Charles-Hermitte, à Paris (19°), fait l'objet d'un projet d'extension par surélévation. Cette extension, qui a reçu l'approbation du conseil municipal de la ville de Paris le 21 décembre 1959 et celle de la section permanente de Paris des constructions scolaires le 15 juin 1960, a été inscrite au programme d'équipement de 1960. Un crédit de 363.900 F a été voté par le conseil municipal mais le financement de la subvention d'Etat, attendu par la ville de Paris pour commencer les travaux, ne peut intervenir juridiquement qu'après la transformation du collège d'enseignement industriel en collège d'enseignement technique ou en annexe de collège d'enseignement technique. Des contacts à cet effet ont été pris avec les services de l'enseignement de la Seine afin que le projet de programme pédagogique, qui existe mais qui est relatif à l'aménagement d'un collège d'enseignement industriel et non à l'aménagement d'un collège d'enseignement technique et ne correspond pas ainsi aux exigences de la construction normalisée, soit complètement repris pour l'adapter aux modifications intervenues depuis 1960. Il a été également demandé aux services de l'enseignement de la Seine de bien vouloir étudier la possibilité d'accueillir les élèves du collège d'enseignement industriel au collège d'enseignement général de jeunes filles, qui dispose de locaux vacants.

5762. — M. Tourné expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le nouveau lycée technique de garçons de Perpignan a ouvert ses portes dans des conditions inadmissibles. Les garçons qui ont effectué cette pittoresque rentrée passent une partie de leur temps dans des ateliers inadaptés aux besoins, à trois kilomètres de leur nouveau lycée en construction. Ils mangent encore dans un autre établissement. Il s'ensuit pour eux des fatigues et des pertes de temps, qui seront certainement préjudiciables à la poursuite de leurs études de futurs techniciens. Ces élèves, dont certains ont acquis le premier baccalauréat technique dans un autre établissement, sont totalement dépourvus de professeur de mathématiques. Une telle situation compromet sérieusement l'avenir de ces élèves. Il lui demande: 1° dans quelles conditions a été réalisée la rentrée du nouveau lycée technique de Perpignan; 2° quelle était, au moment de la rentrée, la situation, au regard du nombre des élèves, des professeurs et des moyens d'enseignement et d'internat mis à leur disposition; 3° ce qu'il pense décider pour améliorer progressivement cette situation et assurer une rentrée scolaire convenable, digne du nouveau lycée technique de Perpignan, en septembre 1964. (Question du 13 novembre 1963.)

Réponse. — La rentrée scolaire, au nouveau lycée technique de Perpignan, a été rendue difficile du fait que la défaillance de deux entreprises n'a pas permis que les locaux nécessaires au bon fonctionnement de cet établissement, soient livrés, comme prévu, pour septembre 1963. Pour répondre à la demande instante des autorités locales, le lycée a cependant ouvert ses portes à la date prévue et les classes ont été installées dans les anciens locaux du lycée Arago, l'internat et la demi-pension hébergés au lycée Arago actuel. Les travaux pratiques ont lieu au collège d'enseignement technique « Charles Blanc ». Cette situation difficile doit normalement cesser dès le premier trimestre de l'année prochaine grâce à l'achèvement des nouveaux locaux du lycée technique. Une partie du matériel a déjà été livrée. Malgré les conditions actuelles de fonctionnement, l'établissement a accueilli 183 élèves (l'année dernière la section technique du lycée Arago ne comptait que 134 élèves). Les classes ouvertes sont ainsi réparties: 3 classes de seconde, 2 classes de première, 1 classe de technique mathématiques. Les postes de professeurs

nécessaires ont été créés (13 postes) tous pourvus, soit par des professeurs titulaires (2 postes de professeurs de dessin ont été transférés du lycée Arago dans cet établissement, avec leurs titulaires, ainsi qu'un poste de professeur d'enseignement technique adjoint), soit par des maîtres auxiliaires délégués par M. le recteur. En particulier deux maîtres se partagent l'enseignement des mathématiques : un instituteur possédant trois certificats de mathématiques physique et un professeur du lycée Arago qui assure neuf heures de cet enseignement en sus de son service hebdomadaire. On peut espérer fermement, qu'en septembre 1964, la totalité des classes et des ateliers du lycée technique de Perpignan entrera en service. Tout sera mis en œuvre alors, pour que cette rentrée s'effectue dans les meilleures conditions.

5781. — M. Fanton fait part à M. le ministre de l'éducation nationale de l'émotion qu'a suscitée dans l'opinion publique, et tout spécialement dans le milieu des anciens combattants, la révélation (à la suite d'émissions de radio et de télévision ainsi que d'articles de presse) de l'ignorance dans laquelle se trouvait la majorité des jeunes gens et des jeunes filles de ce pays sur la signification réelle de la commémoration du 11 novembre. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas convenable de rendre obligatoire, dans tous les établissements d'enseignement et dans toutes les classes, à la veille des fêtes commémoratives — telles que le 11 novembre, le 8 mai, le 6 juin et même avant les vacances en ce qui concerne le 14 juillet — une leçon sur le caractère, la nature des événements qu'elles commémorent et les leçons qu'il est possible de tirer des faits auxquels elles se rapportent. (Question du 14 novembre 1963.)

Réponse. — La signification des événements survenus aux dates anniversaires citées par l'honorable parlementaire est inscrite aux programmes des classes terminales de l'enseignement primaire comme à celles de l'enseignement de second degré. En outre, en ce qui concerne le 11 novembre, une note circulaire adressée à tous les chefs d'établissement le 4 novembre 1963, par le ministre de l'éducation nationale, donne satisfaction à la demande exprimée. Cette note prescrit de rappeler aux élèves de tous âges les leçons qui, du point de vue civique et patriotique, peuvent être dégagées du premier conflit mondial et de la victoire de la France. Dans l'enseignement supérieur c'est plus spécialement à l'occasion de l'enseignement de certains certificats, en particulier du certificat d'histoire moderne et contemporaine, qu'il peut être prévu des développements sur les événements dont l'ignorance a provoqué l'intervention de l'honorable parlementaire.

5782. — M. Albert Gorge fait part à M. le ministre de l'éducation nationale de la douloureuse surprise, voire de l'indignation, que lui-même et de très nombreux camarades, anciens combattants de 1914-1918 ont éprouvés lors de l'émission du journal télévisé du 10 novembre 1963, à vingt heures. En effet un reporter de la R. T. F. a interviewé dans les rues de Paris une trentaine de jeunes gens des deux sexes, dont deux soldats du contingent, âgés de seize à vingt ans, et leur a demandé ce qu'était le 11 novembre et la raison pour laquelle c'était un jour férié. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, un seul de ces jeunes gens a pu donner une réponse. Il lui demande : 1° si en présence de cette situation, il n'estime pas nécessaire de rappeler au personnel d'enseignement des trois degrés qu'il a le devoir, et si besoin est, l'obligation d'enseigner l'histoire de France et notamment les pages douloureuses et glorieuses de la guerre de 1914-1918 ; 2° s'il envisage de prendre contact avec son collègue, le ministre des armées, afin que soient organisées dans tous les corps de troupe des conférences sur ce sujet, afin de pallier la carence scolaire dont les jeunes soldats ont pu être victimes ; 3° s'il ne lui semble pas urgent de procéder à la refonte des manuels d'histoire de France et de donner aux guerres de 1914-1918 et de 1939-1945 une place au moins équivalente à celle donnée jusqu'à ce jour à la guerre de cent ans. En effet, il lui semble indispensable de faire connaître à notre nombreuse jeunesse que, si elle vit libre, c'est au sacrifice de 1.500.000 de ses aînés qu'elle le doit. (Question du 14 novembre 1963.)

Réponse. — 1° Une note circulaire adressée à tous les chefs d'établissement le 4 novembre 1963 par le ministre de l'éducation nationale donne satisfaction au premier vœu exprimé par l'honorable parlementaire. Cette note prescrit de rappeler aux élèves de tous âges les leçons qui, du point de vue civique et patriotique, peuvent être dégagées du premier conflit mondial et de la victoire de la France ; 2° il est fait part au ministre des armées du second des vœux exprimés ; 3° le choix des livres édités est laissé, dans les établissements de second degré, à l'initiative des conseils de professeurs dont la mission est de retenir les manuels qui répondent le plus aux exigences des programmes pédagogiques : dans les écoles primaires, la liste des livres scolaires est arrêtée par l'inspecteur d'académie après consultation des maîtres intéressés. L'histoire des guerres 1914-1918 et 1939-1945 est inscrite aux programmes de : classes terminales de l'enseignement primaire comme à celles de l'enseignement de second degré ; 4° dans l'enseignement supérieur c'est plus spécialement à l'occasion de l'enseignement de certains certificats, en particulier du certificat d'histoire moderne et contemporaine, qu'il peut être prévu des développements sur les événements dont l'ignorance a provoqué l'intervention de l'honorable parlementaire.

5894. — M. Garcin expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation extrêmement pénible des jeunes gens de la Ciotat (Bouches-du-Rhône) et du canton qui désirent poursuivre leurs études dans un lycée. Ces élèves sont dans l'obligation de fréquenter

des établissements très éloignés de leur domicile. Par suite de l'insuffisance du nombre des lycées à Marseille, déjà situé à plus de 30 km, peu d'entre eux peuvent s'y rendre. La grande majorité se déplace à Aix-en-Provence, Brignoles, Toulon (Var), Cannes (Alpes-Maritimes), et même dans les Basses-Alpes. Cela représente une dépense supplémentaire extrêmement importante pour les familles, s'ajoutant aux frais de trousseau et de fournitures scolaires. L'importance de la population de la Ciotat et de son canton justifie l'implantation d'un lycée à la Ciotat. Un projet de construction existe depuis de nombreuses années. Il lui demande la suite qu'il compte donner à ce projet de construction de lycée à la Ciotat, qui est devenu d'une réelle nécessité pour l'ensemble de la population scolaire intéressée. (Question du 19 novembre 1963.)

Réponse. — L'évolution des besoins scolaires à la Ciotat est bien connue du ministère de l'éducation nationale et ce problème a été évoqué à plusieurs reprises lors des réunions de la commission nationale de la carte scolaire. Seuls les impératifs budgétaires n'ont pas permis jusqu'aujourd'hui d'y répondre de façon définitive. Des solutions provisoires ont cependant été adoptées : ouverture de l'enseignement long (classique et moderne) au niveau de la classe de 4^e dès la rentrée de septembre 1962, création de deux nouveaux groupes d'observation à la rentrée de 1963. Le projet de construction d'un lycée à la Ciotat doit être revu, dans le cadre de la révision générale de la carte scolaire du premier cycle, actuellement à l'étude. Des résultats de cette enquête, dont il serait inopportun de préjuger dès maintenant les conclusions définitives, pourront notamment être déterminées les conclusions dans lesquelles il sera répondu au mieux aux besoins scolaires de la Ciotat. Les constructions d'établissements décidées alors, et qui en raison de l'importance de la population (18.000 habitants) comprendront certainement plusieurs C. E. S. et un lycée de 1^{er} cycle, interviendront vraisemblablement dans le cadre du V^e plan d'équipement.

5961. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, dans un tract distribué par certains instituteurs à leurs élèves dans les écoles publiques de Seine-et-Oise, le comité d'action laïque de Seine-et-Oise « appelle à la grève de la fréquentation scolaire », soutenu par « les fédérations du parti communiste français, du parti socialiste S. F. I. O., du parti radical, du parti socialiste unifié, de l'union progressiste ; par les unions départementales C. G. T. et C. G. T.-Force ouvrière ; par la ligue des droits de l'homme et la libre pensée ». Les organisations politiques qui ont été battues aux dernières élections tentent d'introduire la politique à l'école. Le Gouvernement a le devoir de maintenir la tradition de l'école républicaine au-dessus des divisions politiques. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour interdire la remise aux enfants de tracts d'inspiration politique. (Question du 22 novembre 1963.)

Réponse. — La distribution de tracts politiques reste interdite dans les écoles publiques. Des instructions ont été à diverses reprises adressées aux autorités académiques pour les inviter à rappeler aux directeurs et aux maîtres qu'il leur appartient de veiller au respect de la neutralité scolaire. Chaque fois que des infractions à cette règle ont été signalées avec précision, des mesures ont été prises, après enquête, contre les fonctionnaires défaillants.

5966. — M. Nessler expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les jeunes gens qui, par nécessité, fréquentent un établissement du second degré dans une commune autre que celle où sont domiciliés leurs parents ne peuvent bénéficier de la gratuité des fournitures scolaires. Elle leur est refusée par la commune du domicile puisqu'ils ne dépendent pas d'elle en tant que lycéens ou collégiens, et par la commune où est situé l'établissement fréquenté puisqu'ils ne figurent pas dans l'effectif scolaire du ressort de la municipalité intéressée. Il lui demande si une mesure particulière, sous forme de subventions ou de bourses, ne pourrait être envisagée en vue d'apporter une solution satisfaisante à ce problème qui vise des situations relativement peu nombreuses. (Question du 22 novembre 1963.)

Réponse. — Le projet de loi de finances pour 1964 prévoit, au titre du ministère de l'éducation nationale (mesure 04-1-156), l'inscription d'un crédit destiné à la prise en charge, par le budget général, de l'acquisition des livres scolaires dans les classes de 6^e et 5^e des lycées, au 15 septembre 1964. La situation, dont fait état l'honorable parlementaire, ne saurait donc concerner présentement que les collèges d'enseignement général, dont les élèves bénéficient déjà couramment de la gratuité des fournitures scolaires, par les soins des municipalités. Les difficultés signalées à cet égard, encore qu'elles débordent normalement le domaine d'intervention du ministère de l'éducation nationale (puisque'il s'agit de subventions bénévoles sur le budget des collectivités locales), n'avaient cependant pas échappé à l'attention de ce département, qui s'emploiera à y remédier à l'occasion de la mise en œuvre, tant de la mesure rappelée ci-dessus (04-1-156), que de celle (04-1-149) visant à alléger partiellement les communes de certaines de leurs charges en matière de dépenses scolaires.

5983. — M. Vivien expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'aux termes des dispositions des articles 224 à 236 du code général des impôts les entreprises industrielles, commerciales et artisanales exerçant sous la forme individuelle ou en société, ainsi que les sociétés quel que soit leur objet, sont assujetties à une taxe de 0,40 p. 100 des salaires, dite taxe d'apprentissage. L'annexe 1 du code général des impôts précise, d'autre part, les modalités d'établissement et d'introduction des demandes d'exonération totale ou par-

tielle de la taxe d'apprentissage. Ces exonérations sont accordées en fonction des dépenses engagées par l'entreprise pour favoriser l'apprentissage. Parmi ces dépenses, sont admis : a) les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe dans la limite maxima d'un technicien pour dix apprentis ; b) les salaires payés aux apprentis pendant les dix premiers mois de l'apprentissage lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique ou à des heures de présence aux cours professionnels. En conséquence de ces dispositions, les sociétés d'expertise comptable sont assujetties à la taxe d'apprentissage en raison de leur forme, et non pas par activité considérée commerciale ; elles cotisent donc à concurrence de 0,40 p. 100 sur la masse globale des appointements payés au sein des sociétés. Or parmi ces appointements se trouvent des indemnités servies aux experts-comptables stagiaires dont le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés fait obligation aux experts-comptables de prendre à leur service, pendant les trois ans que dure le stage de formation des étudiants. Bien qu'il s'agisse d'étudiants, l'usage veut que ces derniers perçoivent une rémunération, laquelle suit le sort fiscal des salaires et appointements. Or il est notoire que lesdits étudiants, en raison de leur inexpérience, ne peuvent concourir d'une façon efficace à l'activité du cabinet pendant la première année, qu'en outre le maître de stage assure un contact et un contrôle de formation constants de ses stagiaires, lesquels sont tenus par ailleurs à des cours obligatoires organisés entre autres par la direction de l'enseignement technique. Il lui demande si les salaires payés à ces experts-comptables stagiaires ne peuvent pas être assimilés aux salaires payés aux apprentis pendant les dix premiers mois de l'apprentissage, et être admis en conséquence parmi les dépenses dont il est tenu compte pour l'octroi des exonérations des cotisations aux taxes d'apprentissage dues par les sociétés fiduciaires d'expertise comptable. (Question du 26 novembre 1963.)

Réponse. — L'annexe I au code général des impôts prévoit en effet, dans son article 3, parmi les dépenses susceptibles d'entraîner l'exonération de la taxe d'apprentissage : les salaires payés aux apprentis durant les dix premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique ; les salaires payés aux apprentis pour les heures de présence aux cours professionnels. L'article 5 précise : « ... sont considérés comme apprentis les jeunes gens, jeunes femmes et jeunes filles, sans distinction de nationalité, âgés de moins de dix-huit ans, occupés dans le commerce ou l'industrie en vue d'une formation professionnelle méthodique et complète et munis d'un contrat d'apprentissage écrit ». Les experts-comptables stagiaires ne répondent donc pas à cette définition et les salaires qui leur sont versés ne sauraient être assimilés à ceux versés aux apprentis.

6036. — M. Cornette expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'académie de Paris avait été saisie, à propos de la grève du 6 novembre, de la question suivante : « Quelle conduite tenir dans le cas où les non-grévistes refuseraient d'assurer à l'égard des élèves un service de surveillance qui n'est pas normalement le leur ». La réponse fut celle-ci : « 1° A titre préventif, il serait prudent d'imiter un certain nombre d'établissements qui, au début de chaque année scolaire, demandent aux familles de décharger l'administration de toute responsabilité en cas où, pour une cause de force majeure, elle serait amenée à renvoyer les enfants à une heure inhabituelle ; 2° si des élèves se trouvent cependant sans surveillance, il est toujours possible de désigner l'un d'entre eux pour prendre la garde de ses camarades ». Ces réponses appellent à leur tour les questions suivantes : 1° l'administration d'un établissement scolaire est-elle autorisée à rayer de ses contrôles un élève dont les parents refuseraient de prendre l'engagement demandé ; 2° dans le cas où un tel engagement serait souscrit, quelle en est la valeur légale dans le cas, par exemple, où un enfant inopinément rendu à sa famille serait victime d'un accident grave ; 3° qui sera responsable si l'élève baptisé surveillant ou un de ses camarades est victimes d'accident. Il lui demande s'il peut lui fournir une réponse à ces trois questions. (Question du 27 novembre 1963.)

Réponse. — 1° Le refus de satisfaire aux conditions du règlement intérieur d'un établissement peut entraîner la non-inscription d'un élève. La radiation ne peut être envisagée que dans le cas où la famille contreviendrait à l'engagement souscrit en début d'année. 2° L'engagement souscrit par les familles constitue un engagement moral, mais en cas d'accident il appartiendrait aux tribunaux compétents d'en apprécier la validité, au regard de la loi du 5 août 1937. En application de la loi du 31 juillet 1963, concernant le préavis de cinq jours, rendu obligatoire avant le déclenchement d'une grève, dans les services publics, des dispositions actuellement à l'étude doivent permettre d'éviter que des élèves soient « rendus inopinément à leur famille ». En l'état actuel de la question, les élèves ne doivent pas quitter l'établissement en dehors des heures habituelles de sortie sans être accompagnés. 3° En cas d'accident survenant pendant la surveillance des élèves par un de leurs camarades plus âgés, désigné à cet effet par l'administration, l'Etat se substitue à ce surveillant en matière de responsabilité.

6046. — M. Fourvel expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'école publique du quartier de la Sarre, à Clermont-Ferrand a dû refuser, à la rentrée d'octobre, trente enfants de quatre ans et cinquante enfants de trois ans. Des mesures de « tassement » ont permis par la suite de prendre quatorze enfants de quatre ans, mais seize n'ont pu malgré tout trouver place, ce qui ne manquera pas d'avoir de fâcheuses répercussions sur leur

avenir scolaire. La municipalité de Clermont-Ferrand a réussi à fournir une classe préfabriquée à l'école de la Sarre, mais l'inspection académique n'a pu pourvoir le poste d'instituteur qui aurait été nécessaire, faute de crédit. Cette situation crée un profond malaise parmi la population du quartier, compte tenu par ailleurs que l'effectif scolaire ne cesse d'augmenter. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour donner à l'école publique de la Sarre, à Clermont-Ferrand, les classes qu'exige l'augmentation d'âge scolaire, et pour permettre à l'inspection académique de pourvoir ces classes en enseignants. (Question du 27 novembre 1963.)

Réponse. — Un groupe scolaire comprenant seize classes primaires et quatre classes maternelles, financé par arrêté ministériel du 9 août 1961, est en cours de réalisation dans le quartier de la Sarre. L'ouverture de ce groupe, à la prochaine rentrée scolaire, va permettre l'accueil des enfants relevant de la scolarité maternelle dans ce quartier. Dans l'immédiat toutes instructions utiles sont données aux services académiques pour que le fonctionnement de la classe, dont l'ouverture est prévue, intervienne au plus tôt pour la période de forte fréquentation généralement située à la rentrée de Pâques.

6060. — M. Boscher expose à M. le ministre de l'éducation nationale l'émotion qui avait été ressentie dans de nombreux milieux et, particulièrement chez les anciens combattants, à l'occasion d'une émission télévisée, le 10 novembre dernier, au cours de laquelle de nombreux jeunes gens ont été interrogés sur la signification qu'ils apportent à la cérémonie du 11 novembre ; l'ignorance de nombreux enfants sur ce point capital de notre histoire a paru profondément choquante. Il lui demande s'il ne considère pas nécessaire de recommander aux directeurs d'établissements de faire donner lecture, dans les jours précédant la commémoration de l'armistice de 1918, d'un texte rappelant les circonstances de cet événement historique et la signification de la cérémonie commémorative. (Question du 28 novembre 1963.)

Réponse. — Une note circulaire adressée à tous les chefs d'établissement le 4 novembre 1963, par le ministre de l'éducation nationale, donne satisfaction à la demande exprimée par l'honorable parlementaire : cette note prescrit de rappeler aux élèves de tous âges les leçons qui, du point de vue civique et patriotique, peuvent être dégagées du premier conflit mondial et de la victoire de la France.

6080. — M. Poudevigne demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui indiquer, pour les années 1958, 1959, 1960, 1961, 1962 et 1963 le pourcentage, par rapport à la population globale de la France, des enfants en âge d'accomplir leur scolarité, ces chiffres étant fournis, si possible, séparément pour les trois ordres d'enseignement, ou à défaut, globalement. (Question du 28 novembre 1963.)

Réponse. — La population de la France étant évalué à : 45.015.000 habitants au 1^{er} janvier 1959, 45.465.000 habitants au 1^{er} janvier 1960, 45.904.000 habitants au 1^{er} janvier 1961, 46.422.000 habitants au 1^{er} janvier 1962, le nombre des enfants en âge d'accomplir leur scolarité obligatoire (de six à quatorze ans) s'élevait respectivement à : 6.235.200 pour l'année scolaire 1958-59, 6.475.000 pour l'année scolaire 1959-60, 6.470.400 pour l'année scolaire 1960-61, 6.548.200 pour l'année scolaire 1961-62, le pourcentage global, par rapport à la population de la France, des enfants scolarisables, est le suivant : 13,85 p. 100 pour l'année scolaire 1958-59, 14,24 p. 100 pour l'année scolaire 1959-60, 14,09 p. 100 pour l'année scolaire 1960-61, 14,10 p. 100 pour l'année scolaire 1961-62. Il n'a pas été possible, faute d'éléments d'information suffisants, de déterminer le pourcentage demandé pour l'année scolaire 1962-63. Par ailleurs, ces renseignements n'ont pu être donnés par ordre d'enseignement, étant donné que les élèves de onze à quatorze ans peuvent être soit dans les classes primaires (classes de fin d'études), soit dans les collèges d'enseignement général, soit dans les lycées.

6152. — M. Maurice Schumann expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la fixation des limites d'âge pour le concours d'attaché d'administration universitaire, à trente ans pour le concours externe et à trente-cinq pour le concours interne, suscite des objections. Puisque la nécessité a conduit à reporter de trente à trente-cinq puis à quarante ans, la limite d'âge pour le recrutement du personnel enseignant des lycées, semblable disposition pourrait être envisagée pour le recrutement des attachés. Un candidat, reçu au concours de secrétariat juste avant trente ans, après des années d'auxiliaire dans l'éducation nationale, ne peut pratiquement pas se présenter au concours interne d'attaché, puisqu'on exige de lui cinq années de service comme titulaire. Une disposition transitoire du statut de l'intendance universitaire permet aux anciens adjoints des services économiques de se présenter au concours externe d'attaché d'administration universitaire s'ils ont moins de quarante ans. Il lui demande : 1° s'il n'est pas anormal d'adopter les mêmes limites d'âge pour le concours de secrétariat et pour le concours d'attaché, le second concours étant évidemment postérieur au premier pour les candidats qui passent les deux ; 2° s'il ne serait pas opportun de fixer à trente-cinq ans la limite d'âge pour le concours externe d'attaché, et à quarante ans celle du concours interne ; 3° si, en tout état de cause, la disposition transitoire adoptée pour les adjoints des services économiques ne devrait pas être étendue aux anciens rédacteurs d'administration académique ; possibilité, pendant cinq ans, de se présenter au concours externe d'attaché d'administration universitaire s'ils ont moins de quarante ans. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — Les limites d'âge prévues par le décret n° 62-1002 du 20 août 1962, pour pouvoir se présenter aux différents concours externes et internes de l'administration universitaire, ont été fixées en pleine connaissance de cause, après une étude d'ensemble du problème et selon une politique de recrutement estimée conforme aux intérêts de l'administration. 1° Les limites d'âge pour pouvoir se présenter aux concours externes de secrétaire (niveau baccalauréat) et d'attaché (niveau deux années d'études supérieures) ont été fixées à 30 ans. Celles des mêmes concours internes (ouverts à l'un aux fonctionnaires de catégorie C ayant cinq ans de services publics, l'autre aux agents ayant accompli cinq ans de services publics dont deux seulement en catégorie B) ont été fixées à trente-cinq ans. Un bachelier, un agent de catégorie C, entré compte tenu de son niveau de recrutement, en principe jeune dans l'administration, peuvent ainsi facilement se présenter aux concours interne ou externe de secrétariat, avant vingt-cinq ans. En supposant même que le jeune fonctionnaire n'accède à la catégorie B par concours interne qu'à l'âge de trente ans, deux ans après il pourra se présenter au concours interne d'attaché et pourra ainsi utiliser les trois « chances » de réussite offertes par le statut de l'administration universitaire ; 2° certes, le candidat reçu à un concours interne de secrétariat à l'âge limite de trente-cinq ans, ne pourra pas se présenter au concours interne d'attaché. Indépendamment du fait que ce cas se présentera rarement en pratique et que l'intérêt du service interdit légitimement au-delà d'un certain âge un accès normal à un corps de catégorie A, toute possibilité de promotion n'est pas exclue. L'intéressé pourra en effet être nommé au tour extérieur dans le corps des attachés, possibilité offerte aux secrétaires d'administration universitaire âgés de quarante ans au moins et comptant dix ans de services publics dont cinq ans en qualité de secrétaire. Un recul des limites d'âge des concours de recrutement d'attaché d'administration universitaire ne paraît en conséquence ni nécessaire, ni souhaitable ; 3° le statut des personnels de l'intendance universitaire aligne la limite de l'âge d'accès aux concours de secrétaire et d'attaché sur celle des concours homologues de l'administration universitaire (article 41, 5° alinéa du décret n° 62-1185 du 3 octobre 1962). Certes, pendant une période de cinq ans, les anciens adjoints des services économiques, intégrés en qualité de secrétaires d'intendance, peuvent se présenter au concours d'attaché jusqu'à l'âge de quarante ans. Cette mesure s'explique par le désir de l'administration de conserver à titre transitoire aux intéressés une possibilité offerte par leur précédent statut (décret n° 50-1551 du 19 décembre 1950). L'ancien statut de l'administration académique (décret n° 51-766 du 14 juin 1951) ne prévoyait pas cette possibilité. Il aurait été en conséquence illogique d'accorder à titre transitoire une telle mesure de faveur, qui n'existait pas précédemment pour la supprimer au bout de cinq ans.

6153. — **M. Maurice Schumann** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, d'après le statut du 14 juin 1951, les rédacteurs d'administration académique, indice terminal 315 net, pouvaient, après inscription sur une liste d'aptitude, devenir « secrétaires d'administration académique » indice terminal 360 net. Le décret du 20 août 1962 intègre dans le cadre des « secrétaires d'administration universitaire » les rédacteurs et les secrétaires d'administration académique qui ne sont pas nommés attachés. Ce nouveau cadre comprend une classe normale, indice terminal 340 net, et une classe exceptionnelle où l'on n'accède qu'au choix, indice terminal 360 net. Ainsi, un secrétaire d'administration académique, jadis assuré d'atteindre l'indice 360 net, n'a plus cette assurance. S'il est intégré en classe normale. Par le jeu des textes, un rédacteur de première classe, 5° échelon, dix ans d'ancienneté d'échelon au 1^{er} janvier 1960, promu à cette date secrétaire d'administration académique, se trouve intégré au 1^{er} mai 1961 au 1^{er} échelon de la classe normale des secrétaires d'administration universitaire avec un an et quatre mois d'ancienneté d'échelon, alors que, s'il n'avait pas fait l'objet d'un choix au 1^{er} janvier 1960, il aurait été intégré au 1^{er} mai 1961 à ce même 1^{er} échelon de la classe normale, mais avec onze ans et quatre mois d'ancienneté d'échelon, donc beaucoup mieux placé pour atteindre la classe exceptionnelle. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour assurer aux anciens secrétaires d'administration académique intégrés en classe normale, l'accès automatique à la classe exceptionnelle ; 2° pour éviter que les rédacteurs d'administration académique, promus secrétaires d'administration académique alors qu'ils se trouvaient au sommet de l'échelle des rédacteurs, soient pénalisés par cette promotion. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — Il est exact que le décret du 20 août 1962 prévoit l'intégration des secrétaires d'administration académique qui atteignent normalement l'indice net 360 en fin de carrière, dans le nouveau corps de secrétaires de l'administration universitaire, dotés de l'indice net terminal 340, avec une classe exceptionnelle à l'indice net 360. Il convient de noter toutefois que : 1° cette classe exceptionnelle est ouverte assez largement puisqu'elle est accessible à 20 p. 100 des effectifs ; 2° la création, à compter du 1^{er} janvier 1962, du grade de chef de section, pour 15 p. 100 des emplois, ouvre aux intéressés un débouché à l'indice net terminal 390. D'autre part, si l'on considère qu'un certain nombre de secrétaires d'administration académique ont été intégrés, au titre de la constitution initiale, dans le corps des attachés d'administration universitaire, le nombre de ceux qui sont en définitive reclassés en classe normale, inférieur à 200, est relativement peu important. Bien entendu, lors de la préparation des tableaux d'avancement pour la classe exceptionnelle il sera, dans toute la mesure du possible, tenu compte de la situation des intéressés et, en particulier, du choix dont ils ont fait l'objet antérieurement.

6265. — **M. Dassié** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation de certains instituteurs. Il s'agit de ceux recrutés avant 1939 sans être passés par les écoles normales. A cette époque, il était possible d'exercer soit avec le brevet élémentaire et le certificat d'aptitude pédagogique, soit avec le brevet supérieur obtenu en dehors des écoles normales primaires. Les candidats à l'enseignement primaire qui ont passé leur brevet supérieur, par exemple dans certaines écoles primaires supérieures où existait une classe spéciale de préparation à ce diplôme, ont vu leur service pris en compte à partir de la rentrée d'octobre suivant l'obtention de ce brevet supérieur. Par contre, les instituteurs sortis des écoles normales primaires sont considérés comme fonctionnaires depuis l'âge de dix-huit ans si à cette époque ils étaient élèves des dites écoles normales. Et enfin, les instituteurs qui ont exercé avec un seul brevet élémentaire ont en général une ancienneté de service de trois ans supérieure à celle de leurs collègues ayant poursuivi leurs études en obtenant leur brevet supérieur. Il lui demande s'il ne peut envisager des mesures en faveur des instituteurs ayant obtenu leur brevet supérieur dans les conditions ci-dessus précitées, de telle sorte que les intéressés ne soient pas défavorisés par rapport à ceux de leurs collègues qui ont exercé avec leur seul brevet élémentaire. (Question du 10 décembre 1963.)

Réponse. — Il n'est plus possible d'envisager actuellement une extension des bénéfices d'études énumérés à l'article 1^{er} du décret du 31 août 1933, pris en application du paragraphe 2 de l'article 86 de la loi du 28 février 1933 qui prévoit des dérogations à la règle générale d'après laquelle le temps passé dans toute position ne comportant pas l'accomplissement de services effectifs, ne peut entrer en compte pour la retraite. Ce texte limitait le temps d'études accompli comme élèves aux seuls candidats qui avaient pris l'engagement de servir pendant un certain nombre d'années dans l'enseignement, notamment à ceux des écoles normales primaires (art. 2, loi du 17 août 1876). A l'heure actuelle, le bénéfice d'études n'est plus conféré que sous la forme de l'octroi de la qualité de fonctionnaire stagiaire, position qui permet la validation pour la retraite dans les conditions prévues par l'article L. 8 du code des pensions civiles et militaires.

6369. — **M. Poncelet** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** de lui indiquer par session, pour l'année 1963, le pourcentage des reçus à l'examen de première année de licence en droit : 1° à la faculté de droit de Paris ; 2° dans les facultés de droit des universités de province. (Question du 12 décembre 1963.)

Réponse. — La seconde session des examens dans les facultés se déroule au mois d'octobre, et en ce qui concerne le 3^e cycle, elle se prolonge dans certains cas jusqu'au mois de décembre. C'est pourquoi l'enquête statistique annuelle portant sur les résultats des examens universitaires au cours d'une année ne peut être réalisée avant le mois de janvier de l'année suivante. Le pourcentage des étudiants reçus à l'examen de première année de licence dans les facultés de droit et des sciences économiques (année commune à la licence en droit et à la licence en sciences économiques) n'est donc pas encore connu pour 1963, et le renseignement ne peut être donné que pour l'année 1962. Cette année-là, les pourcentages des étudiants reçus par rapport aux étudiants présentés à chaque session étaient les suivants : première session, Paris : 34,7 p. 100 ; autres facultés : 36,8 p. 100. Deuxième session, Paris : 29 p. 100 ; autres facultés : 43,3 p. 100. Au total, compte tenu des deux sessions, les pourcentages des reçus par rapport aux présentés à l'examen pour l'année 1962 ont été de 46,7 p. 100 à Paris et 59,9 p. 100 dans les autres facultés.

6462. — **M. Berger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait que l'arrêté du 12 décembre 1961 attribue aux inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire et aux inspecteurs départementaux de l'enseignement maternel une indemnité annuelle forfaitaire de 200 francs, laquelle est censée couvrir toutes dépenses (hors abonnements et communications téléphoniques), mais avec la clause restrictive suivante : « Lorsqu'un bureau ne peut être fourni et que ces fonctionnaires doivent affecter à un usage administratif une partie de leur appartement ». Se fondant sur cette restriction, la Cour des comptes a demandé à plusieurs inspecteurs disposant d'un local administratif concédé par une collectivité le remboursement d'une indemnité considérée comme indûment perçue. Il résulte de cette interprétation qu'un inspecteur de l'enseignement primaire ou maternel, disposant gratuitement d'un local nu, doit assurer de ces deniers propres le fonctionnement du service dont il a la charge. Il lui demande s'il considère comme fondée une telle interprétation et, dans le cas contraire, quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à des reversements abusifs. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — En application des dispositions de la loi de finances pour 1963, les frais de fonctionnement des inspections départementales incombant jusqu' alors aux collectivités locales, ont été transférés à l'Etat. Le décret du 28 août 1963, pris en application de la loi de finances précitée, abroge l'arrêté du 12 septembre 1961 et fixe à 400 francs par an, le montant de l'indemnité à attribuer aux inspecteurs et inspectrices départementaux de l'enseignement primaire, lorsque ces fonctionnaires affectent à usage administratif une partie de leur appartement. Ce décret reprend d'ailleurs les taux institués par l'arrêté du 12 septembre 1961, qui, lui-même, avait doublé les taux précédemment en vigueur. Aussi, paraît-il difficile d'envisager dans l'immédiat un relèvement de cette indemnité. A cette occasion, la situation particulière de certains inspecteurs ou inspectrices a été spécialement examinée. La solution du problème

consiste à assurer progressivement l'installation matérielle convenable des intéressés pour qu'ils n'aient plus de dépenses de fonctionnement à leur charge. Par ailleurs, des négociations sont en cours pour que soient suspendues les poursuites engagées à l'encontre de certains inspecteurs départementaux qui, disposant d'un local administratif dont les frais de fonctionnement étaient cependant demeurés partiellement à leur charge, ont été invités à rembourser les sommes qu'ils avaient perçues.

6585. — M. Rémy Montagne demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il lui est possible de lui faire connaître où en sont les projets de statut du corps des conseillers psychologues et des psychologues assistants de son ministère et quelles sont ses intentions à ce sujet. (Question du 28 décembre 1963.)

Réponse. — La création du corps des conseillers psychologues, envisagée pour répondre aux besoins accrues en matière d'orientation, a déjà fait l'objet, avec les départements ministériels compétents, de difficiles négociations. Le déroulement de ces dernières a été, en effet, retardé par les délicats problèmes que soulève la détermination des rôles et places des conseillers psychologues au sein de la fonction enseignante. Cependant, à la suite de nouveaux échanges de vues, l'ensemble des problèmes ainsi posés fait l'objet d'un examen sur le plan gouvernemental.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

3749. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les fonctionnaires retraités au titre des articles L. 40, L. 41 et L. 43 du code des pensions civiles et militaires n'ont pas été mis en possession des rappels qui leur sont dus en vertu de l'article 5 de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962, les trésoreries générales n'ayant pas encore reçu d'instruction sur les modalités d'application de ce texte. Les intéressés continuent donc à percevoir les maigres arrérages de leur pension sur la base des traitements en vigueur au 1^{er} octobre 1962, malgré la hausse constante du coût de la vie. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin que les instructions nécessaires soient adressées d'urgence aux comptables du Trésor et que les rappels soient payés sans nouveau retard aux bénéficiaires de l'article 5 de la loi du 31 juillet 1962 précitée. (Question du 27 juin 1963.)

Réponse. — En attendant que soient précisées les modalités d'application de l'article 5 de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962 qui a modifié les articles L. 40, L. 41 et L. 43 du code des pensions civiles et militaires de retraite relatifs aux pensions d'invalidité des fonctionnaires civils, il avait été prescrit aux comptables du Trésor assignataires de continuer à payer les pensions civiles d'invalidité concédées à des fonctionnaires mis à la retraite avant le 3 août 1962, date d'entrée en vigueur de la loi susvisée, sur la base du montant atteint au 1^{er} octobre 1962. Or, à l'occasion de l'examen du projet de règlement d'administration publique pour l'application de l'article 5 de la loi du 31 juillet 1962, le Conseil d'Etat a estimé que ce dernier texte n'a pas d'effet rétroactif et ne peut être appliqué qu'aux fonctionnaires mis à la retraite pour invalidité au plus tôt à compter du 3 août 1962. Les dispositions nouvelles n'ayant dès lors aucune incidence sur le montant des pensions civiles d'invalidité dont les titulaires ont été mis à la retraite avant le 3 août 1962, les instructions nécessaires ont été données aux comptables supérieurs du Trésor assignataires pour que les intéressés bénéficient dans les plus brefs délais des revalorisations intervenues depuis le 1^{er} octobre 1962.

5442. — M. Catry demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il envisage d'assouplir, en faveur des petites régions, les dispositions de l'instruction n° 62133 M du 20 novembre 1962. En effet, l'instruction précitée oblige les régisseurs des droits de légalisation d'actes d'état civil au moyen de vignettes, d'effectuer des versements mensuels et de tenir un journal de caisse. Or, dans certaines communes de faible importance, le produit des « timbres état civil » s'élève annuellement à 20 francs et le montant des timbres en dépôt chez le régisseur ne dépasse pas 200 francs. Il semble donc que des versements semestriels seraient suffisants. Cette remarque est valable pour toutes les régions de recettes. Il lui demande, en conséquence, s'il ne pourrait fixer un plafond annuel des recettes pour déterminer la fréquence des versements annuels et lui suggère le système suivant : versements mensuels pour un produit annuel de 1.000 francs et plus ; versements trimestriels pour un produit annuel compris entre 200 et 1.000 francs ; versements semestriels pour un produit annuel inférieur à 200 francs. (Question du 24 octobre 1963.)

Réponse. — Le souci, d'une part, d'améliorer la trésorerie des collectivités locales en évitant des retards dans la centralisation des fonds, dont la masse doit être appréciée, non par région, mais pour l'ensemble des régions, ainsi que, d'autre part, le soin d'assurer la meilleure conservation de ces fonds, compte tenu des installations de sécurité souvent précaires des petites régions, ont conduit l'instruction interministérielle du 20 novembre 1962 à fixer une fréquence minimale des versements, au comptable patent, des fonds récoltés par les régisseurs de recettes. Si des circonstances particulières (éloignement, conditions de climat, de lieu, etc.) le justifient, les assouplissements nécessaires peuvent être décidés par le préfet, en accord avec le trésorier-payeur général. Ces assouplissements doivent, toutefois, demeurer tout à fait exceptionnels. L'instruction du 20 novembre 1962 a, par ailleurs, recommandé la suppression des régions qui n'effectuent qu'un faible volume d'opérations.

5742. — M. Georges Bonnet attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la possibilité pour les anciens commis greffiers assermentés ou non des greffes des tribunaux de grande instance ou de cours d'appel, qui sont devenus secrétaires de parquet fonctionnaires, de faire valider pour la retraite leur temps de commis. A ce jour, il a été possible aux anciens commis greffiers assermentés ou non, devenus greffiers fonctionnaires, de faire valider leur temps de commis greffiers pour la retraite. Les greffiers en chef devenus chefs de secrétariat lors de la réforme judiciaire ont pu faire valider leur temps de greffier en chef. Les commis greffiers d'Algérie, devenus secrétaires de parquet et affectés en métropole, ont pu faire valider leur temps de commis greffier. Les greffiers fonctionnaires, comme les secrétaires de parquet, concourent à la bonne marche de l'administration de la justice et c'est souvent au hasard des vacances (pour ceux recrutés avant 1952, date du statut) que les commis greffiers ont été nommés greffier fonctionnaire ou secrétaire de parquet. Il serait désirable que les anciens commis greffiers assermentés ou non puissent faire valider leur temps de commis greffiers pour la retraite lorsqu'ils sont devenus secrétaires de parquet. Il lui demande s'il compte prendre des dispositions en ce sens. (Question du 13 novembre 1963.)

Réponse. — La situation évoquée par l'honorable parlementaire fait actuellement l'objet d'une étude entre les départements de la justice et des finances.

5747. — M. Poirier appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la circulaire n° 56-057-D3 du 22 juillet 1963, émanant de son département ministériel, direction de la comptabilité publique. Ce texte rappelle que les municipalités ne doivent payer au maximum qu'une heure supplémentaire par jour ouvrable, aux employés communaux. Les salaires de ceux-ci étant en général peu élevés, le recrutement s'avère très difficile et, de ce fait, les municipalités sont contraintes de demander au personnel en place d'assurer un certain nombre d'heures supplémentaires. Il lui demande s'il envisage pas d'annuler cette circulaire jusqu'à ce que les salaires offerts permettent un recrutement normal. (Question du 13 novembre 1963.)

Réponse. — La fixation à une heure par jour ouvrable et par agent, de la durée maximale des travaux supplémentaires effectués par les personnels locaux, résulte des dispositions combinées du décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950 relatif aux personnels civils de l'Etat, dont l'article 9 prévoit que « les travaux supplémentaires effectués autrement que les dimanches et jours fériés ou la nuit, ne peuvent dépasser, en moyenne, au cours du même mois, une heure par jour ouvrable et par agent », et de la loi de finances du 31 décembre 1937, dont l'article 78 stipule que « la rémunération allouée par une collectivité locale à l'un de ses agents ne pourra, en aucun cas, dépasser celle que l'Etat attribue à ses fonctionnaires remplissant une fonction équivalente » (art. 541 du code de l'administration communale). Cette dernière disposition a été rappelée par le ministre de l'intérieur dans sa réponse à la question écrite posée, sur le même problème, par M. Souchal, député (J. O., A. N. du 21 juin 1962). Il a été précisé, à cette occasion, que l'indemnité pour travaux supplémentaires ne pouvait être attribuée dans des conditions telles qu'elle soit à même d'apparaître comme une augmentation déguisée de traitement. La possibilité ouverte aux préfets d'accorder, à titre exceptionnel, pour un objet déterminé et une durée limitée, des dérogations au principe de l'heure par jour ouvrable, doit permettre de résoudre les situations particulières éventuelles, dans le respect de la notion de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires.

5793. — M. André Rey expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation des agents sur contrat du ministère des armées soumis au régime du décret n° 49-1378 du 3 octobre 1949 fixant le statut de ces personnels. Les intéressés, classés selon leur qualification, d'employé de bureau ou de technicien, dans une catégorie correspondant à la hiérarchie des fonctionnaires de l'ordre administratif ou dans celle de techniciens d'études et de fabrication du ministère des armées, n'ont pas bénéficié depuis plus de dix ans des diverses améliorations intervenues en faveur des fonctionnaires de même rang, tant en ce qui concerne les revalorisations indiciaires que les aménagements de carrière. Il lui demande, devant une situation aussi défavorable, s'il envisage pas de modifier le décret n° 49-1378, accordant ainsi aux agents sur contrat des avantages identiques à ceux dont bénéficient depuis le 1^{er} janvier 1962 les fonctionnaires des catégories C et D (décrets n° 62-594 et n° 62-595 du 26 mai 1962) et les techniciens d'études et de fabrication du ministère des armées (décret n° 63-80 du 2 février 1963). Il lui rappelle que des propositions tenant compte de la plupart de ces suggestions ont été élaborées par la direction des personnels civils du ministère des armées (sous-direction de la coordination et de la réglementation générale des personnels civils) et lui ont été soumises dans le courant du premier trimestre 1963. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin au déclassement dont sont victimes, depuis de nombreuses années, les agents sur contrats du ministère des armées, et pour que la date d'effet de ces mesures soit fixée au 1^{er} janvier 1962. (Question du 14 novembre 1963.)

Réponse. — La situation des agents sur contrat du ministère des armées vient d'être étudiée par le département, qui a donné son accord de principe à des mesures de revalorisation qui comportent des gains indiciaires comparables à ceux dont ont bénéficié les autres agents de l'Etat de niveau équivalent. La date d'effet de ces

mesures ne pourra être fixée qu'ultérieurement, lorsque le ministère des armées en aura évalué l'incidence financière et aura fait connaître les modalités selon lesquelles il envisage de couvrir la dépense correspondante.

5991. — M. Tourné demande à M. le ministre des affaires économiques quelle a été l'évolution du montant des pensions et retraites servies aux anciens combattants et victimes de la guerre de 1956 à 1963 : 1° pour les titulaires de la retraite du combattant : quel était le taux en 1956 et quel est le taux servi en 1963 ; 2° même question pour les titulaires d'une pension à 10 p. 100 ; 3° même question pour les bénéficiaires d'une pension à 100 p. 100 ; 4° même question pour les pensions d'orphelin, d'ascendant et des diverses catégories de veuves de guerre. (Question du 26 novembre 1963.)

Réponse. — Sur la base de la valeur pondérée du point de pension, le montant des prestations concernées est le suivant : 1° retraite du combattant (indice 33) : 1956, 101,97 francs ; 1963, 197,34 francs ; 2° pension à 10 p. 100 : 1956, 129,78 francs ; 1963, 251,16 francs ; 3° pension à 100 p. 100 (avec allocation aux grands invalides n° 4, et allocation aux grands mutilés n° 20) : 1956, 3.090 F ; 1963, 5.980 francs ; 4° a) pension de veuve et d'orphelin :

ANNEES	TAUX	TAUX	TAUX
	de réversion.	normal.	exceptionnel.
	Francs.	Francs.	Francs.
1956	908,46	1.362,60	1.846,92
1963	1.788	2.682	3.576

b) Pensions d'ascendant : 1956 : taux plein, 618 francs ; demi-taux, 300 francs ; 1963 : taux plein, 1.196 francs ; demi-taux, 598 francs.

6051. — M. Baudis expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les agents sur contrat du ministère des armées soumis au régime du décret n° 49-1378 du 3 octobre 1949, attendent avec une légitime impatience qu'une décision intervienne au sujet de leur situation administrative. Ces catégories de personnels n'ont pas bénéficié depuis plus de dix ans des diverses améliorations accordées, aux fonctionnaires de même rang qu'eux, tant en ce qui concerne les revalorisations indiciaires que les aménagements de carrière. C'est pour remédier à ce décalage que la direction des personnels civils du ministère des armées a préparé un projet de modification du décret n° 49-1378 susvisé en vue d'accorder aux agents sur contrat des avantages analogues à ceux dont bénéficiaient depuis le 1^{er} janvier 1962, d'une part, les fonctionnaires des catégories « D » et « C », (décret n° 62-594 et n° 62-595 du 26 mai 1962), et, d'autre part, les techniciens d'études et de fabrications du ministère des armées (décret n° 63-80 du 2 février 1963). Il lui demande : 1° pour quelles raisons il n'a pas jusqu'ici donné son accord à ce projet du ministère des armées, qui lui a été communiqué dans le courant du premier trimestre 1963 ; 2° s'il peut donner l'assurance que les mesures qui doivent intervenir seront applicables aux agents sur contrat avec effet du 1^{er} janvier 1962. (Question du 27 novembre 1963.)

Réponse. — La situation des agents sur contrat du ministère des armées vient d'être étudiée par le département, qui a donné son accord de principe à des mesures de revalorisation qui comportent des gains indiciaires comparables à ceux dont ont bénéficié les autres agents de l'Etat de niveau équivalent. La date d'effet de ces mesures ne pourra être fixée qu'ultérieurement, lorsque le ministère des armées en aura évalué l'incidence financière et aura fait connaître les modalités selon lesquelles il envisage de couvrir la dépense correspondante.

6111. — M. Lamps expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que ses services techniques possèdent, depuis fin 1961, tous les éléments devant leur permettre de procéder au reclassement des postes comptables. Après avoir mis en place, avec effet du 1^{er} juillet 1962, les nouveaux effectifs en fonction du seul critère des « points travail », l'administration centrale se propose d'employer pour le classement des postes comptables un système particulier qui tiendrait compte : 1° de points de rentabilité ; 2° de points population. Le nouveau classement envisagé s'éloigne fondamentalement du volume des tâches à accomplir. Il contribue à léser doucement des postes en pleine expansion et très méritants, pour les seules raisons : a) qu'ils sont placés dans une ville où trésorerie générale et banques drainent sur leurs caisses les souscriptions aux bons du Trésor et autres émissions ; b) qu'ils se trouvent situés hors de Paris ; c) qu'ils sont considérés par l'administration comme des postes déshérités par manque de produits extraordinaires, mais ceux-ci ne sont pas moins utiles au Trésor public par leur rôle très ingrat de collecteurs d'impôts, taxes diverses, tiers provisionnel, frais d'hôpitaux, etc., dont ils sont chargés. Il lui demande, pour chacun des postes à classer en : trésorerie principale, recettes-perceptions de 1^{re} catégorie, recettes-perceptions de 2^e catégorie, les renseignements suivants : a) les effectifs théoriques à ce jour ; b) le nombre de points de travail ; c) le nombre des points rentabilité ; d) le nombre des points population. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — Aux termes de l'article 1^{er} du décret n° 57-987 du 30 août 1957 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut des personnels de la catégorie A des services extérieurs du Trésor, le classement des postes comptables est pré-

paré après avis du comité technique paritaire central des services extérieurs du Trésor. Le classement actuel des postes comptables du Trésor remontant à l'année 1958, un nouveau classement prenant effet au 1^{er} janvier 1964 a été approuvé par le comité technique paritaire central. Le système retenu ne s'éloigne pas du volume des tâches à accomplir puisqu'il prévoit le classement selon le seul critère « travail » de tous les postes autres que les trésorerie principale et les recettes-perceptions et qu'en ce qui concerne ces dernières, son application ne doit pas faire obstacle à la promotion des perceptions accusant un nombre de points travail correspondant à un poste dont l'effectif comprend un chef de poste et dix agents. Il appartiendrait à l'honorable parlementaire de préciser les postes auxquels il s'intéresserait particulièrement pour obtenir tous renseignements complémentaires en ce qui les concerne.

6173. — M. Brugerolle rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vertu des dispositions de l'article L. 55, 2^e alinéa, du code des pensions civiles et militaires de retraite, le droit à pension de reversion est reconnu à la veuve d'un fonctionnaire marié, soit moins de deux ans avant, soit après la mise à la retraite de l'intéressé, à la condition que, d'une part, le mari ait obtenu ou ait été susceptible d'obtenir au moment de son décès une pension d'ancienneté et que, d'autre part le mariage ait duré au moins six ans dans le cas où il n'existe pas d'enfant issu de ce mariage. Il lui fait observer que si un fonctionnaire se marie après sa mise à la retraite, c'est certainement pour ne pas terminer ses jours dans la solitude, et il paraît abusif de priver la veuve du droit à la pension de reversion si le décès du mari a lieu avant les six années exigées. Il lui demande, si en raison du petit nombre de veuves de fonctionnaires auxquelles s'appliquent ces dispositions, il n'envisage pas, dans le cadre de la réforme du régime des pensions civiles et militaires de retraite, actuellement à l'étude, de modifier cet article, afin que la durée de six années de mariage soit remplacée par une durée moindre telle que, par exemple, par deux années. (Question du 4 décembre 1963.)

Réponse. — Les dispositions actuelles de l'article L. 55 du code des pensions civiles et militaires de retraite constituent une innovation très avantageuse par rapport à la législation antérieure qui ne prévoyait aucune dérogation à la règle fondamentale suivant laquelle le droit à pension de veuve ne s'ouvre qu'à la condition que le mariage soit antérieur à l'admission à la retraite. Réduire à deux années seulement le délai exigé pour la durée du mariage postérieur à la cessation de l'activité du fonctionnaire, étendrait la portée de la dérogation déjà consentie en la matière et aboutirait à dénaturer complètement le fondement même de la pension de reversion, tout en ouvrant la porte à de nombreux abus.

6222. — M. Chaze expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1962 (n° 62-873 du 31 juillet 1962) a modifié les dispositions des articles L. 40, L. 41 et L. 43 du code des pensions civiles et militaires et a inséré dans ce code un nouvel article L. 46-1. Dans l'attente des instructions qui seront adressées aux comptables lorsque les modalités d'application des nouveaux articles du code auront été arrêtées en accord avec la direction de la dette publique, les pensions civiles d'invalidité ainsi que, le cas échéant, la majoration pour tierce personne, ont continué à être payées sur la base de leur montant servi au 1^{er} octobre 1962. Il lui demande si les instructions précitées ont été adressées aux comptables et, sinon, quelles sont les mesures prises pour permettre aux bénéficiaires de toucher avec effet rétroactif les majorations prévues par la loi. (Question du 5 décembre 1963.)

Réponse. — L'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1962, n° 62-873 du 31 juillet 1962, a modifié les dispositions des articles L. 40, L. 41 et L. 43 du code des pensions civiles et militaires de retraite relatifs, notamment, aux modalités de calcul des pensions civiles d'invalidité attribuées aux fonctionnaires civils admis à la retraite pour invalidité résultant ou non de l'exercice des fonctions et plus spécialement des rentes viagères d'invalidité et des majorations pour aide d'une tierce personne susceptibles de s'ajouter à ces pensions. Le décret portant règlement d'administration publique n° 63-1059 du 21 octobre 1963 a précisé les conditions d'application de ce texte. Il a été reconnu que les dispositions nouvelles applicables aux fonctionnaires admis à la retraite par invalidité n'ont aucun caractère rétroactif et que seuls les fonctionnaires ou leurs ayants cause dont les droits à pension se sont ouverts postérieurement au 2 août 1962, lendemain de la publication au Journal officiel de la loi, peuvent s'en prévaloir. En revanche, les fonctionnaires ou leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts avant cette date restent soumis à la législation antérieure. Les prescriptions nouvelles de la loi du 31 juillet 1962 n'ont, dès lors, aucune incidence sur le montant des pensions civiles d'invalidité déjà concédées et dont la date de jouissance est antérieure au 3 août 1962. Des instructions ont donc pu être données aux comptables du Trésor assignataires des pensions de l'espèce pour que les titulaires de ces émoluments bénéficient dans le moindre délai possible des revalorisations intervenues depuis le 1^{er} octobre 1962 et qui résultent du relèvement, soit du plafond de la sécurité sociale, soit du montant du traitement brut des fonctionnaires et agents de l'Etat afférent à l'indice 100 ou de la majoration pour aide d'une tierce personne.

6345. — M. Fourvel expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le prix du sucre exporté est nettement supérieur au prix intérieur français et que, dans ces conditions, l'Etat réalise un bénéfice important sur les quantités de sucre

vendues sur le marché mondial. Il lui demande : 1° si l'utilisation du bénéfice ainsi réalisée sur le tonnage de sucre exporté sera affecté à des tâches urgentes d'intérêt social en matière d'agriculture ; 2° s'il envisage de suspendre le recouvrement de la cotisation de réorption mise à la charge des producteurs par l'arrêté ministériel du 14 octobre 1963, cette cotisation n'étant plus justifiée. (Question du 11 décembre 1963.)

Réponse. — 1° L'Etat ne réalise aucun bénéfice sur les sucres exportés, la différence entre le prix français et le cours mondial, actuellement plus élevé, étant encaissée directement par le groupement national interprofessionnel de la betterave, de la canne et des industries productrices de sucre et d'alcool, qui réunit les intérêts des producteurs et des fabricants ; 2° le montant et les conditions de versement de la cotisation de réorption vont être révisés, compte tenu de la situation actuelle. D'une part, la troisième et dernière tranche sera supprimée, ce qui aura pour effet de ramener de 5,72 à 3 F le montant de cette cotisation. D'autre part, la date d'appel de la deuxième tranche sera reportée du 31 janvier au 31 mars 1964 afin de permettre un meilleur ajustement du montant de la cotisation en fonction du déroulement effectif de la campagne sucrière.

6367. — M. Paquet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un décret du 23 mai 1960, paru au Journal officiel des 27 et 28 mai 1960, a rendu la législation sur le chômage intempéries applicable aux entreprises appartenant à la nomenclature de M. N. S. E. E. à la catégorie 334. Il attire son attention sur le fait qu'en période d'intempéries la quasi totalité des salariés de ces entreprises de serrurerie en bâtiment est occupée dans les ateliers et non sur les chantiers. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable que le paiement de la taxe de 3,75 p. 100 sur les salaires ne soit pas versée par les entreprises qui apporteraient la preuve qu'elles ont occupé en ateliers la totalité de leur personnel pendant la période d'intempéries. (Question du 12 décembre 1963.)

Réponse. — Il n'échappera pas à l'honorable parlementaire que l'adoption de sa suggestion créerait un précédent dont ne manqueraient pas de se réclamer les entreprises de maçonnerie situées dans les zones climatiques privilégiées. Or, la différenciation, en fonction du risque couru, des cotisations dues par les employeurs, au titre de l'assurance chômage intempéries des industries du bâtiment et des travaux publics, conduirait à une aggravation importante des charges incombant aux entrepreneurs exerçant leur activité dans le Nord et dans l'Est de la France.

6407. — M. Tourné expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la législation des pensions et des retraites comporte une grave et injuste lacune au détriment des veuves de retraités proportionnels civils et militaires. En effet, toute femme qui se marie avec un retraité proportionnel, veuf ou célibataire, après sa mise à la retraite, est privée du bénéfice de toute pension de réversion, même si elle a vécu avec son mari pendant dix, vingt ou trente ans. C'est une tache sur la législation française des pensions et des retraites, car du fait des guerres de 1939-1945, d'Indochine, d'Algérie, nombreux sont les hommes qui, après avoir effectué une carrière civile ou militaire, n'ont pu contracter mariage avant leur mise à la retraite proportionnelle. Il lui demande s'il n'est pas enfin décidé à mettre un terme à l'injustice qui frappe les veuves de retraités proportionnels, privées de toute ressource à la mort de leur mari, en leur permettant de bénéficier d'une pension de réversion. (Question du 13 décembre 1963.)

Réponse. — Le projet de réforme du code des pensions civiles et militaires de retraites, qui sera déposé avant la fin de l'année 1964, comportera notamment de nouvelles dispositions en ce qui concerne les règles de réversion au profit des veuves des retraités proportionnels. Néanmoins, il est fait observer à l'honorable parlementaire qu'une modification de la législation ne pourrait, conformément au principe fondamental de la non-rétroactivité des textes, recevoir application qu'à l'égard des agents ou de leurs ayants cause dont les droits à pension s'ouvriraient postérieurement à son intervention.

6479. — M. Jean Bénéard expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'indemnité de résidence se voit attribuer le caractère d'indemnité de sujétion alors que, en pratique, elle est partie intégrante des traitements civils et militaires. De ce fait, la chute de ressources subie par le fonctionnaire admis à la retraite, qui serait égale dans le meilleur des cas au quart du traitement de fin de carrière, est encore aggravée. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas équitable d'incorporer progressivement la fraction de l'indemnité de résidence payée en zone de plus grand abatement dans le traitement soumis à retenue pour pension. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — L'indemnité de résidence, ainsi que les diverses indemnités allouées aux fonctionnaires en activité, sont destinées à tenir compte des sujétions que leur impose l'exercice effectif de leurs fonctions. Elles doivent donc cesser d'être versées dès que l'agent cesse ses activités, c'est-à-dire le jour de son admission à la retraite. Pour les mêmes raisons l'intégration de l'indemnité de résidence dans les éléments de rémunération soumis à retenue pour pension serait sans fondement valable. Elle entraînerait en outre, pour la dette viagère, une charge supplémentaire de l'ordre de un milliard deux cent millions de francs par an.

INDUSTRIE

5505. — M. Le Tac appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur le caractère arbitraire de la décision prise par la direction d'une grande entreprise à capitaux étrangers de Saint-Denis (Seine) de fermer ses usines, n'hésitant pas ainsi à jeter à la rue 350 travailleurs, dont un certain nombre d'ouvriers et techniciens qui, à quelques mois de la retraite, seront dans l'impossibilité de se reclasser à avantages égaux dans d'autres entreprises. Soulignant que cette firme proclame l'excellente marche de ses affaires, comme l'a d'ailleurs confirmé récemment une revue spécialisée, il lui demande si une telle décision, faisant suite à d'autres mesures analogues prises récemment par des firmes à capitaux anglo-saxons, faisant ainsi preuve d'une inquiétante volonté de débouchage, n'entre pas dans le cadre d'une politique de rétorsion économique destinée à mettre dans une situation délicate l'économie française, particulièrement en raison des incidences sociales qu'une telle politique ne manquerait pas d'entraîner. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour que ne se renouvellent pas de tels faits, qui mettent en danger la sécurité des travailleurs français, au profit de spéculations politico-financières dont il convient de connaître l'origine et la portée. (Question du 28 octobre 1963.)

Réponse. — L'entreprise à capitaux étrangers à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire relève d'un secteur d'activité dont il est notoire qu'il traverse actuellement en tous pays une période délicate d'adaptation à des techniques nouvelles. En conséquence des remaniements importants, consécutifs à cette évolution se révèlent nécessaires entre usines d'un même groupe. Aucune information sérieuse n'incite à penser que la fermeture envisagée de la filiale française soit due à d'autres causes qu'à des nécessités de réorganisation interne. Il est difficile par ailleurs de demander aux filiales de sociétés étrangères la même stabilité et la même permanence qu'aux sociétés françaises. Les raisons qui à un certain moment les ont amenées à agir dans tel ou tel sens sont souvent impossibles à analyser. Toutefois les incidences sociales résultant de la fermeture d'usines n'ont pas échappé aux pouvoirs publics qui ont toujours fait le maximum d'efforts pour que le personnel ait le moins possible à souffrir de cet état de chose et qu'un reclassement rapide lui soit assuré.

5989. — M. Tourné demande à M. le ministre de l'Industrie s'il est exact que la France achète et vend en même temps du courant électrique à l'Espagne et, dans l'affirmative : 1° sur quelles quantités de kilowattheures portent ces opérations ; a) pour la vente du courant français ; b) pour l'achat du courant espagnol ; 2° quel est le prix du kilowattheure dans chacune de ces opérations ; 3° quelles sont les prévisions en cette matière pour les années à venir. (Question du 26 novembre 1963.)

Réponse. — Les opérations d'échange d'énergie électrique que pratique l'électricité de France avec un certain nombre de sociétés espagnoles portent sur des fournitures d'énergie de jour d'hiver par l'Espagne à la France et des restitutions d'énergie d'été par la France à l'Espagne : 1° les quantités annuelles d'énergie ont été, en moyenne, ces dernières années de 530 millions de kilowattheures reçus par l'électricité de France et de 300 millions de kilowattheures restitués par le service national ; 2° l'énergie restituée par l'électricité de France est imputée sur son compte débiteur en kilowattheure (un kilowattheure fourni en été à l'Espagne compensait un kilowattheure reçu en hiver par la France), le solde (230 millions de kilowattheures) étant payé par l'électricité de France suivant des tarifs résultant de conventions passées entre le service national et différentes sociétés espagnoles de production d'électricité et approuvées par les autorités de tutelle ; 3° à partir de 1964, un nouveau contrat de fourniture d'énergie par l'Espagne doit prendre progressivement effet. Il concerne une livraison de 2.000 millions de kilowattheures par an en moyenne (mais seulement 900 millions de kilowattheures en 1964 et 1.100 millions de kilowattheures en 1965), dont 80 p. 100 au moins seront livrés pendant les heures de jour. Le contrat est conclu pour une durée de dix ans.

INFORMATION

6244. — M. Barberot demande à M. le ministre de l'Information s'il ne compte pas user de son autorité afin que les séquences avec des scènes de violence ou de meurtre, qui passent sur les écrans de la télévision française aux heures où « la vision familiale » est la plus grande, soient définitivement supprimées, ces scènes répétées quotidiennement étant de nature à agir défavorablement sur la formation intellectuelle et morale des jeunes. (Question du 6 décembre 1963.)

Réponse. — Les programmes télévisés présentés par la radio-diffusion-télévision française comportent parfois des scènes de violence ou de meurtre, mais il paraît exagéré de prétendre que de telles scènes sont diffusées chaque jour aux heures où les téléspectateurs sont habituellement les plus nombreux devant les récepteurs. De plus, la radiodiffusion-télévision française fait apparaître sur les écrans, sauf lorsqu'il s'agit d'émissions d'actualités comme les reportages sur le meurtre de l'assassin présumé du président Kennedy, un carré blanc pendant la présentation des programmes qu'il est recommandé de ne pas laisser voir aux enfants ; il appartient aux adultes, lorsqu'ils voient apparaître ce repère, d'éloigner les enfants des récepteurs.

INTERIEUR

6019. — M. Jean Valentin expose à M. le ministre de l'intérieur que la détermination des salaires dans les communes de moins de deux mille habitants, et plus spécialement des salaires des secrétaires de mairie, provoque très souvent des différends entre les municipalités et leurs employés. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour régler cette question, et il lui suggère de définir une grille de salaires avec un minimum et un maximum, ce qui laisserait ainsi une possibilité d'appréciation aux conseils municipaux et donnerait toute sécurité au personnel. (Question du 26 novembre 1963.)

Réponse. — L'exposé des faits permet de penser que le cas visé est celui des agents qui occupent dans les services municipaux un emploi à temps non complet. Or, ces personnels ne peuvent, comme ceux employés à temps complet, obtenir toutes les garanties prévues par le statut général, notamment en matière de rémunération. Il n'en demeure pas moins que leur traitement est établi suivant des règles précises qui tiennent compte de l'échelle réglementaire de l'emploi à temps plein et affectent les indices ainsi fixés d'un coefficient de réduction calculé en fonction de la durée hebdomadaire de travail. Si, quittant un plan général, on s'attache plus particulièrement à la situation des secrétaires des petites communes rurales, il semble qu'une solution puisse être apportée au problème posé par la création d'un emploi intercommunal. Le fait que son titulaire sera assuré d'une activité professionnelle d'au moins 45 heures par semaine aura pour conséquence de le placer très exactement dans le cadre statutaire et de lui garantir entre autres choses une rémunération régulière établie d'après les arrêtés ministériels.

6241. — M. Roger Evrard expose à M. le ministre de l'intérieur que les gardiens de musées départementaux et municipaux ne jouissent pas des mêmes avantages que les gardiens des musées nationaux. Dans les musées nationaux, en dehors du personnel ouvrier, il existe trois catégories de gardes : 1° les gardiens ; 2° les brigadiers ; 3° les surveillants. Par contre, dans les musées départementaux et municipaux, il n'existe que deux catégories : 1° les gardiens ; 2° les chefs gardiens. D'autre part, une indemnité pour le service des dimanches est allouée depuis 1956 au personnel des musées nationaux. Ceux des musées départementaux et municipaux, bien que leurs charges soient identiques, ne la perçoivent pas. Or, dans des régions essentiellement touristiques comme la Bretagne, qui possède de très nombreux musées, ceux-ci constituent un élément important de l'attrait touristique et reçoivent de nombreux visiteurs aussi bien le dimanche qu'en semaine. Il lui demande les mesures qu'il envisage en vue d'aménager les statuts de ces personnels, afin que ceux-ci soient à parité avec les personnels équivalents des musées nationaux. (Question du 6 décembre 1963.)

Réponse. — S'il est tenu compte, d'une part, du nombre des gardiens susceptibles de bénéficier le cas échéant de la création de l'emploi de brigadier et, d'autre part, des possibilités d'avancement offertes actuellement à ces agents, il ne semble pas que la mesure préconisée présente un réel intérêt. Elle se traduirait seulement pour quelques-uns par un gain indiciaire limité lors de l'accès au dernier échelon. Cet aspect de la question n'a pas dû échapper à l'attention de la commission nationale paritaire qui, lors de l'examen par elle du problème du classement indiciaire des emplois communaux, n'a suggéré à aucun moment la création d'un tel emploi. En ce qui concerne l'indemnité pour travail dominical, son octroi aux personnels des musées communaux est subordonné, en application de l'article 514 du code de l'administration municipale, à l'intervention d'un texte réglementaire. La question fait présentement l'objet d'une étude par les services du ministère de l'intérieur qui se proposent d'en porter les conclusions à la connaissance du département des finances et de la commission nationale paritaire dont l'avis est requis en la matière.

6441. — M. Philippe expose à M. le ministre de l'intérieur que de nombreuses petites communes rurales n'ayant pas une importance suffisante pour avoir des employés permanents assurant l'ensemble des travaux communaux font appel à des travailleurs « occasionnels » qu'elles emploient tantôt quelques heures, tantôt quelques journées par mois. Il s'agit d'un personnel très variable dont la durée du travail est excessivement réduite et qui ne remplit pas les conditions pour faire l'objet d'une immatriculation à la sécurité sociale. Cependant, si un accident se produit alors que l'une de ces personnes est employée au service de la commune, la responsabilité de celle-ci est engagée. Il lui demande par quels moyens une commune peut s'assurer contre ces risques d'accidents pour le personnel employé occasionnellement aux travaux communaux et si, notamment, une municipalité a la possibilité de conclure un contrat avec une société d'assurances pour un nombre indéterminé d'employés et pour un nombre donné de journées par mois ou par an — nombre fixé d'après les travaux de chaque commune — afin qu'en cas d'accident la victime puisse percevoir une indemnité sur la base des salaires agricoles fixés par le préfet pour le département considéré. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — Conformément aux articles 241 et 415 du code de la sécurité sociale, tout travail rémunéré, effectué pour une collectivité locale, entraîne un assujettissement obligatoire aux dispositions de ce code, quels que soient la durée de l'emploi et le mode ou le montant de la rémunération : les personnels occupés occasion-

nellement doivent donc être affiliés aux assurances sociales du régime général de sécurité sociale et ils bénéficient des dispositions prévues par ce même régime en matière de réparation des accidents du travail.

6487. — M. Jallion expose à M. le ministre de l'intérieur qu'en vertu de l'article 11 du décret n° 60-191 du 24 février 1960 relatif à l'occupation des logements par les fonctionnaires de l'Etat dans les immeubles détenus par des collectivités locales, ces dernières ne doivent pas verser d'indemnités représentatives de logement aux fonctionnaires de l'Etat pour quelque motif que ce soit. Il lui demande si cette interdiction s'applique au personnel d'intendance des lycées nationalisés, dans le cas où ces personnels ne peuvent être logés gratuitement dans l'établissement par suite du manque de locaux. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — Réponse affirmative. — L'interdiction prononcée par l'article 11 du décret n° 60-191 du 24 février 1960 est applicable à tous les fonctionnaires de l'Etat, hormis ceux qui bénéficient d'une indemnité représentative de logement en vertu de textes particuliers, ce qui n'est pas le cas du personnel d'intendance des lycées nationalisés.

6593. — M. Pflimlin expose à M. le ministre de l'intérieur que, d'après les déclarations faites devant le Sénat, le 2 juillet 1963, par M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement, le transfert des commis « ancienne formule » des préfectures et sous-préfectures, non admis à l'intégration dans le cadre des secrétaires administratifs en 1949, dans le cadre de rédacteur, a fait l'objet d'une décision d'arbitrage de M. le Premier ministre en date du 20 juin 1962. D'après la réponse donnée à la question écrite n° 5384 de M. Orvoën (Journal officiel, débats A. N. du 20 novembre 1963, p. 7337), une solution de ce problème devait pouvoir intervenir dans un court délai. Il lui demande : 1° s'il a l'intention de faire paraître très prochainement le décret réalisant effectivement l'intégration des commis « ancienne formule » dans le cadre de rédacteur ; 2° s'il peut donner l'assurance que cette intégration sera prévue, sans obligation pour les intéressés de passer un examen professionnel, étant fait observer qu'une telle condition serait en opposition avec la décision d'arbitrage rendue le 20 juin 1962, qu'elle enlèverait aux commis « ancienne formule » l'avantage de leur intégration du fait que celle-ci se ferait sans tenir compte de l'ancienneté acquise et qu'elle les mettrait dans une situation défavorisée, aussi bien par rapport à leurs collègues intégrés en 1949, sans concours, ni examen, que par rapport aux anciens commis des autres administrations, qui ont été purement et simplement transférés dans le cadre B. (Question du 8 décembre 1963.)

Réponse. — Le problème concernant les commis « ancienne formule » fait l'objet d'entretiens entre les départements ministériels intéressés, afin de déterminer d'une façon définitive les modalités d'intégration de cette catégorie de fonctionnaires dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture. Il est permis d'espérer qu'une solution interviendra dans un délai rapproché.

JEUNESSE ET SPORTS

6120. — M. Tourné expose à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports que la France est l'un des pays où l'on compte le plus de petites équipes sportives locales de villages, villes et quartiers dans certaines villes. C'est le cas du Midi de la France, avec les équipes de football et de rugby, et plus particulièrement des Pyrénées-Orientales, où presque chaque village a son équipe de rugby. Ceux qui ne l'ont pas désiraient vivement en avoir une. Mais, à l'heure actuelle, ces modestes équipes locales de rugby ont de grandes difficultés sur le plan financier. L'équipement individuel et collectif est très cher, les déplacements sont onéreux. Ces clubs-foyers donnent au sport le visage de la santé, de la jeunesse, de l'optimisme et de la concorde fraternelle. Cela profite à toute la cité où s'exprime souvent, à travers l'équipe locale, l'attachement à nos villages et villes de France. Mais dans ces villages où la production agricole se sclérose, comme dans les cités ouvrières, ce qui manque le plus pour donner du relief aux équipes locales, c'est l'argent. Dans ce domaine, l'Etat ne semble pas manifester beaucoup de compréhension, et il lui rappelle qu'une équipe de village des Pyrénées-Orientales, championne de France de rugby de la série en 1962, attend toujours qu'on lui verse la subvention promise. Il lui demande : 1° quelle est sa doctrine pour défendre et mettre en valeur le sport amateur, pratiqué par les équipes locales ; 2° combien de clubs ont été aidés financièrement au cours de l'année 1963 et quel est le montant annuel de cette aide ; 3° s'il ne serait pas d'accord, dans une première étape, pour aider financièrement toutes les petites équipes locales, à quelque fédération de sport amateur qu'elles appartiennent, en vue de leur permettre de s'équiper en matériel, mais à condition qu'elles aient manifesté de réelles qualités sportives ; 4° s'il a prévu des crédits à cet effet, et de quel ordre. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — 1° Les crédits en cause sont déconcentrés, c'est donc au chef du service départemental de la jeunesse et des sports qu'il appartient de soumettre à la signature du préfet de son département, des arrêtés de subventions dans la limite des crédits qui lui sont délégués. L'administration centrale n'intervient pas dans cette répartition. Des directives d'ordre très général ont cependant été données pour qu'une priorité soit accordée aux sports de base, athlétisme, natation et gymnastique, ainsi qu'aux sports qui ne font aucune recette. En outre, afin de ne pas éparpiller inconsidérément

les crédits, l'aide minima qui peut être apportée à un club a été fixée à 300 F. En ce qui concerne l'aide spéciale aux trois sports de base, il est également tenu compte dans la répartition des aides, du classement des clubs, établi d'après leurs résultats par chacune des fédérations dirigeantes. Cette aide apportée sous forme de subvention aux associations se double d'une action directe de notre service extérieur (meis de traitement de moniteurs itinérants, acquisition de matériel, locations d'installations sportives, documentation, etc.); 2° l'aide globale apportée en 1963 à cette action en faveur du sport local s'élève à 9.009.450 francs. Sur ces crédits, 3.752 associations locales ont reçu une subvention en 1963. Les crédits déconcentrés représentent une part importante de l'action du secrétariat d'Etat puisque la somme totale mise à la disposition de la délégation générale aux sports et à la préparation olympique s'élevait en 1963 à 24 millions de francs; 3° il est certain que les subventions de fonctionnement attribuées aux associations locales servent notamment à les aider à l'achat du matériel technique indispensable. Il est souhaitable d'étendre cette forme d'aide, mais cette extension n'interviendra, tout naturellement, qu'en fonction de l'augmentation des moyens financiers; 4° les crédits mis à la disposition des services extérieurs en 1964 seront en augmentation d'environ 10 p. 100 par rapport à ceux de l'année précédente. Il n'est pas possible de distinguer a priori quelle part sera faite dans cette masse à l'aide pour l'achat de matériel technique, puisque la décision en appartient aux services départementaux qui sont meilleurs juges de chaque cas d'espèce.

JUSTICE

6112. — **M. Salagnac** expose à **M. le ministre de la justice** qu'une personne demeurant à Châtillon-sous-Bagneux (Seine) fait l'objet d'une procédure de reprise de son logement par son propriétaire en vertu de l'article 19 de la loi du 1^{er} septembre 1948. Sa situation est particulièrement digne d'égarés, à la fois parce que l'article 19 de la loi du 1^{er} septembre 1948 permet aux propriétaires insuffisamment logés de reprendre le logement sans offrir aucun autre logement en échange et qu'elle risque de se trouver dehors avec toute sa famille; et que veuve et mère de six enfants, deux de ceux-ci sont au service militaire. Elle a donc résisté à la demande de son propriétaire en contestant les besoins de celui-ci, ce qui était sa seule possibilité. Il s'est trouvé que les besoins du propriétaire étaient tellement contestables, qu'un jugement du 12 avril 1961 ayant ordonné une expertise, on s'aperçut en se rendant au domicile du propriétaire que la situation n'était pas celle qu'il avait énoncée dans son congé, et l'affaire resta en suspens devant l'expert pendant plus d'un an, le propriétaire ayant pratiquement abandonné sa procédure. Mais, dans le courant de 1962, le propriétaire imagina de reprendre son instance en invoquant des éléments différents, et l'expert déposa un rapport, en novembre 1962, à la suite duquel le juge de paix de Vanves rendait le 27 mars 1963 un jugement prononçant l'expulsion de l'intéressée. Ce jugement vient de lui être signifié par exploit du 8 novembre 1963. Il appartient à l'intéressée, le cas échéant, d'interjeter appel si elle le juge utile et à la justice de statuer ce qu'elle estimera bon. Mais la signification de jugement reçue le 8 novembre présente une particularité surprenante: le document notifié ne se borne pas au texte du jugement, mais représente un texte d'une trentaine de pages comportant le jugement du 12 avril 1961, l'acte du dépôt du rapport d'expertise, y compris le texte complet de la citation d'origine, le texte intégral des notes des avocats, le texte du jugement du 27 mars 1963, les conclusions déposées par l'intéressée devant le tribunal à la suite du rapport d'expert, les conclusions en réponse de la propriétaire. Une telle pléthore de documents ne peut que rendre particulièrement difficile à un plaideur non spécialisé de savoir de quoi il s'agit. Il est préjudiciable surtout aux petits plaideurs mal avertis, dont cela altère singulièrement les possibilités de défense. Il est évident de plus qu'une telle pratique rend l'acte beaucoup plus coûteux que s'il comportait seulement la signification du jugement proprement dit, comme il est d'usage. Là encore, le préjudice peut en être ressenti surtout par un petit plaideur, et il est particulièrement fâcheux que l'expérience en soit faite par une femme aussi digne d'intérêt. Une telle pratique semble en tout cas devoir contribuer à rendre la justice, non pas plus économique, mais plus onéreuse. Il lui demande si cette pratique est le fruit d'une initiative regrettable — et dans ce cas si des mesures sont envisagées pour que le fait ne se multiplie pas — ou s'il s'agit au contraire de mesures participant de dispositions générales nouvelles et, dans ce cas, lesquelles, et s'il entend les rapporter. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — Il sera procédé à une enquête sur les faits signalés par cette question à laquelle il sera répondu aussitôt que possible.

6144. — **M. Edouard Charret** expose à **M. le ministre de la justice** que l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, a été complétée et précisée par la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962, notamment en ce qui concerne la date d'estimation des biens expropriés, cette date étant fixée à une année avant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique. Or, si la situation des propriétaires expulsés par expropriation de leur résidence unique a été prévue par l'article 23 de l'ordonnance du 23 octobre 1958, qui dispose: « ... s'il est tenu au logement, l'exproprié est valablement libéré par l'offre aux intéressés d'un local correspondant à leurs besoins et n'excédant par les normes H. L. M. Le juge fixe également le montant de l'indemnité et, s'il y a lieu, d'une indemnité de privation de jouissance »; par contre, la procédure et les délais d'indemnisation ne sont pas expressément évoqués par ce texte, ce qui peut entraîner de graves conséquences. En effet, le délai qui

sépare le jugement fixant le montant des indemnités d'expropriations du versement effectif desdites indemnités — qui devrait être aussi court que possible — atteint parfois plusieurs années. Les effets de la dépréciation monétaire diminuent alors sensiblement le pouvoir d'achat de ces indemnités, ce qui cause un grave préjudice aux propriétaires expropriés mis dans l'impossibilité de remplir des sommes reçues dans un bien de même nature et de même importance. Il lui demande s'il ne pourrait envisager de modifier les textes en vigueur, de telle sorte que les propriétaires expulsés — qui doivent se reloger au jour même de leur départ — puissent disposer des sommes nécessaires à leur relogement antérieurement au jour de leur départ, cela grâce à une procédure accélérée d'indemnisation. (Question du 3 décembre 1963.)

1^{re} réponse. — La question est étudiée en liaison avec les départements de la construction et de l'intérieur. Il y sera répondu dans les meilleurs délais possibles.

6255. — **M. Garcin** demande à **M. le ministre de la justice** si un notaire, détenteur des minutes de l'acte de partage et du règlement de copropriété, peut refuser d'enregistrer et de faire transcrire un modificatif de ce règlement de propriété pris en conformité des statuts en cause et à l'unanimité des copropriétaires représentant la totalité des lots de l'immeuble en copropriété. Dans le cas de référence, la modification requise consisterait à faire préciser dans le règlement de copropriété (comme cela existe déjà dans l'acte de partage) que le jardin est la pleine et entière propriété pour moitié du propriétaire d'un appartement constituant le troisième lot et pour l'autre moitié du propriétaire d'un autre appartement constituant le quatrième lot (ces deux appartements formant déjà deux lots distincts ayant un contact direct à la fois avec ce jardin et de l'autre côté avec la voie publique). Il faut signaler que l'autorité préfectorale, consultée par écrit, refuse de considérer la modification envisagée comme une opération de lotissement et qu'il estime qu'il s'agit là d'une simple retouche à un règlement de copropriété. (Question du 6 décembre 1963.)

1^{re} réponse. — La question est étudiée en liaison avec le département de la construction et celui des finances et des affaires économiques. Il y sera répondu dans les meilleurs délais possibles.

6303. — **M. Garcin** expose à **M. le ministre de la justice** qu'il a informé des difficultés rencontrées par deux frères aspirant à changer de nom par francisation de leur patronyme. Les parents des deux intéressés sont morts en déportation. Pour rester le plus fidèles à leur souvenir, du fait des circonstances particulièrement dramatiques de leur disparition, les deux intéressés se proposent de solliciter le changement de leur nom en un nouveau nom qui est également utilisé comme prénom dans la pratique de l'état civil des Français. C'est là la source de leurs difficultés. Si, en règle générale, il apparaît opportun d'éviter le choix des prénoms comme noms patronymiques dans le cas d'un changement de nom, le rejet, pour ce motif, d'une demande dans des cas d'espèce, tel que celui sus-exposé, ne serait pas justifié, ce d'autant que le vocabulaire choisi est dans le cas précis le seul possible si l'on tient à garder la racine du nom d'origine. Il lui demande s'il entend examiner avec bienveillance des requêtes dont les motifs particuliers justifieraient le choix d'un prénom comme nouveau patronyme et quelle est sa doctrine en la matière. (Question du 10 décembre 1963.)

Réponse. — Si, de façon générale le choix d'un prénom d'usage courant est déconseillé en tant que patronyme, chaque requête de changement de nom constitue un cas d'espèce qui est examiné en tenant compte de tous les éléments spécifiques du dossier. D'autre part, la jurisprudence en la matière est particulièrement libérale et les nouveaux noms proposés dans le cas d'une demande de francisation sont toujours tirés du nom d'origine, soit par traduction, soit par transformation de façon à donner à la racine de ce patronyme une consonance purement française. De la sorte, jamais un postulant en changement de nom ne s'est trouvé contraint par l'administration d'abandonner la racine de son nom d'origine, auquel son attachement doit être considéré comme parfaitement légitime.

6510. — **M. Loustau** expose à **M. le ministre de la justice** que le décret du 8 août 1935 a habilité les cours d'appel à fixer, pour les tribunaux de leur ressort, les règles relatives au recrutement des experts; que, par ailleurs, l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867 oblige les sociétés faisant appel à l'épargne publique à choisir l'un au moins des commissaires aux apports sur l'une des listes d'experts établies dans le ressort de la cour. Il lui demande: 1° s'il est exact que certaines cours n'ont pas dressé de listes d'experts; et, dans l'affirmative, comment, dans le ressort de ces cours, l'avis d'un technicien qualifié, expert immobilier, architecte, ingénieur, peut-il être obtenu et les prescriptions de l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867 peuvent-elles être respectées; 2° si le développement de la modification des structures de l'économie rurale moderne, de la législation rurale et forestière, des progrès des sciences agronomiques lui permet d'envisager favorablement dans un bref délai « la création d'un ordre des experts agricoles et fonciers », ledit projet étant en instance d'étude dans les services du ministère de l'agriculture. (Question du 19 décembre 1963.)

Réponse. — 1° Aux termes de l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés complété par décret du 31 août 1937, les tribunaux de grande instance sont tenus de dresser une liste spéciale d'experts, parmi lesquels les sociétés faisant appel à l'épargne publique doivent choisir l'un au moins des commissaires aux apports. La chancellerie fait actuellement vérifier si tous les tribunaux de grande instance

ont établi cette liste; 2° la chancellerie n'a pas été saisie par le ministère de l'agriculture d'un projet de réglementation de la profession d'expert agricole et ne peut donc pas actuellement formuler un avis sur l'opportunité de cette réglementation.

6546. — **M. Terrenoire** expose à **M. le ministre de la justice** que le tribunal de grande instance d'Argentan (Orne) se trouve dans l'impossibilité de traiter les affaires qui lui sont soumises du fait que deux postes de juges sont vacants depuis plus de six mois. Ce tribunal se trouve notamment dans l'impossibilité de désigner des juges de l'expropriation, ce qui retarde maintes opérations engagées par la municipalité. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour porter remède à cette situation. (Question du 20 décembre 1963.)

Réponse. — Tous les postes budgétaires du tribunal de grande instance d'Argentan sont pourvus de titulaires. Il n'est pas possible dans ces conditions d'améliorer la situation de cette juridiction.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

6419. — **M. Vendroux** appelle l'attention de **M. le ministre des postes et télécommunications** sur la réintégration dans les cadres métropolitains des agents rapatriés d'Algérie. Il lui expose en particulier le cas d'un receveur de 2° classe, ayant été chargé de fonctions de 1° classe à Ouargla-Oasis (Sahara). L'intéressé ayant posé sa candidature à la 1° classe, a été classé vingt-quatrième sur vingt-neuf à la commission régionale, aucun compte n'ayant été tenu de ses états de service et des responsabilités assumées en Algérie malgré les assurances données au moment de sa réinstallation dans sa classe primitive. Il lui demande s'il envisage de donner des instructions à ses services pour un examen attentif de la situation des agents rapatriés d'Algérie, lors de l'établissement des tableaux d'avancement. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — A l'occasion de l'établissement du tableau principal d'avancement de grade de 1964, les chefs de service ont été invités à examiner avec une particulière attention la candidature des fonctionnaires précédemment chargés des fonctions d'un grade supérieur en Algérie et qui ont dû être réintégrés dans l'administration française avant d'avoir pu être promus à ce grade. C'est ainsi que le receveur auquel fait allusion l'honorable parlementaire a été surclassé de plusieurs rangs par rapport à ses concurrents bien qu'il fut un des plus jeunes candidats (266° sur 286). Mais étant donné les brillantes qualités de receveurs nettement plus anciens que lui et la nécessité de limiter le nombre d'inscriptions aux besoins, la commission administrative paritaire centrale n'a pas estimé devoir retenir cette année la candidature du fonctionnaire susvisé.

6572. — **M. Chamant** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** si, en raison du malaise qui règne parmi les cadres de l'administration des postes et télécommunications, et plus particulièrement chez les inspecteurs principaux adjoints, dont l'avancement est complètement bloqué depuis plusieurs années et pour longtemps encore, il n'envisage pas de prendre les mesures destinées à assurer à ces fonctionnaires un déroulement normal de leur carrière. (Question du 20 décembre 1963.)

Réponse. — Les conditions dans lesquelles se déroule actuellement la carrière des inspecteurs principaux adjoints et la difficulté qu'éprouvent les intéressés à devenir inspecteurs principaux préoccupent effectivement l'administration des postes et télécommunications qui s'efforce de remédier à cette situation. C'est ainsi que, dans le cadre d'une réforme statutaire en cours d'aboutissement, l'échelle de traitements des inspecteurs principaux adjoints sera alignée, à compter du troisième échelon, sur celle des inspecteurs principaux. Dès lors, les intéressés bénéficieront, dans le grade d'inspecteur principal adjoint et jusqu'à l'indice maximum de leur grade, d'un avancement d'échelon aussi rapide que celui de leurs collègues inspecteurs principaux, de sorte que le déroulement de leur carrière ne sera pas retardé. Par ailleurs, les débouchés offerts aux inspecteurs principaux adjoints seront accrus, dans une certaine mesure, par l'octroi de congés spéciaux aux personnels administratifs supérieurs et par la possibilité, prévue également par la réforme statutaire en cours, d'accéder au grade de receveur ou de chef de centre hors classe.

RAPATRIÉS

6356. — **M. Pic** demande à **M. le ministre des rapatriés** de lui faire connaître les raisons pour lesquelles certains services régionaux ou départementaux refusent le paiement de la subvention d'installation prévue par le décret du 10 mars 1962 aux fonctionnaires de la sûreté nationale placés en congé spécial au titre de la décision présidentielle du 8 juin 1961 alors que **M. le ministre des finances** et des affaires économiques, dans une lettre adressée à son collègue de l'intérieur en date du 8 décembre 1962, refusant d'accorder aux intéressés le bénéfice de l'indemnité de réinstallation prévue par le décret n° 62-799 du 16 juillet 1962, accepte de les assimiler à des retraités et leur accorde, en conséquence, le bénéfice de la subvention d'installation servie aux rapatriés du secteur privé. (Question du 12 décembre 1963.)

Réponse. — Les fonctionnaires qui se trouvaient en position de congé spécial au moment de leur retour en France peuvent prétendre à l'attribution d'une subvention d'installation au titre de l'article 36 du décret n° 62-261 du 10 mars 1962 modifié s'ils remplissent par ailleurs les conditions prévues par ce texte. Cette disposition

a été récemment rappelée à MM. les préfets et à MM. les délégués régionaux du ministère des rapatriés. Il serait donc souhaitable que l'honorable parlementaire soumette, par la voie administrative, au ministère des rapatriés, les cas qui lui ont été signalés.

REFORME ADMINISTRATIVE

5104. — **M. Salagnac** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** si, compte tenu des premières mesures intervenues pour le traitement et les congés de maladie, l'ensemble du décret n° 46-759 du 19 avril 1946 peut être considéré comme applicable aux employés auxiliaires de l'Etat, notamment en matière de garanties disciplinaires, de réemploi après accomplissement du service militaire, de congés d'allaitement. Il lui demande en outre si une administration peut valablement empêcher ses auxiliaires de bénéficier du régime de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat (I. G. R. A. N. T. E.). (Question du 8 octobre 1963.)

Réponse. — Les personnels visés dans la présente question servent au titre de l'article 2 de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 aux termes duquel il ne peut être fait appel à des agents non titulaires que dans les cas suivants: 1° occupation d'emplois comportant un service journalier à temps complet; 2° exécution de travaux exceptionnels justifiant le recours à un personnel d'appoint pour une durée illimitée; 3° remplacement temporaire et au maximum d'une durée d'une année de fonctionnaires titulaires, en cas d'impossibilité reconnue de pourvoir aux emplois vacants par d'autres fonctionnaires du cadre. Les intéressés sont rémunérés conformément aux dispositions de la circulaire 24 F1-565 FP du 12 mai 1962 instituant trois échelons de rémunération. Ils sont affiliés au régime général de la sécurité sociale et bénéficient à ce titre en cas de maladie, de maternité ou d'invalidité des prestations, en nature ou en deniers, dans les conditions fixées par le code de la sécurité sociale. Les dispositions de l'article 25 a du livre I^{er} du code du travail relatives à la priorité d'embauchage à l'issue du service militaire leur sont applicables. En matière de congé de maladie, les intéressés bénéficient des dispositions de la circulaire 67 F1-656 FP du 28 octobre 1963. En cas de maladie proprement dite, les auxiliaires peuvent obtenir après six mois de présence un mois à plein traitement, un mois à demi-traitement; après trois ans de présence, deux mois à plein traitement, deux mois à demi-traitement. En cas de grossesse, les auxiliaires peuvent bénéficier après un an de service d'un congé avec plein traitement d'une durée égale à celle fixée par l'article L. 298 du code de la sécurité sociale. Enfin, la question de l'assujettissement des auxiliaires à un régime complémentaire de retraite n'a pas manqué de retenir l'attention. Des études sont en cours en vue de faire bénéficier les intéressés, à titre complémentaire, du régime général des assurances sociales, du régime de retraites par répartition institué par le décret du 31 décembre 1959 (I. G. R. A. N. T. E.) au profit des autres agents non titulaires de l'Etat employés à temps complet.

5342. — **M. Le Gossuën** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative**, compte tenu des premières mesures intervenues pour le traitement et les congés de maladie, si l'ensemble du décret n° 46-759 du 19 avril 1946 peut être considéré comme applicable aux employés auxiliaires de l'Etat, notamment en matière de garantie disciplinaires, de réemploi après accomplissement du service militaire, de congés d'allaitement. Il lui demande, en outre, si une administration peut valablement empêcher ses auxiliaires de bénéficier du régime de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat (I. G. R. A. N. T. E.). (Question du 18 octobre 1963.)

Réponse. — Les personnels auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire servent au titre de l'article 2 de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950, aux termes duquel il ne peut être fait appel à des agents non titulaires que dans les cas suivants: 1° occupation d'emplois comportant un service journalier à temps incomplet; 2° exécution de travaux exceptionnels justifiant le recours à un personnel d'appoint pour une durée limitée; 3° remplacement temporaire et au maximum pour une durée d'une année de fonctionnaires titulaires, en cas d'impossibilité reconnue de pourvoir aux emplois vacants par d'autres fonctionnaires du cadre. Les intéressés sont rémunérés conformément aux dispositions de la circulaire 24 F1-565 FP du 15 mai 1962 instituant trois échelons de rémunération. Ils sont affiliés au régime général de la sécurité sociale et bénéficient à ce titre, en cas de maladie, de maternité ou d'invalidité, des prestations en nature ou en deniers, dans les conditions fixées par le code de la sécurité sociale. Les dispositions de l'article 25 a du livre I^{er} du code du travail relatives à la priorité d'embauchage à l'issue du service militaire leur sont applicables. En matière de congé de maladie, les intéressés bénéficient des dispositions de la circulaire 67 F1-656 FP du 28 octobre 1963. En cas de maladie proprement dite, les auxiliaires peuvent obtenir après six mois de présence un mois à plein traitement, un mois à demi-traitement; après trois ans de présence, deux mois à plein traitement, deux mois à demi-traitement. En cas de grossesse, les auxiliaires peuvent bénéficier après un an de services d'un congé avec plein traitement d'une durée égale à celle fixée par l'article L. 298 du code de la sécurité sociale. Enfin, la question de l'assujettissement des auxiliaires à un régime complémentaire de retraite n'a pas manqué de retenir l'attention. Des études sont en cours en vue de faire bénéficier les intéressés, à titre complémentaire du régime général des assurances sociales, du régime de retraites par répartition institué par le décret du 31 décembre 1959 (I. G. R. A. N. T. E.) au profit des autres agents non titulaires de l'Etat employés à temps complet.

5587. — M. Orvoën demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, compte tenu des premières mesures intervenues pour le traitement et les congés de maladie, si l'ensemble du décret n° 46-759 du 19 avril 1946 peut être considéré comme applicable aux employés auxiliaires de l'Etat, notamment en matière de garanties disciplinaires, de réemploi après accomplissement du service militaire, de congés d'allaitement. Il lui demande, en outre, si une administration peut valablement empêcher ses auxiliaires de bénéficier du régime de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat (I. G. R. A. N. T. E.). (Question du 31 octobre 1963.)

Réponse. — Les personnels visés dans la présente question servent au titre de l'article 2 de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 aux termes duquel il ne peut être fait appel à des agents non titulaires que dans les cas suivants : 1° occupation d'emplois comportant un service journalier à temps incomplet ; 2° exécution de travaux exceptionnels justifiant le recours à un personnel d'appoint pour une durée limitée ; 3° remplacement temporaire et au maximum d'une durée d'une année de fonctionnaires titulaires, en cas d'impossibilité reconnue, de pouvoir aux emplois vacants par d'autres fonctionnaires du cadre. Les intéressés sont rémunérés conformément aux dispositions de la circulaire 24 F1-565 FP du 12 mai 1962 instituant trois échelons de rémunération. Ils sont affiliés au régime général de la sécurité sociale et bénéficient à ce titre en cas de maladie, de maternité ou d'invalidité des prestations, en nature ou en deniers, dans les conditions fixées par le code de la sécurité sociale. Les dispositions de l'article 25 a du livre I^{er} du code du travail relatives à la priorité d'embauchage à l'issue du service militaire leur sont applicables. En matière de congé de maladie, les intéressés bénéficient des dispositions de la circulaire 67 F1-656 FP du 28 octobre 1963. En cas de maladie proprement dite, les auxiliaires peuvent obtenir après six mois de présence, un mois à plein traitement, un mois à demi-traitement ; après trois ans de présence, deux mois à plein traitement, deux mois à demi-traitement. En cas de grossesse, les auxiliaires peuvent bénéficier après un an de services d'un congé avec plein traitement, d'une durée égale à celle fixée par l'article L. 298 du code de la sécurité sociale. Enfin, la question de l'assujettissement des auxiliaires à un régime complémentaire de retraite n'a pas manqué de retenir l'attention. Des études sont en cours en vue de faire bénéficier les intéressés, à titre complémentaire du régime général des assurances sociales, du régime de retraites par répartition institué par le décret du 31 décembre 1959 (I. G. R. A. N. T. E.) au profit des autres agents non titulaires de l'Etat employés à temps complet.

5667. — M. Ruais expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative la situation, au regard de la sécurité sociale, des fonctionnaires en congé spécial et exerçant une activité dans le secteur privé. Aux termes des dispositions actuellement en vigueur, ces fonctionnaires doivent cotiser au régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires et au régime de sécurité sociale générale, pour ne toucher, en définitive, que les prestations afférentes au régime général. S'agissant de fonctionnaires venant d'outre-mer et qui ont subi de ce fait, dans leur carrière, le contre-coup de la politique libérale de la France, il lui demande si la solution suivante ne pourrait pas leur être appliquée : 1° paiement par l'intéressé, en plus de la cotisation fonctionnaire, du seul complément des cotisations pour atteindre le tarif du régime général ; 2° paiement par l'employeur de la totalité des prestations du régime général dues par les employeurs ordinaires ; 3° possibilité d'adhérer au régime de retraite complémentaire des cadres ; 4° droit à la couverture la plus favorable des risques assurés par l'un ou l'autre régime. (Question du 19 novembre 1963.)

Réponse. — Le régime de sécurité sociale des fonctionnaires en congé spécial a fait l'objet du décret n° 62-503 du 13 avril 1962 (Journal officiel du 19 avril 1962, p. 4083). Suivant les dispositions de ce texte, les fonctionnaires en congé spécial, exerçant une activité dans le secteur privé, subissent à la fois les retenues sur leur traitement administratif et sur leur rémunération du secteur privé, et ne peuvent prétendre qu'aux prestations du régime général de sécurité sociale. 1° et 2° Sans méconnaître les bouleversements que les anciens fonctionnaires d'outre-mer ont pu connaître dans leur carrière, et compte tenu de l'avantage que constitue la position du congé spécial, la solution préconisée ne peut être retenue. Dès lors que le traitement antérieur est maintenu et que les intéressés perçoivent un salaire au titre de l'activité exercée dans le secteur privé, il est normal qu'ils paient la cotisation du régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires et celle prévue par le régime général dont ressortit leur activité privée. C'est la conséquence du principe de la répartition qui régit ces régimes ; 3° la possibilité d'adhérer à un régime complémentaire de retraites des cadres résulte du régime général de la sécurité sociale auquel les intéressés se trouvent soumis du fait de leur activité privée ; 4° certaines entreprises du secteur privé souscrivent au profit de leur personnel une assurance garantissant l'attribution d'un capital-décès équivalent à celui réservé aux ayants cause des fonctionnaires, ce qui compense le principal avantage du régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires par rapport au régime général.

5954. — M. Cornette demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative si un agent de catégorie C ou D, dans l'impossibilité d'obtenir une mutation dans un grade égal, peut renoncer au traitement et aux garanties de son grade actuel pour

obtenir sa mutation dans un emploi inférieur vacant dans le lieu de résidence désiré. (Question du 22 novembre 1963.)

Réponse. — La mutation est une mesure qui relève des dispositions générales concernant la position d'activité définie à l'article 35 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 comme étant celle du fonctionnaire qui, régulièrement titulaire d'un grade, exerce effectivement les fonctions de l'un des emplois correspondants. En conséquence une mutation pure et simple ne peut être prononcée qu'en vue d'affecter un fonctionnaire dans un emploi correspondant au grade dont il est titulaire dans le corps auquel il appartient. Aucun assouplissement à cette règle générale ne peut être envisagé en dehors du recours, très exceptionnel dans les cas de l'espèce, à la procédure du détachement. Le Conseil d'Etat a estimé en effet que s'il est inopportun de détacher un fonctionnaire dans un emploi comportant un classement hiérarchique inférieur à celui du grade dont il est titulaire, aucune disposition législative ou réglementaire ne rend cependant illégale une telle mesure. Au cas particulier signalé par l'honorable parlementaire, le changement d'affectation souhaité par l'intéressé ne pourrait, dans ces conditions, être réalisé que par la voie d'un détachement dans l'emploi sollicité, mais en tout état de cause, il appartient au ministre compétent d'apprécier si une telle mesure qui répond à l'intérêt exclusif de l'agent, est compatible avec celui du service.

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

6156. — M. Tourné expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que, dans certains centres ou internats publics et privés, destinés aux enfants inadaptés, un problème préoccupe les éducateurs, les surveillants et, partant les parents, c'est celui de la promiscuité, entre enfants inadaptés, infirmes moteurs ou cérébraux récupérables et enfants déficients totalement irrécupérables. Une telle situation devrait prendre fin. Les enfants inadaptés récupérables devraient être séparés des autres, classés irrécupérables. Des établissements spécialisés devraient être créés pour ces derniers cas. Ainsi ces malheureux êtres, à qui cependant la société doit manifester sa sollicitude, ne gêneraient pas la rééducation nécessaire des enfants déficients récupérables aussi bien sur le plan mental que sur le plan fonctionnel. Il lui demande quelle est la doctrine de son ministère en cette matière et quelles mesures il a prises ou compte prendre à cet effet. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — La préoccupation exprimée par l'honorable parlementaire a retenu toute l'attention du ministre de la santé publique et de la population. La coexistence et la promiscuité d'enfants inadaptés mentaux, infirmes moteurs ou cérébraux moteurs récupérables à côté d'enfants irrécupérables est une situation anormale qui doit devenir exceptionnelle. En effet, le développement des crédits d'équipement qui, en 1964, sont de dix-huit fois supérieurs à ceux de 1958 permet la création et le développement des établissements de diverses catégories, tels qu'ils sont prévus par les textes en vigueur. L'article 35 de l'arrêté interministériel du 7 juillet 1967 a prévu diverses catégories d'établissements compte tenu des différents facteurs d'inadaptation. Afin d'assurer la qualité et la spécialité des techniques des établissements, l'annexe XXIV du décret du 9 mars 1956 a défini pour chaque catégorie les conditions techniques auxquelles est subordonné leur agrément au titre de la sécurité sociale. Enfin, en ce qui concerne plus particulièrement les arriérés très profonds, la circulaire du 27 août 1963 a précisé les mesures particulières qu'il convenait de prendre à leur égard. Il s'agit de malades très lourdement handicapés relevant d'une tutelle médicale étroite et d'une assistance très prolongée et présentant : soit des syndromes d'arriération mentale du niveau de l'idiotie ; soit des syndromes d'arriération mentale d'un niveau supérieur à l'idiotie, mais associant des troubles moteurs à des anomalies qui rendent le sujet incapable de se suffire à lui-même dans les actes essentiels de la vie. Ces malades doivent être hospitalisés dans des services distincts : 1° du service de neuropsychiatrie infantile de l'hôpital psychiatrique, créé sur le terrain d'implantation de l'établissement proprement dit ; 2° des instituts médico-pédagogiques du département, créés en dehors de l'hôpital psychiatrique. La circulaire du 27 août 1963 a invité chaque département à établir un programme de réalisations pour arriérés très profonds en vue d'une inscription au V^e plan. Ainsi l'application des mesures déjà prises, liée au développement de l'équipement, conduit à séparer les enfants arriérés profonds des autres catégories de mineurs inadaptés.

6157. — M. Tourné demande à M. le ministre de la santé publique et de la population : 1° combien il existe d'établissements susceptibles d'accueillir des enfants inadaptés : a) dans le domaine public ; b) dans le domaine privé ; 2° quel est le nombre de places (en externat et en internat) : a) dans les établissements publics ; b) dans les établissements similaires privés. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — M. le ministre de la santé publique et de la population fait savoir à l'honorable parlementaire que le recensement complet des établissements sanitaires et sociaux publics et privés est actuellement en cours. Son exploitation, maintenant très prochaine, par la section des statistiques du ministère, permettra de répondre avec précision aux deux questions posées : 1° il est toutefois possible d'indiquer dès maintenant que le nombre des établissements publics pour enfants inadaptés est approximativement de 140 (sans compter les classes de perfectionnement de l'éducation nationale) et a dépassé 1.000 pour les établissements privés ; 2° le nombre des

places que totalisent ces établissements était, en 1962 : a) établissements pour enfants inadaptés stricto sensu, c'est-à-dire à prédominance rééducative ou pédagogique :

Centres d'accueil.....	312
Centres d'observation.....	2.168
Foyers de semi-liberté.....	2.623
Etablissements pour déficients moteurs.....	2.759
Etablissements pour déficients sensoriels (vue et ouïe).....	9.065
Centre de rééducation pour caractériels.....	21.365
Etablissements pour défilés :	
Légers.....	8.578
Moyens.....	10.048
Profonds.....	10.615
	29.241

Classes de perfectionnement de l'éducation nationale.... 36.192

Total..... 103.725

b) Etablissements de soins pour enfants malades inadaptés (à prédominance médicale) :

Enfants psychotiques traités dans les services de neuro-psychiatrie infantile des hôpitaux généraux et des hôpitaux psychiatriques.....	941
Maisons de soins pour enfants épileptiques.....	524

Total..... 1.465

Total général..... + 103.725

105.190

Pour les raisons indiquées ci-dessus, il serait difficile de préciser actuellement la répartition de ces places entre établissements publics et privés. On peut toutefois admettre que les places en établissements publics représentent approximativement 15 p. 100 au total général, à condition de ne pas inclure dans ce total les classes de perfectionnement de l'éducation nationale, et environ 44 p. 100 dans le cas contraire.

6217. — M. Tourné rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population que, parmi les problèmes de sauvegarde de la santé des Français et des Françaises, devrait figurer en bonne place le sérieux problème de la santé morale des garçons et des filles de notre pays. Mais ce problème semble être traité tout particulièrement sur le plan de la répression quand il s'agit de délinquance juvénile. Trop d'enfants de France sont jetés dans les mains de la police et traduits sur les bancs d'injustice, alors que leur cas dépend davantage de la médecine ou d'une pédagogie appropriée. La maladie, le mode de vie, la misère, l'injustice sociale sont le plus souvent à la base du désaxement de la plupart des enfants qui tombent dans la délinquance et non de prétendus caractères dangereux innés. Il lui demande : 1° quelle est la doctrine de son ministère pour contribuer en ce qui le concerne à la prévention de la délinquance juvénile ; 2° s'il existe, à cet effet, une coordination entre ses services et les services des autres ministères intéressés, et quels sont les résultats acquis ; 3° quels sont les crédits consacrés par son ministère pour prévenir la délinquance juvénile et soigner ces jeunes poursuivis comme des délinquants. 4° si son ministère a des établissements appropriés sous son contrôle et, dans l'affirmative, lesquels ; 5° si le ministère de la santé publique et de la population forme du personnel — médecins, assistantes sociales, éducateurs — susceptibles de s'occuper de l'enfance dite délinquante. (Question du 5 décembre 1963.)

Réponse. — La prévention de la délinquance juvénile est l'une des préoccupations et des attributions fondamentales du ministère de la santé publique et de la population. L'ensemble de l'action sociale préventive tend à empêcher le développement de conditions sociales favorables à l'éclosion de la délinquance. L'équipement social du pays et en particulier la multiplication des centres sociaux y contribue, mais cette politique générale est complétée par une action plus spécifique concernant plus directement la jeunesse. La création des foyers de jeunes travailleurs, la multiplication des clubs de jeunes donnent à la jeunesse un cadre protecteur. Il convient de noter plus particulièrement l'existence des clubs de prévention. Ceux-ci, qui sont animés par des éducateurs qualifiés, groupent aux heures de loisirs les adolescents déjà enclins à une certaine associabilité et susceptibles de se constituer en bandes. Il existe également des « équipes de rues » chargées de dépistage des mineurs et des relations avec les familles. C'est, en effet, dans le cadre des familles mêmes que l'action sociale préventive peut s'exercer avec le maximum d'efficacité. Les mineurs en danger appartiennent souvent à des familles dont les conditions de vie, la déficience, l'inadaptation, provoquent des réactions anti-sociales et il convient avant tout de modifier, par la persuasion et dans le respect du cadre familial, le climat moral dans lequel vit l'enfant. C'est le rôle spécial des équipes de travailleurs sociaux (travailleuses familiales, éducateurs, assistantes sociales, psychologues) qui exercent « l'action éducative en milieu ouvert » dont les moyens sont divers : éducation ménagère de la mère de famille, conseils sur l'éducation des mineurs et, si nécessaire, orientation vers des solutions plus spécialisées de placement. Il n'est pas toujours possible de maintenir intact le groupe familial. Il peut être nécessaire, pour une période plus ou moins longue, de placer, par exemple, un ou plusieurs mineurs dans un des établissements appropriés tels qu'ils sont définis dans le V^e plan d'équipement. L'action sociale ainsi définie s'exerce en application du décret n° 59-100 du 7 janvier 1959 qui charge, dans chaque département, le directeur départemental de la population et de l'action sociale d'organiser le service de prévention pour dépister et aider les familles dont les

conditions d'existence risquent de mettre en danger la santé, la sécurité ou la moralité de leurs enfants. La circulaire Santé publique et population du 8 février 1961 en précise les modalités. Il est cependant des cas où l'action préventive qui suppose l'accord des familles se heurte à un échec. Le directeur départemental de la population peut alors saisir le juge des enfants qui, en application de l'ordonnance du 23 décembre 1958, est compétent pour prendre à l'égard des mineurs de vingt et un ans, dont la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation sont compromises, des mesures sans caractère pénal, de même nature que celles qui peuvent être prises par le directeur départemental de la population. La seule différence réside dans le caractère exécutoire de la mesure judiciaire. Ainsi, si la sanction de la délinquance juvénile relève exclusivement du ministère de la justice et des juridictions spécialisées, la prévention, organisée dans le cadre de l'ordonnance du 23 décembre 1958 et du décret du 7 janvier 1959, appartient à la fois aux autorités judiciaires et aux services extérieurs du ministère de la santé publique et de la population. Il existe donc entre les autorités judiciaires et les représentants locaux du ministère de la santé publique et de la population des liaisons constantes. En outre, en application de l'article 5 du décret du 7 janvier 1959, il est institué dans chaque département, auprès du préfet, un conseil de protection de l'enfance destiné à assurer la collaboration entre les différents services concourant à la protection de l'enfance en danger et à provoquer toutes études en cette matière. Ce conseil comprend, notamment, des représentants de l'autorité judiciaire, des services de la population et de l'aide sociale, de la santé, de l'éducation nationale et de l'union départementale des associations familiales. Sur le plan national, des commissions interministérielles santé publique—justice examinent les problèmes d'ordre général concernant la protection de l'enfance et de la jeunesse (habilitation et contrôle des établissements ; inscription des établissements au plan d'équipement). Des sessions d'études groupant magistrats de l'enfance et directeurs départementaux de la population sont, en outre, régulièrement organisées. De même une liaison de plus en plus étroite s'institue présentement avec les organismes compétents de la sûreté nationale (police urbaine principalement) quant au rôle que peut jouer la garde des sceaux dans une circulaire du 6 décembre 1963, le plan de l'éducation surveillée étant inclus dans le plan d'équipement sanitaire et social, l'évaluation des besoins et l'élaboration des projets d'équipement sont établis en collaboration par les services du ministère de la justice et du ministère de la santé publique et de la population. Il n'existe pas d'établissements nationaux recevant des mineurs en danger et dépendant directement du ministère de la santé publique et de la population ; les Instituts publics d'éducation surveillée (I.P.E.S.) sont gérés par le ministère de la justice. Le nombre des établissements départementaux est peu important, mais les foyers de l'enfance, établissements du service de l'aide à l'enfance destinés à recevoir les enfants pour un temps très bref pour observation et triage, accueil, en fait et parfois pour une certaine période, les mineurs en danger moral. Un certain nombre d'établissements à statut juridique privé sont habilités, par arrêté préfectoral sur avis des ministères de tutelle ; ils sont régulièrement contrôlés par les directeurs départementaux de la population et les juges des enfants. Ils reçoivent pour chaque enfant placé au titre des lois et décrets précités, un prix de journée calculé comme en matière hospitalière imputé sur les crédits de l'aide à l'enfance. Il existe plusieurs catégories répondant à des besoins spéciaux : 1° centres d'observation pour triage et orientation des mineurs ; 2° clubs de prévention ; 3° maisons d'enfants à caractère social recevant des enfants appartenant, pour la plupart, à des familles déficientes mais ne souffrant pas d'une inadaptation particulière ; 4° centres scolaires ou professionnels de rééducation ; 5° homes de semi-liberté réservés aux adolescents dont la situation n'exige qu'un encadrement éducatif en dehors des heures de travail. Tous ces établissements nécessitent un personnel spécialisé dont la formation est assurée soit par le centre de Vaucresson géré par le ministère de la justice, soit par des écoles d'éducateurs spécialisés agréées par le ministère de la santé publique et de la population. Il en existe actuellement plus de vingt assurant la formation de plus de 2.000 éducateurs.

6269. — M. Rabourdin expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'aux termes de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires il appartient au Gouvernement de régler par décret la situation des fonctionnaires et de fixer le statut propre aux diverses catégories. Or, depuis la loi du 14 octobre 1946, les critères retenus pour la définition des catégories de fonctionnaires sont avant tout l'occupation d'un emploi permanent dans une administration. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour définir rapidement le statut des infirmières et des infirmiers occupant précisément un emploi permanent dans les administrations de l'Etat, ou les établissements publics, qui actuellement, considérés comme auxiliaires, n'ont ni la sécurité de l'emploi, ni de classement indiciaire, ni droit à la retraite. (Question du 10 décembre 1963.)

Réponse. — L'arrêté du 9 novembre 1955 dans son article 13 a prévu les conditions d'emploi du personnel auxiliaire dans les établissements hospitaliers ; cet article prévoit qu'il ne peut être fait appel à des agents non titulaires que dans des cas limités, et notamment : a) pour l'occupation d'emploi comportant un service journalier à temps incomplet ; b) pour l'exécution de travaux exceptionnels pour une durée limitée à une année ; c) pour le remplacement temporaire, et au maximum pour une année, d'agents titulaires, en cas d'impossibilité de pourvoir aux emplois vacants par des agents titulaires ou stagiaires. Le personnel auxiliaire, lors de son recrutement doit être avisé des conditions précaires

de sa position administrative. Le ministre de la santé publique et de la population a, récemment encore, rappelé aux directeurs d'hôpitaux les règles régissant l'emploi d'auxiliaires. Il n'ignore pas, cependant, la situation de fait actuelle. Aussi des mesures transitoires et exceptionnelles de titularisation sont-elles actuellement mises sur pied d'un commun accord entre le ministère de la santé publique et de la population et le ministère des finances et des affaires économiques.

6367. — M. Escande demande à M. le ministre de la santé publique et de la population à quelle date interviendra le décret portant modification du statut des inspecteurs de la population et de l'action sociale, le reclassement indiciaire des intéressés décidé par le décret n° 62-1276 du 31 octobre 1962 étant subordonné à la publication de ce texte réglementaire. (Question du 12 décembre 1963.)

Réponse. — Le décret portant modification du statut des fonctionnaires de l'inspection de la population et de l'action sociale est actuellement en cours d'examen au ministère des finances et des affaires économiques. Il est susceptible d'intervenir à bref délai.

6505. — M. Manceau expose à M. le ministre de la santé publique et de la population le cas d'un ouvrier professionnel de l'usine E. D. F. de Guerledan. Celui-ci a un enfant de vingt-et-un ans atteint de déficience mentale. Depuis un an, l'enfant n'est pas couvert par l'assurance maladie de la sécurité sociale. La charge financière, déjà très lourde que cet enfant représente pour sa malheureuse famille va être accrue dans quelques mois lorsque l'intéressé va être admis à la retraite. Se référant à la réponse donnée au *Journal officiel* du 26 juillet 1963 à la question écrite n° 3336 de M. Lamps qui prévoit des consultations entre les divers départements ministériels concernés par une modification de l'article 98 du décret du 29 décembre 1945 qui permettrait d'admettre de tels malades dans l'assurance volontaire de la sécurité sociale. Il lui demande : 1° s'il entend donner un avis favorable à cette modification. En effet, cette mesure semble la mieux susceptible de répondre aux difficultés tragiques rencontrées par de nombreuses familles. Il est fait remarquer qu'il ne s'agit pas d'admission à risque ouvert de personnes déjà malades, mais de continuer avec des modes différents la couverture déjà donnée par la sécurité sociale, selon des principes étrangers aux calculs de rentabilité des actuariats ; 2° quelles mesures il compte prendre dans l'immédiat pour permettre à l'intéressé et aux autres familles dans la même situation de subvenir aux soins dont ont besoin leurs enfants majeurs, déficients, malades chroniques ou infirmes. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — 1° Le ministre de la santé publique et de la population est favorable à la modification proposée par l'honorable parlementaire, de l'article 98 du décret du 29 décembre 1945. Cependant, en cette matière, il ne peut que réserver la position du ministre du travail, principal responsable de la politique de sécurité sociale. 2° Actuellement, l'assuré social, père d'un enfant infirme n'ayant plus droit à la protection d'un régime de sécurité sociale du fait qu'il a atteint l'âge de vingt ans, peut réclamer pour cet enfant le bénéfice de l'aide sociale, notamment en ce qui concerne les soins médicaux et hospitaliers. Le recours à l'aide sociale permet, lorsque le père voit ses revenus diminuer par suite de sa mise à la retraite, d'apporter, principalement dans les cas de maladie grave de l'infirmes, un soulagement pécuniaire appréciable. Il n'est pas exclu d'ailleurs que l'enfant infirme puisse bénéficier aussi d'une aide permanente au titre de la législation en faveur des aveugles et des grands infirmes. Lorsque l'occasion lui en est offerte, le ministre de la santé publique et de la population ne manque jamais de recommander aux parents d'un enfant infirme âgé de plus de quinze ans (quelles que soient l'origine et la forme de la déficience : infirmité physique, débilité mentale, maladie chronique) de présenter celui-ci à l'examen de la commission départementale d'orientation des infirmes. Cet organisme, en fonction des aptitudes de l'infirmes, des conclusions d'enquête sociale et de la situation du marché du travail, donnera son point de vue à la commission de l'aide sociale. Cette dernière sera alors en mesure de décider en toute connaissance de cause de la nécessité d'accorder une aide à l'intéressé et de la forme d'aide sociale la mieux adaptée. Si l'infirmes ne peut pas travailler, il pourra bénéficier soit d'une allocation à domicile, soit d'un placement familial, soit d'une hospitalisation. S'il peut travailler mais seulement après une rééducation professionnelle, l'aide sociale prendra en charge les frais de séjour dans un centre de rééducation. Enfin, s'il est apte à travailler mais dans des conditions telles que son travail est difficilement rentable, il pourra alors être placé dans un centre d'aide par le travail au titre de l'aide sociale.

6521. — M. Davoust expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que des associations familiales et groupements de maisons familiales de vacances entreprennent la construction de pavillons, logis ou maisons, la plupart du temps en préfabriqué semi-dur, pour recevoir pendant la période des vacances des familles généralement de ressources modestes. Les services rendus par les maisons familiales de vacances sont reconnus par les services publics qui contribuent à leur développement mais, les devis des travaux à exécuter ayant considérablement augmenté alors que le financement reste inchangé, les responsables de ces groupements ne vont pas pouvoir exécuter intégralement les projets qu'ils ont élaborés pour les mois et années à venir. Or, il apparaît à la suite d'expériences semblables déjà tentées dans d'autres pays, en Angleterre, notamment, que la formule tendant à remplacer les pavillons par

des « caravanes » permettrait de maintenir le plan de financement actuels (caisse nationale de sécurité sociale, crédits divers, etc.) tout en conservant aux maisons familiales de vacances la même capacité d'accueil. Une telle opération donnerait satisfaction à toutes les parties : organismes de crédit, promoteurs, usagers. En effet, l'acquisition de caravanes permettra de réduire les frais d'entretien souvent considérables lorsqu'il s'agit de préfabriqués situés au bord de la mer. D'autre part, des pavillons plus coûteux en dur et même en demi-dur ne sont utilisés que pendant deux ou trois mois chaque année, alors que la « caravane » — grâce à sa mobilité — permet une utilisation en toute saison. Jusqu'à présent les textes prévoyant que l'agrément de principe pouvait être accordé à des maisons familiales de vacances réalisées en dur, en bungalows et même sous tentes, il semblerait logique d'ajouter maintenant la formule « caravanning » qui n'existait pas au moment où ces textes furent rédigés. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour tenir compte, au bénéfice des maisons familiales de vacances, de l'essor considérable du « caravanning » et des possibilités nouvelles qu'il offre tout particulièrement en la circonstance. (Question du 19 décembre 1963.)

Réponse. — Les dispositions de l'arrêté du 10 mars 1954 concernant la structure et l'installation des maisons familiales de vacances sont assez souples pour permettre des solutions variées. Il convient toutefois de ne pas perdre de vue que ces établissements, destinés à des familles de condition modeste, doivent avoir pour principal objet de procurer à leurs hôtes une détente aussi complète que possible dans un cadre à la fois agréable et reposant, avec un confort suffisant ; l'organisation adoptée doit tendre en particulier, grâce à des services collectifs appropriés, à libérer les mères de famille de la majeure partie des tâches matérielles qu'elles accomplissent habituellement dans leur foyer (instruction n° 175 du 23 décembre 1955, titre III, A, publiée au *Journal officiel* du 31 décembre). Il importe également que, sur le plan de l'hygiène et de la sécurité, les établissements ayant obtenu l'agrément ministériel soient, en permanence, soumis au contrôle des fonctionnaires qualifiés. Or, il semble que ces diverses conditions seraient assez difficilement respectées si l'accueil des familles était réalisé principalement au moyen de « caravanes », transportées d'un lieu à un autre suivant la saison. D'une part, ce mode de logement ne conviendrait pas aux familles nombreuses qui forment la majeure partie de la clientèle des maisons familiales de vacances. D'autre part, la mobilité des caravanes offrirait un avantage plus apparent que réel, car elle se concilierait mal avec la nécessité de services collectifs devant constituer un élément fondamental de l'établissement et qui requièrent une implantation fixe ; de même le contrôle réglementaire, qui ne peut s'exercer efficacement que si l'installation présente une certaine stabilité, deviendrait pratiquement impossible ou au moins très malaisé. Enfin il n'est pas certain que, du point de vue financier, la caravane soit plus intéressante qu'une construction en dur, en demi-dur, ou même en éléments préfabriqués, compte tenu notamment de son délai d'amortissement comparativement très court. Au surplus, il convient de rappeler que si les prix des constructions neuves ou des acquisitions d'immeubles existants ont augmenté au cours des dernières années, le volume global des crédits d'origine publique ou semi-publique affectés à la création de nouvelles maisons familiales de vacances est lui-même en constante progression d'un exercice à l'autre, le taux de la majoration pouvant être chiffré à 15 p. 100 environ de 1962 à 1963. La question de principe posée par l'honorable parlementaire ne peut en tout cas recevoir une réponse définitive avant qu'une étude approfondie ait été effectuée à l'occasion de la présentation d'un certain nombre de projets du type considéré. Le ministre de la santé publique et de la population est néanmoins disposé dès maintenant à faire examiner avec attention les demandes des maisons familiales de vacances qui désireraient augmenter leur capacité en utilisant dans certaines limites, des caravanes comme moyen d'appoint.

6547. — M. Terrenoire rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population les termes de l'arrêté du 29 août 1963, pris en application de l'article 2 du décret du 18 janvier 1962 concernant les honoraires attribués aux pharmaciens d'officine ne possédant pas de laboratoires d'analyses médicales, pour transmission aux laboratoires où les analyses sont effectuées, des prélèvements qui leur ont été confiés. Il lui demande : 1° si ces honoraires de transmission d'analyses sont à la charge du malade ou du laboratoire d'analyses médicales exécutant les examens demandés ; 2° dans la deuxième hypothèse, si ces honoraires de transmission peuvent, en certains cas, dépasser les 33,33 p. 100 fixés précédemment par l'ordre des pharmaciens en application de l'article 8 du décret du 18 mai 1946 (cas limite d'une recherche d'albumine dans l'urine B. 2 = 150 F). Cas d'une urée sanguine B. 10 = 7,50 F ; 3° le décret du 18 janvier 1962 prévoyant ces honoraires forfaitaires en sus des « frais de port exposés » si « ces frais » ainsi admis autorisent le pharmacien d'officine à envoyer au laboratoire d'analyses médicales des « notes de frais » (téléphone, taxi, courrier, etc.) ; 4° si le décret du 18 janvier 1962 est applicable seulement aux « prélèvements transmis » déjà effectués ou s'il peut s'étendre implicitement aux prélèvements à effectuer dont les demandes sont formulées par le pharmacien d'officine au laboratoire d'analyses médicales sur le vu d'une ordonnance médicale et pour lesquelles le biologiste effectue lesdits prélèvements au domicile du malade ou à son laboratoire. (Question du 20 décembre 1963.)

Réponse. — 1° Le ministère du travail a eslimé que les honoraires forfaitaires institués par le décret du 18 janvier 1962 ne devaient pas être à la charge du malade ; 2° dans quelques cas, à la vérité exceptionnels, l'honoraire forfaitaire peut dépasser les 33 p. 100 de

l'analyse fixés précédemment par l'ordre des pharmaciens. Toutefois, la recherche de l'albumine dans les urines est une analyse extrêmement simple à la portée de tout médecin et de tout pharmacien et ne devrait pas nécessiter une transmission. La recherche de l'urée dans le sang n'est pas beaucoup plus complexe et pratiquement tout pharmacien d'officine peut l'exécuter et se voir rembourser; 3° le décret du 18 janvier 1962 a prévu le remboursement des « frais de port » et il faut entendre par cette expression le montant des frais d'envoi exclusivement; 4° le décret du 18 janvier 1962 et l'arrêté du 23 août 1963 ne peuvent laisser aucun doute. Il s'agit de la transmission de prélèvement qui « ont été confiés » au pharmacien d'officine et donc qui, en tout premier lieu, ont été effectués par une personne ayant qualité pour pratiquer le prélèvement et qui, en second lieu, ont été déposés à l'officine.

TRAVAIL

5719. — M. Noël Barrot demande à M. le ministre du travail de lui indiquer : 1° s'il est d'accord avec la nouvelle organisation de ramassage des analyses médicales et de l'envoi de ces analyses par des pharmaciens à des laboratoires spécialisés, telle qu'elle est prévue par l'arrêté n° 24-830, paru au Bulletin officiel des services des prix, en date du 29 août 1963; 2° si la somme de trois francs d'honoraires de transmission accordée au pharmacien est incluse dans le tarif tel qu'il est prévu à la sécurité sociale en B, ou si, comme le prétendent un certain nombre de laboratoires de biologie médicale, cette somme doit être comptée en supplément; 3° si, en raison de cette façon de procéder, les malades vont bien être remboursés à 80 p. 100 du prix des analyses. (Question du 9 novembre 1963.)

Réponse. — L'arrêté n° 24-830 du 29 août 1963 (Bulletin officiel des services des prix du 5 septembre 1963) relatif au tarif des analyses médicales a été pris sous la double signature de M. le ministre des finances et des affaires économiques et de M. le ministre de la santé publique et de la population, en exécution de l'article 8 du décret n° 46-1111 du 18 mai 1946 portant règlement d'administration publique relatif aux statuts des laboratoires d'analyses médicales, modifié par le décret n° 62-106 du 18 janvier 1962. Cet arrêté fixe à trois francs le montant de l'honoraire forfaitaire que les pharmaciens d'officine ne possédant pas de laboratoire d'analyses sont autorisés à percevoir lorsqu'ils transmettent aux laboratoires ou les analyses sont effectuées les prélèvements qui leur sont confiés. Cet arrêté, dont le ministre du travail n'a d'ailleurs pas été signataire, a été pris conformément aux dispositions du décret du 18 janvier 1962, qui a eu seulement pour effet de substituer au système antérieur, qui proportionnait la rémunération du pharmacien au coût de l'analyse pratiquée, un honoraire forfaitaire que l'arrêté susvisé a eu précisément pour objet de fixer, sans affecter les rapports existant précédemment entre pharmacien et le laboratoire d'analyses. Le prix payé par l'assuré social comme la somme qui lui est remboursée par la caisse de sécurité sociale ne sont nullement affectés par la substitution, dans les relations entre le pharmacien d'officine et le laboratoire, d'un honoraire forfaitaire à une rémunération proportionnelle. Il en résulte donc que, comme antérieurement, le tarif demandé à l'assuré social doit être conforme à l'arrêté du 22 novembre 1962 (Bulletin officiel des services des prix du 24 novembre 1962) fixant la valeur de la lettre clé B et qu'il en sera dès lors remboursé à 80 p. 100. Toute infraction d'un laboratoire à ces dispositions serait passible de sanctions au titre de la législation sur les prix.

6063. — M. Bernard Rocher appelle l'attention de M. le ministre du travail sur les conditions dans lesquelles sont attribuées les vacances légales des concierges d'immeubles parisiens. Actuellement, lorsqu'une concierge prend ses vacances, la rétribution de sa remplaçante est à sa charge. Cette dépense est au minimum de dix francs par jour, alors que ses appointements sont de cent francs par mois, et très souvent moins. Il lui demande s'il n'est pas possible que cette charge soit supportée par les sociétés ou les particuliers propriétaires d'immeubles. (Question du 28 novembre 1963.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle une réponse négative car ce qu'il souhaite est non seulement possible, mais obligatoire. Il convient d'observer, en effet, que conformément à l'article 5 modifié de la loi du 13 janvier 1939, qui est relative à la situation des concierges d'immeubles à usage d'habitation au regard de la législation du travail, la rémunération de la personne qui remplace le concierge pendant le congé annuel de celui-ci est à la charge de l'employeur. La loi précise que ce dernier doit verser, pour la rétribution du remplaçant, une indemnité distincte de celle afférente au congé annuel et double de celle-ci, abstraction faite des indemnités représentatives d'avantages en nature.

6104. — M. Davoust demande à M. le ministre du travail : 1° sur quelles dispositions légales s'appuie la circulaire 66 bis S. S.; 2° à la lumière d'un jugement du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne du 12 mars 1963, quelles garanties juridiques ou financières auraient les dispensaires qui, en application de ce texte, seraient poursuivis pour des licenciements jugés abusifs, puisque motivés par des faits extérieurs étrangers à leur fonctionnement et à leur conventionnement, faits par ailleurs nullement en infraction avec la loi et, notamment avec le décret du 12 mai 1960, mais expressément prévus dans ce dernier texte. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — 1° Les dispositions de la circulaire n° 66 bis du 31 mai 1963, relatives au fonctionnement des dispensaires, n'ont pas un

caractère impératif, mais constituent une recommandation adressée aux caisses régionales de sécurité sociale, pour tenir compte d'un certain nombre d'observations faites sur l'application du décret n° 60-451 du 12 mai 1960, relatif aux soins médicaux dispensés aux assurés sociaux. Il a, en effet, été constaté, dans les départements ne bénéficiant pas d'une convention conclue entre caisse régionale et syndicats médicaux, que des praticiens exerçant en dispensaire et bénéficiant, de ce fait, pour eux-mêmes et leurs ayants droit, des prestations prévues par la législation de sécurité sociale, se refusaient cependant à prêter, par ailleurs, leur concours à une bonne application de cette législation, en ne souscrivant pas l'adhésion personnelle à la convention-type, prévue en l'absence de convention départementale. Une telle dualité de situation ayant paru anormale, le ministre du travail, par la circulaire précitée, a demandé que les services des caisses régionales de sécurité sociale, « au cours des négociations qu'ils peuvent être amenés à engager avec les directions des dispensaires, s'efforcent d'introduire dans les conventions une clause aux termes de laquelle le dispensaire s'engagerait à ne faire appel qu'aux praticiens et auxiliaires médicaux liés par une convention intervenue en application de l'article 2 du décret n° 60-451 du 12 mai 1960 modifié ou, à défaut, ayant adhéré personnellement aux dispositions de la convention-type ». Il convient d'observer que les caisses régionales n'ont nulle obligation de signer des conventions avec les dispensaires, et qu'il leur est loisible d'exiger de leurs co-contractants, notamment quant au personnel médical utilisé dans ces établissements, les engagements qui leur paraissent présenter de l'importance sur le plan de la protection des assurés sociaux. Les dispensaires sont libres de refuser de prendre ces engagements et la caisse n'est nullement tenue, dès lors, de renouveler sa convention. C'est dire qu'en toute hypothèse, les dispensaires conservent toute liberté dans leurs négociations avec la caisse régionale de sécurité sociale en vue de la conclusion d'une convention et qu'ils restent juges de l'opportunité d'accepter ou non l'inclusion dans cette convention de la nouvelle clause recommandée; 2° il résulte de ce qui précède, que les dispensaires gardent l'entière responsabilité du choix de leur personnel médical et, partant, celle des licenciements auxquels ils pourraient éventuellement procéder. Dans le cas où l'un de ces licenciements serait reconnu abusif, il est exclu que la responsabilité d'un tiers, caisse de sécurité sociale ou Etat, en la personne du ministre du travail, puisse être évoquée.

6114. — M. Fernand Grenier expose à M. le ministre du travail qu'un travailleur de nationalité italienne, quoique né à Paris et ayant travaillé en France jusqu'à son retour dans le pays d'origine de ses parents, bénéficie d'une pension de vieillesse qui lui est servie par la caisse régionale vieillesse de Paris, en application des traités conclus en la matière entre la France et l'Italie. Cependant, il ne bénéficie pas, ni son conjoint, de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité, laquelle n'est accordée qu'à trois conditions : ne pas dépasser certain plafond de pension; être de nationalité française ou appartenir à un pays étranger ayant passé convention avec la France; résider sur le territoire métropolitain. Cette dernière condition n'étant pas remplie par l'intéressé retourné en Italie, il lui demande s'il n'envisage pas, pour des raisons évidentes d'équité, d'étendre le bénéfice de l'allocation supplémentaire aux pensionnés d'une caisse française qui sont retournés dans leur pays d'origine. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire comporte une réponse négative. Il n'est pas possible d'envisager la conclusion d'accords bilatéraux qui permettraient le maintien du bénéfice de l'allocation supplémentaire en faveur des ressortissants étrangers, qui regagnent leur pays d'origine, alors que la condition de résidence en France est exigée des ressortissants français.

6404. — M. Waldeck Rochet attire à nouveau l'attention de M. le ministre du travail sur les difficultés rencontrées par certaines personnes âgées, admises en maison de retraite, pour entrer en possession de la fraction de la pension ou de l'allocation de vieillesse qui leur revient. C'est ainsi qu'un titulaire de l'allocation aux vieux travailleurs salariés âgé de soixante-dix-neuf ans, pensionnaire d'une maison de retraite depuis le 20 octobre 1962, n'a perçu les 10 p. 100 des arriérés échus le 1^{er} octobre que le 24 octobre 1963 et encore le percepteur a-t-il déduit de cette somme le montant des dépenses d'hospitalisation afférentes à la période du 1^{er} au 20 octobre 1962, c'est-à-dire pour une période où l'intéressé n'était pas encore admis dans une maison de retraite. A une réclamation de sa part, le percepteur a répondu que les règlements lui interdisaient de lui verser directement la somme retenue, mais qu'il la tiendrait à la disposition des créanciers éventuels sur proposition de factures détaillées. Le requérant a produit une telle facture, mais le percepteur n'a pas encore désintéressé son créancier. En s'élevant contre de telles pratiques, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour les faire cesser et, dans le cas particulier, pour que le percepteur règle sans nouveau retard le montant de la facture qui lui a été adressée. (Question du 13 décembre 1963.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article L. 634 du code de la sécurité sociale, les allocations aux vieux travailleurs salariés sont saisissables dans les mêmes conditions et limites que le salaire. Toutefois, elles le sont dans la limite de 90 p. 100 au profit de établissements hospitaliers et des caisses de sécurité sociale pour le paiement des frais d'hospitalisation. Il résulte, d'autre part, des dispositions de l'article L. 142 du code de la famille et de l'aide sociale que les ressources de quelque nature qu'elles soient, à l'exception des prestations familiales dont sont bénéficiaires les personnes placées dans un établissement au titre de l'aide aux personnes âgées, sont affectées au remboursement des frais d'hospitalisation des intéressés dans la limite de 90 p. 100. M. le ministre de la santé

publique et de la population, sous la tutelle duquel sont placés les établissements hospitaliers, est seul compétent pour faire procéder à une enquête auprès du receveur de la maison de retraite où est hébergé l'intéressé, en vue de faire hâter éventuellement le paiement des sommes qui resteraient dues à ce requérant ou à ses créanciers, après les prélèvements légaux susindiqués.

6494. — M. Fanton expose à M. le ministre du travail que les assurés sociaux nés avant le 1^{er} avril 1887 ne bénéficient pas des mêmes avantages que ceux qui sont nés après cette date, tant en ce qui concerne la liquidation de leurs droits à la retraite qu'en ce qui concerne la pension de réversion du conjoint survivant. Il lui rappelle les promesses faites à ce sujet en 1959 par son prédécesseur devant l'Assemblée nationale et lui demande les raisons qui peuvent justifier une telle discrimination. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article L. 338 du code de la sécurité sociale, les assurés dont les droits à l'assurance vieillesse se sont ouverts antérieurement au 1^{er} avril 1946 (c'est-à-dire les assurés nés avant le 1^{er} avril 1886) restent régis par les dispositions du décret-loi du 28 octobre 1935 qui fixe obligatoirement à soixante ans la liquidation des droits à l'assurance vieillesse et ne permet pas de prendre en considération, à ce titre, les versements effectués après cet âge. Il convient d'observer, à cet égard, que les assurés qui ont vu leurs droits à l'assurance vieillesse liquidés sous le régime du décret-loi précité ont obtenu, à l'âge de soixante ans, une pension égale à autant de trentièmes de 40 p. 100 du salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées jusqu'à leur soixantième anniversaire, qu'il y avait de retenues annuelles de cotisations. (Or, sous le régime en vigueur depuis 1946, l'assuré qui désire obtenir une pension basée sur 40 p. 100 de son salaire annuel moyen doit normalement ajourner la liquidation de sa pension jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans.) Il est à remarquer que si les assurés relevant du décret-loi du 28 octobre 1935 n'ont pu bénéficier, au maximum, que de seize annuités de versements (de 1930 à 1946) ils ont perçu les arrérages de leur pension de vieillesse depuis leur soixantième anniversaire. On ne peut donc affirmer que les assurés relevant du décret précité soient, dans l'ensemble, défavorisés par rapport aux assurés bénéficiant des dispositions du régime actuel. Dans un souci d'équité, il a d'ailleurs été établi une certaine parité entre le montant des pensions liquidées sous l'ancien et le nouveau régime; c'est ainsi que la loi du 23 août 1948 portant réforme de l'assurance vieillesse a prescrit, à compter du 1^{er} juillet 1948, la révision des pensions relevant du décret-loi du 28 octobre 1935. En outre, depuis 1949, les coefficients de revalorisation fixés chaque année par arrêté interministériel, pour tenir compte de la variation générale des salaires, s'appliquent indifféremment à toutes les pensions de vieillesse, quel que soit le régime sous lequel elles ont été liquidées.

6500. — M. Schloesing demande à M. le ministre du travail: 1° quels sont les droits au point de vue retraite vieillesse des anciens membres du personnel de nationalité française du haut-commissariat de France en Indochine; 2° si le coût du rachat des cotisations au régime vieillesse des assurances sociales leur incombe pour les périodes où ils ont été salariés en Indochine au Gouvernement français. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — Les membres du personnel du haut-commissariat de France en Indochine qui n'étaient pas rattachés au régime des fonctionnaires sont traités comme des assurés sociaux. Etant donné qu'ils n'ont pu être assujettis aux assurances sociales au titre des emplois salariés exercés outre-mer, ils ont la faculté, en application de la loi n° 61-1413 du 22 décembre 1961, d'accéder au régime de l'assurance volontaire vieillesse pour ces périodes. Les cotisations dues à cette occasion sont évidemment à leur charge puisque aucune obligation n'incombe à leur employeur en Indochine. Elles concourent à leur ouvrir droit aux prestations de l'assurance vieillesse au même titre que les cotisations obligatoires.

6503. — M. Martel expose à M. le ministre du travail qu'une convention sur la sécurité sociale a été signée le 10 juillet 1950 entre la France et la République fédérale allemande et que l'arrangement administratif n° 4 de cette convention en fait bénéficier les travailleurs de la mine. C'est ainsi qu'un certain nombre de retraités mineurs, ayant travaillé en Allemagne et en France et résidant dans notre pays, bénéficient d'une retraite pour les années de travail effectuées dans les mines allemandes. Mais les intéressés ne bénéficient pas de l'allocation chauffage et logement pour les années passées en Allemagne, comme c'est le cas pour celles effectuées en France. Il lui demande les initiatives qu'il compte prendre en vue d'aboutir à l'amélioration de la convention franco-allemande précitée, afin que les retraités mineurs en cause bénéficient de l'allocation chauffage et logement pour toute la durée de leur carrière minière et non pas uniquement pour les années effectuées en France. Il lui signale que de telles dispositions sont incluses dans la convention signée le 17 janvier 1948 entre la France et la Belgique ainsi que dans la convention signée le 9 juin 1948 entre la France et la Pologne. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — Il est signalé tout d'abord à l'honorable parlementaire que la France, d'une part, comme d'ailleurs la Belgique et les autres pays du Marché commun, d'autre part, sont liés par les règlements n° 3 et 4 de la Communauté économique européenne

concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants, entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1959; ces règlements se sont substitués aux anciens accords bilatéraux. Par ailleurs, les prestations de chauffage et de logement dont bénéficient les pensionnés des exploitations minières et assimilées ne sont pas des accessoires des pensions servies par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines en application du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946, mais des avantages attribués en vertu du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées; ces avantages n'entrent donc pas normalement dans le champ d'application des règlements n° 3 et 4 précités. Il appartient donc à l'honorable parlementaire d'appeler, s'il le juge à propos, l'attention de M. le ministre de l'Industrie, dans la compétence duquel entre le statut du mineur, sur la situation, au regard des prestations de chauffage et de logement, des retraités du régime minier résidant en France et bénéficiaires d'une pension calculée par totalisation des périodes accomplies en France et dans la République fédérale d'Allemagne.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

5090. — M. Péronnet demande à M. le ministre des travaux publics et des transports: 1° quelles sont, dans l'état actuel de la réglementation en vigueur, les mesures qui s'offrent aux pouvoirs publics pour lutter contre le bruit provoqué par la circulation de certains véhicules motorisés à deux roues: mobyettes, motocyclettes, etc.; 2° cette réglementation s'avérant la plupart du temps insuffisante, quelles mesures il entend prendre pour la compléter et la rendre efficace. (Question du 8 octobre 1963.)

Réponse. — La question du bruit émis par les véhicules automobiles a fait l'objet à diverses reprises de plusieurs règlements dont le dernier en date est un arrêté du 25 octobre 1962 (publié au Journal officiel du 15 novembre 1962) pris sous le timbre commun du ministère des travaux publics et des transports et du ministère de la santé publique et de la population. Les normes imposées sont de plus en plus sévères, particulièrement en ce qui concerne les engins à deux roues. C'est ainsi que pour les cyclomoteurs, le niveau sonore ne doit pas dépasser 76 décibels, pour les vélomoteurs 80 décibels et pour les motocyclettes 86 décibels, ces valeurs étant toutefois susceptibles d'une tolérance de trois décibels. Cette réglementation déjà appliquée depuis le 1^{er} octobre 1962 pour les véhicules dont la réception par type ou à titre isolé a été effectuée après cette date est entrée en vigueur à compter du 1^{er} octobre 1963 pour tous les engins à deux roues en circulation. En application de cette dernière prescription, les propriétaires desdits véhicules sont donc astreints à procéder à l'échange de leurs silencieux s'ils ne répondent pas aux normes fixées par la réglementation en vigueur. L'arrêté susvisé prévoit également l'interdiction dans les agglomérations de l'usage du moteur à des régimes excessifs, notamment en démarrage et au point fixe, ainsi que les accélérations répétées. En outre, toute modification du système d'échappement susceptible d'accroître le bruit émis par un véhicule est proscrire. La réglementation limitant le bruit des véhicules automobiles est donc très complète et elle est particulièrement sévère en ce qui concerne les engins à deux roues dont le niveau du bruit maximum indiqué ci-dessus a été fixé à des plafonds nettement inférieurs à ceux de tous les autres véhicules. D'autre part, dans l'avenir, les maxima admis en matière de niveau sonore seront abaissés dans toute la mesure où les progrès techniques le permettront. Le problème est donc actuellement d'ordre répressif, et à ce titre, ressortit exclusivement des attributions de MM. les ministres de l'Intérieur et des armées, sous l'autorité desquels se trouvent respectivement placées les forces de police ou de gendarmerie chargées notamment de relever les infractions commises par les propriétaires des véhicules automobiles en matière de bruit. Un projet de texte est d'ailleurs en cours d'élaboration, projet dont les dispositions, qui portent à la fois sur les modalités de contrôle du niveau sonore des véhicules et sur la procédure de constatation des infractions, permettront auxdits services de faire respecter plus rigoureusement la réglementation.

5327. — M. Julien, se référant à la réponse donnée le 17 mai 1962 à la question écrite n° 13680 de M. Rieunaud, demande à M. le ministre des travaux publics et des transports de lui préciser si, comme cela semble ressortir des termes de sa réponse, un agent appartenant au statut particulier de la régie des chemins de fer du Sénégal, admis à la retraite à partir du 1^{er} avril 1962, peut prétendre, si elle est plus avantageuse pour lui, à la solde correspondant à son classement hiérarchique dans le statut général — échelle 12, échelon 9 — à l'instar de ce qui a été fait pour les fonctionnaires à partir du 1^{er} janvier 1956. (Question du 18 octobre 1963.)

Réponse. — Effectivement, sur un plan très général, les termes du dernier alinéa de la réponse qui a été faite à la question écrite de M. Rieunaud permettent de donner une réponse affirmative à la question de M. Julien. Les agents du statut particulier de l'ex-régie des chemins de fer de l'A. O. F., admis à la retraite avant ou après le 1^{er} avril 1962, voient leur pension calculée à partir des soldes de base S. N. C. F. correspondant au classement fictif dans le statut général auquel ils auraient pu prétendre s'ils avaient été pris en charge par l'assistance technique.

5959. — M. Cermolecco rappelle à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'au cours de la discussion de la loi de finances pour 1964 il a fait état de la création d'un groupement de recherches atmosphériques. Cette création a été confirmée par le ministre des travaux publics et des transports dans sa réponse, sans qu'aient été précisés cependant la composition et les moyens

de financement de cet organisme. La mise sur pied de ce centre de recherches, distinct de la météorologie nationale, est contraire aux dispositions de l'ordonnance n° 45-2665 du 2 novembre 1945 qui a réalisé l'unification du service météorologique français. La réforme envisagée s'opposerait aujourd'hui à une expansion réelle de la météorologie nationale dans tous les secteurs de l'économie française, en dessaisissant le service public de la pleine autorité en matière de recherche météorologique. Elle ne peut qu'avoir les conséquences les plus fâcheuses sur le recrutement et l'administration des personnels. C'est ainsi que la loi de finances pour 1964, budget de l'aviation civile, paragraphe 04-1-31, fait apparaître la création de sept emplois d'agent sur contrat chargé de fonctions de chercheur, création motivée par le développement de l'effort de recherche scientifique et technique de la météorologie. La désignation de ces emplois ne correspond à aucune catégorie à statut défini existant au ministère des travaux publics et des transports. D'une façon générale, toute création d'emplois de contractuels est en contradiction avec le freinage manifeste du recrutement des autres corps techniques (dont la qualification est garantie par statuts). Ceci est vrai principalement en ce qui concerne le corps des ingénieurs de la météorologie dont il est prévu de supprimer deux postes en 1964 (§ 04-2-32), tandis que la direction de la météorologie nationale estimait en janvier 1963, dans un rapport écrit, qu'il était nécessaire de créer au minimum 18 postes d'ingénieurs dans les trois années à venir. Il lui demande : 1° s'il envisage de procéder à une réforme fondamentale du service météorologique français, notamment en matière de recherche, en respectant l'unité du service et en lui conférant le caractère d'un monopole d'Etat, condition nécessaire d'un développement cohérent ; 2° s'il peut lui confirmer la promesse faite aux organisations syndicales C. G. T., C. F. T. C., C. G. T.-F. O. de la météorologie au cours d'une audience qu'il leur a accordée le 3 septembre 1963, de discuter avec elles de l'avenir du service et des revendications propres du personnel ; 3° sur le point précis du recrutement des contractuels, quelles sont les catégories de personnel désignées au § 04-1-31, à quels critères se rapporte le choix très précis de ces catégories et à quelle autorité seraient soumises ces personnes. (Question du 22 novembre 1963.)

Réponse. — 1° Dans le but de favoriser le développement des recherches ayant trait à l'atmosphère, la création d'un « groupe de recherches atmosphériques » est actuellement à l'étude avec le ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique. Ce groupe aurait pour but essentiel de coordonner avec ceux de la météorologie nationale les programmes des divers laboratoires s'occupant de recherches de physique et de mécanique de l'atmosphère et de resserrer les rapports entre les chercheurs des diverses disciplines. Parallèlement, il est prévu un développement des activités de recherche au sein de la météorologie nationale, développement qui se traduit déjà dans le projet de budget 1964 par l'inscription d'un crédit de 400.000 F. 2° Il est confirmé qu'il sera procédé en temps utile à l'examen des problèmes relatifs à l'avenir du service de la météorologie nationale et que, lorsque la conjoncture le permettra, les problèmes qui préoccupent le personnel seront évoqués dans ce cadre. 3° Les catégories de personnel contractuel désignées au paragraphe 04-1-31 sont les suivantes : 3° catégorie A, ingénieurs chercheurs ; 1° catégorie B, physiciens ou calculateurs ; 2° catégorie B, physicien adjoint ou calculateur adjoint qualifié ; 3° catégorie B, physicien adjoint ou calculateur adjoint, et correspondent à des qualifications reconnues par le Centre national à la recherche scientifique (C. N. R. S.). Ces personnels sont destinés pour quatre d'entre eux à être affectés à la section d'études spatiales pour effectuer des travaux de recherches sur les données des satellites météorologiques et pour les trois autres à la section haute-altitude de l'établissement d'études et de recherches météorologiques, pour effectuer des travaux de recherche sur l'atmosphère supérieure.

6018. — M. du Halgouët demande à M. le ministre des travaux publics et des transports si l'intention que ses services laissent apparaître de supprimer la desserte des petits colis et expéditions de détail par voie ferrée doit porter sur l'ensemble du réseau S. N. C. F. ou s'il ne sera procédé de la sorte que dans le cas où serait amorcée, dans le secteur visé, la suppression totale de la voie ferrée. (Question du 26 novembre 1963.)

Réponse. — La Société nationale des chemins de fer français procède actuellement à une réorganisation de ses services pour le trafic des petits colis et expéditions de détail. Il s'agit de mesures tendant à mettre en place une desserte routière, autour de certains centres ferroviaires, pour l'acheminement par route du trafic considéré. Elles sont destinées à rationaliser un service très déficitaire pour le chemin de fer et dont la productivité doit être améliorée. Il n'en résultera aucune gêne pour les usagers ; les nouvelles conditions de desserte seront même généralement plus favorables que le régime actuel, les colis subiront moins de transbordements et de manipulations, un plus grand nombre de petites localités seront desservies. Ces dispositions ont été mises en vigueur à titre d'essais autour de quelques gares-centres ; elles seront progressivement étendues à l'ensemble du réseau. Il n'est donc pas question de supprimer la desserte ferroviaire, pour le trafic « wagons », des localités auxquelles le nouveau régime est déjà appliqué pour les petits colis et les expéditions de détail.

6281. — M. Hersant demande à M. le ministre des travaux publics et des transports de lui préciser s'il est possible d'instaurer un sens unique sur toute la longueur des autoroutes et routes nationales principales d'accès à Paris, dans le sens du départ, le samedi après-midi et dans le sens du retour vers Paris le dimanche en fin d'après-midi. Dans l'affirmative, il conviendrait que les ponts et

voies de dégagement soient également prévus en sens unique. (Question du 10 décembre 1963.)

Réponse. — La question de la mise en service d'un sens unique sur certaines grandes voies, et notamment sur les autoroutes parisiennes, au moment des points d'entrée et de sortie, a fait l'objet d'une étude par mes services dès 1962. Cette étude a fait apparaître des difficultés très sérieuses quant à la réalisation d'un tel projet ; une mesure en ce sens risque de se traduire, en effet, par : 1° la perturbation du trafic en sens inverse qui, contrairement aux impressions visuelles, reste relativement important ; 2° des embouteillages aux exutoires et sur les artères de répartition dans l'agglomération parisienne ; 3° la nécessité de mesures de sauvegarde réduisant notablement la capacité supplémentaire offerte (une voie doit rester libre pour les secours et dépannages en cas d'accidents) ; 4° des difficultés et risques d'accidents dans l'utilisation à contresens de certains exutoires. Néanmoins, les services des ponts et chaussées ont été invités à poursuivre, au cours de l'année 1963, les observations nécessaires sur les conditions de l'écoulement en période de pointe. Le résultat de ces études précises permettra d'apprécier s'il est opportun de tenter un essai pour les prochaines pointes de rentrée, au printemps de 1964. D'autres mesures plus simples sont également étudiées afin de faciliter la fluidité du trafic : fermeture de certains accès et délestage sur certaines artères ; travaux de construction d'une troisième voie sur une partie de la branche de Fontainebleau de l'autoroute A 6.

6351. — M. André Halbout appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur les conditions d'obtention du permis de conduire pour certains handicapés physiques. Dans le cas particulier des personnes amputées des deux mains, la liste annexée à l'arrêté du 21 juillet 1954 précise en effet qu'un appareillage est indispensable. Or, certains de ces amputés ont acquis une dextérité telle qu'un appareillage ou une prothèse semble non seulement superflus, mais seraient au contraire susceptibles d'apporter une gêne. Il lui demande si, suivant les termes de l'article 1° de l'arrêté du 6 août 1960 instituant une commission spécialement constituée en vue d'examiner les personnes atteintes d'une amputation ou d'un trouble de fonctionnement pour la délivrance du permis de conduire, ledit article précisant que les personnes ayant subi une amputation, mais ayant obtenu une réadaptation exceptionnelle pour la conduite des véhicules automobiles, les amputés non appareillés ayant prouvé cette réadaptation exceptionnelle, peuvent solliciter leur comparution devant cette commission avec l'espoir d'un avis favorable. (Question du 12 décembre 1963.)

Réponse. — Tout candidat au permis de conduire ou conducteur amputé des deux mains, même non appareillé, peut solliciter sa comparution devant la commission nationale d'examen instituée par l'arrêté du 7 juin 1960, publié au *Journal officiel* du 6 août 1960. La commission appréciera si, dans le cas évoqué, le candidat au permis de conduire ou le conducteur peut effectivement conduire un véhicule avec toute la sécurité requise sans le port de prothèse ou sans aménagement de ce véhicule.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

6263. — 10 décembre 1963. — M. Ansquer expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 152-13 du code de l'urbanisme permet aux chambres de commerce, aux sociétés d'économie mixte légalement constituées et aux collectivités territoriales « d'acquiescer ou de construire des bâtiments à usage industriel en vue de leur cession ou de leur location ». Cette possibilité peut constituer dans les régions dites sous-développées, et notamment dans l'Ouest de la France, un facteur important d'incitation pour la réalisation des implantations industrielles si nécessaires à la solution du grave problème de l'emploi. La cession aux industriels intéressés des bâtiments ainsi achetés ou construits par les soins des chambres de commerce ou des collectivités territoriales implique, en application de l'article 721 du code général des impôts, le versement d'un droit de mutation de 13,20 p. 100, étant précisé, cependant, que sous certaines conditions énumérées à l'article 722 du code général des impôts ce droit peut parfois être réduit de 1,40 p. 100. A ces droits s'ajoute, en tout état de cause, une taxe locale de 2,80 p. 100. Dans la meilleure hypothèse, l'industriel devra donc acquitter sur la valeur des investissements immobiliers — et quel que soit le mode de paiement envisagé, qu'il s'agisse de paiement à terme ou de paiement comptant — une taxe dont le taux sera au minimum de 4,20 p. 100. Cette mesure pénalise lourdement les industriels qui procèdent ainsi à l'acquisition de bâtiments que les chambres de commerce et les collectivités territoriales ont en fait construits pour le compte et en fonction des plans desdits industriels, étant entendu que s'ils avaient construit les mêmes immeubles par eux-mêmes ils n'auraient pas été redevables de ce droit. De plus, on peut se demander si, dans les régions définies par l'article 1° du décret n° 59-483 du 2 avril 1959 relatif à l'octroi de la prime spéciale d'équipement, cette mesure est compatible avec la « politique d'entraînement » prévue par le IV° plan en faveur de ces régions. Elle aboutit en fait à diminuer singulièrement l'importance de l'aide susceptible d'être apportée par l'octroi

d'une prime d'équipement calculée sur les investissements considérés puisque l'industriel se voit dans l'obligation de reverser au Trésor, lors de l'acquisition des immeubles, une somme correspondant au minimum à 4,20 p. 100 de leur valeur. Il lui demande: 1° si les dispositions de l'article 1373 *quinquies* du code général des impôts, prévoyant l'enregistrement gratuit de certaines ventes d'immeubles, peuvent s'appliquer au cas particulier de la revente d'immeubles industriels achetés ou construits par des chambres de commerce et des collectivités territoriales; 2° dans la négative, s'il ne lui paraît pas opportun d'étendre le bénéfice de ce texte au cas considéré, tout au moins en ce qui concerne les régions définies par le décret du 2 avril 1959 précité.

6264. — 10 décembre 1963. — M. Borocco expose à M. le ministre de l'intérieur que l'arrêté du 12 novembre 1962, publié au *Journal officiel* du 25 décembre 1962, sous sa signature après accord de M. le ministre de l'agriculture, a fixé les nouvelles conditions d'accès des inspecteurs proposés au contrôle de la salubrité des viandes et des denrées alimentaires dans les services vétérinaires communaux et intercommunaux, en prévoyant des concours sur épreuves dont il fixe les modalités et le programme et en abrogeant expressément, en son article 2, toutes dispositions contraires antérieures. Bien que ce texte assure, sur ce point précis, l'unification de la législation sur le contrôle sanitaire des viandes prévue à l'article 8 de la loi n° 49-1653 du 31 décembre 1949 relative à l'introduction de la législation sanitaire vétérinaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, unification d'ailleurs prévue par l'article 23 de la loi complémentaire du 8 août 1962 qui a abrogé, avec l'ancien article 258 du code rural, la loi locale du 3 juin 1900, des difficultés se présentent dans ces départements où l'administration de tutelle semble s'en tenir à des règles de recrutement périmées et de moindre valeur. Il lui demande s'il ne pourrait donner des instructions formelles pour mettre fin à une attitude qui porte un grave préjudice aux agents intéressés en les plaçant dans une position d'infériorité par rapport à leurs collègues des autres départements du territoire national.

6266. — 10 décembre 1963. — M. Chérasse expose à M. le ministre des armées que le problème de la révision des pensions des colonels et lieutenants-colonels retraités antérieurement au 1^{er} juillet 1954, et remplissant les conditions d'ancienneté de grade et de service exigées pour l'accession à l'échelon supérieur, n'a toujours pas reçu de solution à ce jour. Il lui demande si, compte tenu des considérants formulés par le Conseil d'Etat il y aura bientôt quatre ans, et confirmés depuis à plusieurs reprises, il ne lui semble pas souhaitable de régulariser dans les meilleurs délais la situation de ces personnels dont le plus jeune d'entre eux a maintenant plus de soixante-cinq ans, en modifiant les conditions d'attribution de ces échelons et en adoptant par exemple des conditions analogues à celles prévues par le décret du 6 septembre 1931 pour les colonels du service de santé: « dans la limite d'un tiers et dans l'ordre de la liste d'ancienneté ».

6267. — 10 décembre 1963. — M. Le Theule appelle l'attention de M. le ministre du travail sur le décret du 11 décembre 1946 qui donne la liste des entreprises soumises à la loi du 21 octobre 1946 faisant obligation à certaines entreprises du bâtiment d'indemniser leurs ouvriers en cas d'arrêt de travail dû aux intempéries. Cette liste comprend entre autres les entreprises de serrurerie. Par décision de son département en date du 8 juin 1960, il a été admis que les rémunérations versées aux salariés uniquement occupés en atelier aux travaux de fabrication ne donneront pas lieu au versement de la cotisation de chômage-intempéries. Malgré cette décision, la charge ainsi laissée aux serrureries reste lourde. Des difficultés d'application surgissent d'ailleurs, tenant au fait que les mêmes ouvriers travaillent soit en atelier, soit sur chantier. Compte tenu du fait que: 1° lorsque les ouvriers de chantiers sont arrêtés par les intempéries, il n'y a, la plupart du temps, aucune difficulté à les faire travailler en atelier; 2° même au cours de l'hiver 1962-1963, pourtant particulièrement rude, le nombre d'entreprises de serrurerie qui avaient mis leur personnel au chômage-intempéries fut infime et ce pour une très brève durée; 3° il est de l'intérêt général de ne pas handicaper les professions du bâtiment qui exercent la majeure partie de leur activité en atelier, en leur faisant supporter des charges inutiles. Il lui demande s'il ne pourrait faire en sorte que les entreprises de serrurerie soient mises en dehors du champ d'application de la législation sur le chômage-intempéries.

6270. — 10 décembre 1963. — M. Laurin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les sinistrés de Fréjus (Var) assujettis à l'impôt sur les bénéfices commerciaux sont l'objet de redressements motivés par la réintégration dans leurs bénéfices laxables des dons qui leur ont été attribués pour faciliter la reconstitution de leurs biens détruits. Il lui demande si, par mesures de tempérament, l'administration pourrait assimiler ces subventions à des indemnités d'assurance, et admettre l'exonération sous condition de rempli prévue par l'article 40 du code général des impôts, pour la fraction de ces indemnités utilisée à la reconstitution de biens amortissables. Et, dans l'affirmative, si les intéressés pourraient être admis, même tardivement, à souscrire l'engagement de réinvestir prévu par l'article susvisé. Il lui demande, en outre, s'il ne serait pas possible de prendre en faveur des mêmes sinistrés des mesures analogues à celles qui ont été édictées par le décret du 6 octobre 1950 permettant l'étalement sur cinq années des sommes correspondant à l'indem-

nisation des stocks détruits par faits de guerre. Et si, enfin, il n'estime pas que les sommes reçues par les sinistrés en compensation de perte de clientèle ou d'éléments incorporels ne devraient pas échapper à toute taxation, en considération du but purement humanitaire poursuivi par les donateurs.

6271. — 10 décembre 1963. — M. Lainé expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les dépenses entraînées par le ramassage scolaire ne sont subventionnées par l'Etat qu'à raison de 65 p. 100 de leur montant, auquel s'ajoute une faible participation des conseils généraux. Il lui demande s'il n'estime pas que les crédits de la loi scolaire dite « loi Barangé » ne devraient pas être en partie utilisés à combler la fraction de ces dépenses qui reste à la charge des communes rurales et des familles.

6273. — 10 décembre 1963. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un affaissement de terrain s'est produit à Sevran (Seine-et-Oise), entraînant l'engloutissement d'une maison d'habitation. Il lui demande s'il envisage de faire bénéficier le propriétaire de l'immeuble sinistré des dispositions du décret du 22 juillet 1961 et de l'article 8 de la loi du 29 juillet 1961 en matière de réparation et de bonification d'intérêts, et de participation au remboursement du capital éventuellement emprunté pour la reconstruction de cet immeuble.

6275. — 10 décembre 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des affaires étrangères que l'annonce du prêt de 75 milliards d'anciens francs consenti à l'Espagne à un taux d'intérêt dérisoire a provoqué chez de nombreux Français une véritable stupeur. Il lui rappelle qu'au moment où son gouvernement marchande au sujet des droits des anciens combattants français, ce prêt se présente comme une récompense à celui qui fut l'allié d'Hitler et de Mussolini tout au long de la guerre de 1939-1945. Il lui demande: 1° si l'on considère que le régime de Franco fait partie du monde dit libre et des alliés naturels du gouvernement français; 2° si un tel geste ne participe pas du mépris absolu des valeurs pour lesquelles tant de Français ont donné leur vie au service de la patrie au cours de la dernière guerre.

6278. — 10 décembre 1963. — M. Mondon expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi du 28 décembre 1959 a exclu du champ d'application de la taxe complémentaire des revenus appartenant à la catégorie des bénéficiaires des professions non commerciales et provenant de sommes donnant lieu à une déclaration obligatoire, en vertu des articles 240, 241 et 1994 du code général des impôts. En application de ce dernier article, les caisses de sécurité sociale sont tenues de fournir au service des contributions directes un relevé récapitulatif par médecin, dentiste, sage-femme, des feuilles de maladie et notes de frais remises par les assurés. L'obligation ne concerne pas, en revanche, les actes effectués par les laboratoires. Il en résulte que les praticiens ne peuvent bénéficier de l'exonération de la taxe complémentaire pour la rémunération des actes effectués dans ces laboratoires. On comprend mal cette discrimination, d'autant plus que, très généralement, les caisses de sécurité sociale déclarent au service des contributions directes les honoraires versés par les assurés aux laboratoires. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, dans ces conditions de faire bénéficier les honoraires correspondant aux actes effectués par les laboratoires de l'exonération de la taxe complémentaire.

6279. — 10 décembre 1963. — M. Poudevigne rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la confédération des syndicats médicaux avait obtenu qu'il soit tenu compte, dans les évaluations forfaitaires, de la situation particulière des médecins conventionnés, dont les revenus sont déclarés en totalité. Le syndicat des médecins du Gard n'ayant pu obtenir ces assouplissements au bénéfice de ses adhérents s'est vu contraint, à regret, de dénoncer sa convention avec la sécurité sociale, venue à échéance le 31 octobre 1963. Cette situation est préjudiciable aux assurés sociaux du Gard qui se voient, depuis cette date, remboursés sur le barème des tarifs d'autorité établis par la commission interministérielle, nettement inférieurs aux tarifs de la convention. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer l'égalité fiscale aux médecins du Gard qui subissent actuellement et par rapport à leurs confrères d'autres départements, une surimposition de 25 p. 100 environ.

6280. — 10 décembre 1963. — M. Poudevigne demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quelles quantités de jus de raisin en provenance d'Afrique du Nord ont été importées au cours des années 1960, 1961, 1962, des trois premiers trimestres de 1963 et des mois d'octobre, novembre et décembre 1963.

6282. — 10 décembre 1963. — M. Chauvet rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques, d'une part, que l'article 16 de la loi n° 60-806 du 5 août 1960 édicte des exonérations du droit de timbre, du droit de mutation et des taxes locales pour les opérations immobilières réalisées par les S. A. F. E. R.; d'autre part, qu'en application de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 instituant un droit de préemption au profit des S. A. F. E. R., ce droit ne peut s'exercer contre le formier qui conserve son droit de préemption propre et bénéficie, dans ce cas, des mêmes avantages fiscaux; enfin, que ces avantages sont subordonnés à la condition que le preneur prenne l'engagement de continuer à exploiter per-

sonnellement le fonds pendant un délai de cinq ans. Il lui demande si un fermier ayant préempté, dans les conditions susvisées, des terres qu'il exploitait, pourrait se voir réclamer le paiement des droits de timbre et d'enregistrement éludés, dans l'hypothèse où il échangerait, avant l'expiration du délai de cinq ans, tout ou partie de ces terres en vue de leur remembrement ou si, au contraire, cette opération d'échange pourrait, par analogie avec les dispositions de l'article 832 du code civil, être considérée comme ne modifiant pas la notion d'exploitation personnelle.

6283. — 10 décembre 1963. — M. Schloesing expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation des enseignants rapatriés dont les dossiers sont en souffrance au service du contentieux des affaires algériennes, rattaché au ministère de l'éducation nationale. Depuis sa création, qui remonte à plus d'un an, ce service n'aurait pas réglé une seule des créances relatives à la période qui a précédé l'intégration des enseignants en métropole (traitements, rappels de traitements, capitaux-décès, indemnités de déménagement, indemnités pour heures supplémentaires). Il lui demande de lui préciser : 1° combien de dossiers ont été constitués à ce titre; 2° s'il est bien exact qu'aucun n'a été réglé et, dans le cas contraire, combien ont été réglés; 3° s'il est effectivement nécessaire que soient terminées les négociations sur la répartition des créances entre la France et l'Algérie pour que ces règlements interviennent et, dans l'affirmative, pour quelles raisons.

6285. — 10 décembre 1963. — M. Schloesing expose à M. le ministre des rapatriés le cas d'une veuve, titulaire d'une rente « victimes des événements d'Algérie » depuis le 14 février 1957, date à laquelle son mari a été tué, rente versée par la caisse générale des retraites de l'Algérie, 12, rue Bab-Azoum, à Alger, jusqu'au 9 avril 1962, qui se voit, à l'heure actuelle, refuser le bénéfice de l'aide temporaire aux victimes d'attentats terroristes ainsi que la possibilité de constituer un dossier de pension de veuve, sous le prétexte qu'elle n'a pas la nationalité française. Il lui demande dans quelle mesure cette situation est légale et, si tel est le cas, ce qui est prévu pour y remédier, compte tenu du fait qu'il paraît inadmissible qu'un droit reconnu sous l'empire d'une législation française ne soit pas maintenu en vertu de l'actuelle législation en faveur des rapatriés de quelque nationalité qu'ils soient.

6286. — 10 décembre 1963. — M. Privat expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en réponse à sa question n° 2396 du 27 avril 1963 relative à l'intégration de certains agents de la catégorie C, rapatriés de Tunisie et du Maroc, dans le corps des contrôleurs des impôts, il lui a indiqué le 6 juin 1963 qu'il n'était pas envisagé « d'étendre » les dispositions exceptionnelles du décret n° 61-332 du 31 mars 1961. Il lui fait remarquer qu'il n'était pas demandé une extension dudit décret, mais sa stricte application aux agents remplissant les conditions requises lors de sa date d'effet, sans distinction du lieu de recrutement et ce, en vertu des lois des 8 août 1955 et 4 août 1956 ayant permis d'intégrer les fonctionnaires issus des ex-cadres chérifiens et tunisiens dans l'administration métropolitaine, avec rang du jour de leur recrutement. Il précise que, dans un souci d'équité, l'administration a procédé, antérieurement au décret n° 61-332, à l'intégration de ces agents, après reconstitution de carrière, pour les mettre à parité avec leurs homologues métropolitains. La discrimination faite lors de l'application du décret ne peut être réglée à l'occasion de l'établissement des listes d'aptitude pour l'accès au corps de contrôleurs, qui doit intervenir en application des dispositions statutaires actuelles, car ces dispositions, qui n'intéressent que les agents ayant au minimum quarante ans d'âge et quatorze ans de services en tant que titulaires, sont totalement différentes de celles exigées par le décret n° 61-332. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de mettre un terme à cet esprit de discrimination, qui règne malheureusement encore dans certains services, en réparant l'injustice causée aux agents rapatriés, leur prouvant ainsi — et même par une mesure exceptionnelle si nécessaire — qu'ils sont réellement intégrés dans la communauté nationale.

6287. — 10 décembre 1963. — M. Chandernagor appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation des petits porteurs d'emprunts souscrits en Algérie. Jusqu'en octobre 1963, le Gouvernement français a régulièrement payé aux porteurs les intérêts de ces titres. Mais depuis cette date, il a déclaré que la charge de la dette incombait au Gouvernement algérien aux termes des accords d'Evian. Or, les souscripteurs ont donné leurs fonds à l'Etat français à une époque où l'Algérie était constitutionnellement un département français. De plus, ce n'était pas l'Algérie, mais la République française qui faisait appel à l'épargne publique, tel l'emprunt 1953 à 6 p. 100 dont les titres portent en gros caractères « République française, Gouvernement général de l'Algérie ». On ne peut prétendre, dans ces conditions, que les souscripteurs ont prêté leurs fonds à l'Algérie à une époque où la personnalité algérienne n'existait pas, ce territoire n'ayant qu'une personnalité administrative à l'intérieur de la République. Non seulement les intérêts des emprunts ne sont plus payés, mais les titres ne sont pas négociables. Il en est de même de la tranche algérienne de l'emprunt indexé, dit emprunt Pinay, réservée aux souscripteurs d'Algérie. Il lui demande si, pour éviter d'aggraver la spoliation dont sont victimes les Français originaires d'Algérie, le Gouvernement n'envisage pas d'accorder la garantie de l'Etat pour le paiement des intérêts et du capital à l'échéance en faveur des petits por-

teurs ayant seulement 2.000 francs de titres; subsidiairement d'accorder une garantie identique dans les limites ci-dessus en faveur des porteurs retraités ou des personnes disposant d'un revenu inférieur à 1.000 francs par mois, ainsi qu'en faveur des rapatriés économiquement faibles âgés de plus de cinquante ans ou invalides.

6288. — 10 décembre 1963. — M. Guillon attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation des cadres supérieurs de l'administration municipale (catégories A et B). Un projet de reclassement indiciaire de ces personnels établi par M. le ministre de l'intérieur, sur les propositions présentées par la commission nationale paritaire, a été soumis à ses services. Il lui demande si l'on peut espérer la parution prochaine de ce texte.

6289. — 10 décembre 1963. — M. Guillon attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation actuelle des cadres supérieurs de l'administration municipale. La qualité des services rendus par ces personnels et leur déclassement indiciaire par rapport à des catégories similaires sont indéniables. Il estime qu'il serait équitable de réduire le nombre des catégories de villes et d'assurer le reclassement, de classe à classe, des secrétaires généraux chefs de service. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en ce sens.

6290. — 10 décembre 1963. — M. André Halbout appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le problème de la révision des prix des loyers des locaux à usage commercial. Les demandes de révision triennales peuvent en effet être formées si l'indice des prix des 250 articles a varié de plus de 15 p. 100. Le président du tribunal de grande instance charge alors des experts de rechercher les éléments d'appréciation permettant de fixer les conditions du nouveau bail. Ces experts admettent en général le principe d'une revalorisation de 1 p. 100 par mois, ce qui, doublant le montant du loyer en six ans, ne correspond pas à l'augmentation du coût de la vie. Compte tenu de l'actuelle politique du Gouvernement en faveur de la stabilisation des prix, il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre afin de limiter les hausses abusives et, en particulier, si d'autres dispositions ne pourraient être étudiées en matière de renouvellement des baux commerciaux, par exemple l'indexation de leur montant sur l'indice des prix des 250 articles.

6293. — 10 décembre 1963. — M. Tomasini expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'un citoyen français, domicilié au Maroc, a été interné pour faits de résistance dans un camp de concentration du Sud marocain du 20 décembre 1940 au 4 décembre 1942. Il est titulaire de la carte d'interné politique. Ayant demandé à bénéficier de l'indemnisation prévue par l'accord conclu le 15 juillet 1960 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en faveur des ressortissants français victimes des persécutions nationales-socialistes, il s'est vu répondre qu'il n'y avait pas droit, du fait qu'il n'avait pas été arrêté et détenu en territoire français. Il lui demande de quelle indemnisation peut bénéficier l'intéressé dont le sort, pendant ces deux années d'internement, a été peu différent de celui des internés politiques en territoire français.

6296. — 10 décembre 1963. — M. Davoust expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que le décret n° 62-277 du 14 mars 1962 a créé dans la hiérarchie du corps des administrateurs civils le grade nouveau d'administrateur hors classe au profit de ceux d'entre eux « qui sont chargés de fonctions d'encadrement ou d'études comportant des responsabilités particulières ». Aucune disposition dudit décret n'a toutefois défini explicitement les critères d'appréciation de ces responsabilités, mais un autre décret, portant la même date et le numéro 62-278, a fixé pour chaque département ministériel le nombre maximum des emplois correspondant à la hors-classe, étant entendu que, pour les premières nominations à intervenir, une proportion déterminée ne pourrait être dépassée par rapport à l'effectif des administrateurs civils « réellement en fonctions » à l'administration centrale considérée. Néanmoins, dans chaque ministère, l'accès à ladite hors-classe a été ouvert aux administrateurs civils de 1^{re} classe se trouvant en position de détachement dans les conditions prévues par l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut de la fonction publique. Une circulaire de son département, portant la date du 1^{er} avril 1963 et le numéro 622, a entériné cette extension comme conforme au principe posé par l'article 38 dudit statut et formulé, à l'intention des autres ministères, des directives « en vue de maintenir un juste équilibre entre les intérêts des fonctionnaires en activité dans leur propre administration et ceux de leurs collègues placés en position de service détaché ». Le souci d'un juste équilibre exprimé dans la circulaire susvisée peut, dans certains cas, conduire à méconnaître la réalité des « responsabilités particulières » qui s'attachent aux fonctions exercées par le fonctionnaire détaché, dès lors qu'une notion mathématique de proportion est substituée à la constatation objective des dites responsabilités, telles qu'elles sont définies implicitement par le décret organique, pour justifier l'accession des administrateurs civils à la hors-classe. Il lui signale, à titre d'exemple, le cas d'un administrateur détaché depuis de nombreuses années, occupant un poste de direction l'assimilant à un chef de service

d'administration centrale, à la tête d'un organisme d'intérêt public à compétence nationale, qui se trouve écarté de la hors-classe, nonobstant l'ancienneté et la qualité de ses services parfaitement comparables à ceux de ses collègues plus favorisés — et cela en dépit des responsabilités particulièrement lourdes qui, de l'avis même du ministre de tutelle qui l'a nommé, s'attachent à ses fonctions. Il lui demande : 1° si, dans le cas décrit ci-dessus, le fait d'avoir contresigné l'arrêté de nomination implique la confirmation des errements suivis par l'administration responsable; 2° si, d'une manière générale, ses services ont exercé un contrôle préalable sur l'établissement des tableaux d'avancement pour la hors-classe; 3° s'il n'estime pas nécessaire de modifier ses instructions initiales à l'effet de pallier les inconvénients qui en découlent, lesquels peuvent, par une voie discriminatoire, conduire à de véritables dénis de justice.

6297. — 10 décembre 1963. — M. Barniaudy expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant : M. X... était propriétaire d'un domaine agricole en vertu d'une donation entre vifs à titre de partage anticipé par son père. M. X... est décédé, laissant trois enfants et sa veuve usufruitière d'un quart. Par suite de l'expropriation de ce domaine, nécessitée pour permettre la construction d'un barrage, les trois enfants et leur mère ont acquis un domaine conjointement et indivisément entre eux, en remploi de l'indemnité résultant de l'expropriation (ladite indemnité s'appliquant à la propriété dépendant de la succession de leur époux et père). Les trois enfants ont l'intention de procéder au partage du domaine agricole acquis en remploi, comme il est dit ci-dessus, conjointement et indivisément entre eux, avec attribution de la totalité des immeubles à l'un d'eux, grevée de l'usufruit d'un quart revenant à la veuve, moyennant soule aux deux autres. Etant précisé que les conditions de superficie et de valeur vénale prévues à l'article 832-1 du code civil sont remplies, il lui demande si l'attributaire peut bénéficier de l'exonération du droit de soule sur les exploitations agricoles, prévue à l'article 710 du code général des impôts.

6298. — 10 décembre 1963. — M. Bernard rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en application de l'ordonnance n° 60-907 du 30 août 1960, les allocations d'alcool en franchise de droits, prévues en faveur des bouilleurs de cru par l'article 3 de la loi du 28 février 1923, seront supprimées progressivement, au fur et à mesure que disparaîtront les bénéficiaires actuels. Les personnes physiques qui pouvaient prétendre à une allocation en franchise pendant la campagne 1959-1960 sont maintenues dans ce droit, à titre personnel, sans pouvoir le transmettre à d'autres personnes qu'à leurs conjoints survivants. Il serait opportun d'assouplir cette législation de manière à autoriser le transfert de ce droit de père en fils. Il est absolument indispensable, en effet, d'accorder une certaine quantité d'alcool en franchise de droits aux agriculteurs qui utilisent une grande quantité d'alcool pur pour les soins à donner au bétail. Il est inadmissible d'obliger de jeunes agriculteurs à payer des droits relativement élevés pour les quantités d'alcool ainsi utilisées à des besoins professionnels. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre toutes mesures utiles afin que les dispositions de l'ordonnance du 30 août 1960 susvisée soient modifiées en ce sens.

6299. — 10 décembre 1963. — M. Louis Michaud, se référant à la réponse donnée à la question écrite n° 2557 (*Journal officiel*, débats A. N. du 11 juillet 1963), expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, s'il existe des différences peu sensibles d'un département à l'autre entre les tarifs kilométriques des taxis — les prix variant de 0,50 F à 0,60 F — on constate par contre des écarts importants entre les tarifs des ambulances. Il lui cite, à titre d'exemple, le cas de deux départements, la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne, situés dans la même circonscription régionale de la sécurité sociale et dans lesquels les ambulanciers privés ont un rôle analogue à remplir : en Seine-et-Oise, le tarif préfectoral des ambulances est le suivant : pour 15 km : un forfait de 24 F; à partir de 15 km : 0,90 F par kilomètre parcouru; majoration de nuit : 50 p. 100. En Seine-et-Marne, ces chiffres sont remplacés respectivement par les suivants : forfait : 10 F; à partir de 15 km : 0,65 F; majoration de nuit : 20 p. 100. Ainsi, le prix d'un trajet de 100 km est de 100,50 F le jour et de 150,75 F de nuit en Seine-et-Oise, et de 65 F de jour et de 78 F de nuit en Seine-et-Marne, alors que, pour ces deux départements, la sécurité sociale accorde aux assurés un remboursement allant jusqu'au plafond de 250 F. Il apparaît donc absolument nécessaire de mettre à l'étude un mode de fixation des tarifs d'ambulances permettant d'éviter les disparités choquantes que l'on constate à l'heure actuelle entre les tarifs fixés par les divers arrêtés préfectoraux. Une solution satisfaisante de ce problème consisterait à appliquer dans tous les départements la règle — déjà adoptée par exemple en Seine-et-Oise — d'après laquelle le prix du kilomètre ambulance serait celui du prix du kilomètre taxi avec un plafond fixé à l'heure actuelle à 0,50 F, et l'on appliquerait à ce prix de base une majoration nationale égale à 80 p. 100 du prix limite, c'est-à-dire à l'heure actuelle à 0,60 F. A ce prix s'appliquerait également, d'une part, une majoration départementale pour service de nuit avec maximum de 50 p. 100 et, d'autre part, une majoration départementale pour service du dimanche et jours fériés avec maximum de 25 p. 100. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable qu'une réglementation de ce genre soit appliquée dans

l'ensemble des départements, étant fait observer qu'elle permettrait de maintenir les prérogatives des préfets pour la fixation des prix de base, lesquels seraient déterminés en fonction des éléments locaux qui doivent entrer en ligne de compte, et qu'elle assurerait en même temps une certaine harmonisation entre les prix fixés par les divers arrêtés préfectoraux.

6300. — 10 décembre 1963. — M. Baudis expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, d'après une information qui serait parue dans le *Bulletin mensuel* édité par le syndicat national unifié des contributions directes, dit « Guide pratique du contribuable », édition 1963, page 17, une condition restrictive d'âge ou de circonstance aurait été introduite à l'article 196 du code général des impôts en ce qui concerne les enfants infirmes devant être considérés comme étant à la charge du contribuable. Il lui demande sur quelles dispositions est fondée une telle information.

6304. — 10 décembre 1963. — M. Salagnac expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la plupart des automobilistes viennent de payer leur vignette. Par ailleurs, les premiers froids rigoureux font leur apparition dans le pays. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'entend pas très pratiquement et très opportunément consacrer immédiatement une partie des fonds qui viennent d'être versés à leur destination normale, en accordant aux vieillards et aux économiquement faibles une allocation spéciale pour leur permettre de s'approvisionner en charbon et en moyens de chauffage domestique.

6306. — 10 décembre 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le prêt de 75 milliards d'anciens francs à l'Espagne fait l'objet de très nombreux commentaires hostiles. Nombreux sont ceux qui considèrent qu'au moment où les crédits d'équipement sont rognés en France, un tel prêt témoigne d'un véritable mépris des intérêts français, notamment des intérêts des collectivités locales, qui rencontrent d'immenses difficultés pour contracter des emprunts auprès des caisses prêteuses. Il lui demande : 1° quelle est la portée de l'emprunt de 75 milliards d'anciens francs accordé à l'Espagne au regard des intérêts français; 2° quelles conditions ont été arrêtées pour le règlement de cet emprunt : taux d'intérêt, date de remboursement, etc.

6309. — 10 décembre 1963. — M. Vial-Massat expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les insuffisantes revalorisations de traitements et pensions accordées depuis le début de l'année 1963 aux agents en activité et en retraite des services publics et de santé ont été remises en cause par les hausses continues des prix; et les conditions de vie des retraités se sont encore aggravées de ce fait. Le plan de stabilisation des prix, sur lequel il est fait beaucoup de bruit, n'est pas de nature à améliorer cette pénible situation car il vise en fait à bloquer les traitements et pensions au niveau le plus bas. Il lui demande s'il entend donner rapidement satisfaction aux revendications des retraités, qui sont : a) la revalorisation des traitements et pensions; b) la péréquation intégrale des pensions (intégration de l'indemnité de résidence et de toutes les autres indemnités ou complément de traitement dans le traitement de base servant au calcul de la retraite); c) la suppression de l'abattement du sixième (service des emplois sédentaires) sans diminution des emplois en catégorie B (actif) et majoration du cinquième en sus pour les services accomplis dans cette dernière catégorie; d) la non-limitation à 25 annuités des pensions proportionnelles; e) la gratuité des soins pour les retraités (exonération de la cotisation de sécurité sociale); f) la réversibilité de la pension sur le conjoint survivant (mari ou femme), y compris pour les titulaires des pensions proportionnelles (marié ou remarié après la mise à la retraite); g) une indemnité de départ à la retraite égale à trois mois de traitement.

6312. — 11 décembre 1963. — M. Dupuy expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative qu'au moment où des textes regrettables à de nombreux égards prévoient l'emploi massif d'officiers dans les services de l'éducation nationale et dans la fonction publique, il apparaît nécessaire de rappeler la situation qui est faite aux anciens fonctionnaires de l'Assemblée de l'Union française disparue en 1958. Nombre d'entre eux provenaient de la fonction publique où ils avaient le grade d'administrateurs; onze d'entre eux — dont un professeur de lettres — étaient originaires de l'éducation nationale. On dénombrait 12 doctorats, 17 diplômes d'études supérieures ès lettres; huit diplômes de langues orientales; neuf brevets de l'E.N.O.F.M.; huit des sciences politiques. Tous ces personnels ont été licenciés ou mis à la retraite d'office et ceux d'entre eux qui tentèrent de se faire une carrière dans l'enseignement ont dû « débiter » à l'échelon le plus bas avec les traitements que cela implique, alors qu'ils étaient chargés de famille et avaient derrière eux une déjà longue carrière administrative. Il lui demande, compte tenu de la situation nouvelle créée par les projets de loi susvisés, s'il n'entend pas modifier le décret du 12 mai 1959, offrir aux intéressés des avantages équivalents à ceux qui sont promis aux officiers et plus généralement quelles mesures équitables il compte prendre en faveur des intéressés, conformément au vœu maintes fois exprimé du Parlement.

6313. — 11 décembre 1963. — **M. Chauvet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans une association en participation constituée à égalité entre deux sociétés, le coût de certains éléments a été financé à compte commun par les participants. Le contrat prévoit que l'amortissement de ces éléments est à la charge de la participation et qu'à la liquidation de la participation lesdits éléments seront soit repris aux dires d'expert par l'un des participants, soit vendus à des tiers au profit de la participation. Les éléments considérés ont été inscrits à l'actif du bilan de la société gérante A pour la totalité de leur prix de revient, les fonds remis à la société A par la société B étant bien entendu portés au crédit du compte ouvert au nom de la société B dans les écritures de la société A. Corrélativement, l'autre société participante B a inscrit sa part dans le prix de revient desdits éléments à un compte de liaison à l'actif intitulé « Participation ». Il lui demande comment doit s'appliquer dans ce cas la note du 2 octobre 1961 (B. O. E. 2429) et, notamment : 1° si la société gérante A peut réévaluer la totalité de ces éléments, acquitter la taxe de 3 p. 100 correspondante, puis débiter la réserve de réévaluation par le crédit du compte de la société B de la moitié de cette réserve, la taxe de 3 p. 100 correspondant à cette fraction étant, bien entendu, portés corrélativement au débit du compte de la société participante par le crédit du compte « Pertes et profits » de la société gérante A; 2° si la société B peut dégager sa part de la réserve de réévaluation en débitant le compte « Participation » ouvert dans ses écritures par le crédit du poste « Réserve de réévaluation » et, naturellement, s'abstenir de payer la taxe de 3 p. 100 sur cette réserve, ladite taxe ayant été acquittée pour son compte par la société gérante de la participation.

6314. — 11 décembre 1963. — **M. Chauvet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans la réponse faite à **M. Alain Poher** (n° 3514, *Journal officiel*, débats Sénat, du 5 septembre 1963, p. 2022), il a été indiqué que des actions de sociétés immobilières conventionnées acquises par voie de souscription pouvaient, postérieurement à la date de publication du décret n° 63-685 du 13 juillet 1963, constituer un emploi valable au regard de l'article 40 du code général des impôts, quelle que soit l'importance de la participation acquise, dès l'instant où la société conventionnée était admise au bénéfice du statut des nouvelles sociétés immobilières d'investissement. Il lui demande si cette solution est applicable quelle que soit la date à laquelle la société conventionnée s'est transformée en société d'investissement ou, au contraire, si elle n'est susceptible de trouver son application qu'en ce qui concerne les sociétés conventionnées qui précéderont à une telle transformation avant le 1^{er} janvier 1964. Par ailleurs, dans cette même réponse, il est précisé « que rien ne s'oppose à ce que les titres ainsi souscrits en emploi puissent donner lieu à l'amortissement exceptionnel de 50 p. 100 ou de 25 p. 100 prévu par l'article 39 *quinquies*-B du code général des impôts, étant entendu que le montant cumulé de l'amortissement exceptionnel et de l'amortissement correspondant aux plus-values réinvesties dans ces titres ne saurait excéder leur prix de revient ». L'articulation de cette phrase permet de croire que le montant cumulé de ces deux amortissements peut atteindre le prix de revient des titres. Il lui demande en conséquence si l'exemple ci-après reflète bien la doctrine ainsi exposée. Soit un élément ayant coûté 100 francs, ayant fait l'objet de 60 francs d'amortissement et ayant été revendu 140 francs. L'entreprise souscrit 200 francs d'actions de sociétés conventionnées. Elle pratique l'amortissement exceptionnel de 50 p. 100, soit 100 francs, la valeur comptable de la participation étant alors ramenée à 100 francs, puis elle affecte la plus-value réinvestie, soit 100 francs, la valeur comptable étant alors ramenée à zéro.

6318. — 11 décembre 1963. — **M. Harniaudy** rappelle à **M. le ministre de la justice** que, dans une société civile, un associé ne peut céder ses parts ou l'une d'entre elles sans le consentement unanime de ses co-associés. L'article 1861 du code civil précise que cette impossibilité pour un associé de céder ses parts, sans le consentement de ses associés, équivaut à une impossibilité des cessions de parts aux autres associés comme aux tiers. La cession reste cependant valable entre les parties, le cessionnaire prenant les droits et les obligations du cédant. En ce cas, le cessionnaire prend traditionnellement le nom de « croupier ». Il reste étranger à la société, mais il reçoit du cédant les bénéfices provenant de sa part dans la gestion. Il lui demande : 1° si les dispositions de l'article 1861 du code civil sont applicables dans le cas d'une société de construction, régie par la loi du 28 juin 1938, qui a pour objet de construire des logements en vue de les attribuer en toute propriété à ses associés, lors de la dissolution de la société, les associés n'ayant, jusqu'à cette dissolution et ce partage, qu'un droit de jouissance sur les logements dont la société conserve la propriété; 2° si le cessionnaire des parts acquises pendant l'existence de la société peut, lors de la dissolution de celle-ci, se prévaloir d'un droit de propriété sur le logement auquel donnent vocation lesdites parts, étant fait observer qu'en l'occurrence, il convient de se demander s'il y a bien « convention de croupier » puisqu'il n'y a pas exploitation commune des parts cédées entre le cédant et le cessionnaire, mais seulement transfert des droits et obligations du premier au second.

6319. — 11 décembre 1963. — **M. Rossi** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'en vertu de l'article 70 de la loi de finances du 26 décembre 1959 et de l'instruction d'application du 28 janvier 1963, la pension de retraite des instituteurs ayant exercé plus de quinze ans en Algérie est calculée sur l'indice fictif obtenu en ajoutant 75 points à l'indice que les intéressés détenaient en Algérie depuis au moins six mois avant la date de leur rapatriement. Or, il résulte de ces dispositions différentes anomalies, qui ne sont pas ignorées par les services du ministère de l'éducation nationale, et qui provoquent des inégalités choquantes entre instituteurs dont les situations administratives, sont sensiblement identiques. Par ailleurs, l'application de la loi susindiquée n'apporte aucun avantage aux instituteurs rangés dans les neuf premiers échelons. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'obtenir la modification des dispositions actuelles, soit en accordant à chaque intéressé une majoration d'indice proportionnelle au nombre d'années de fonctions en Algérie, soit en appliquant la majoration de 75 points à l'indice obtenu par avancement normal, non bloqué, la retenue pour pension étant alors opérée sur le traitement correspondant à l'indice fictif ainsi calculé.

6320. — 11 décembre 1963. — **M. Albert Gorge** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'à maintes reprises **M. le ministre de l'intérieur** avait déclaré faire siennes les propositions de la commission nationale paritaire quant à la révision des rémunérations indiciaires du personnel communal et lui avoir adressé des propositions en ce sens, qui jusqu'à ce jour n'ont pas reçu l'accord des finances, ce qui est très fâcheux et inquiétant pour l'avenir de nos communes. Il lui signale notamment l'injustice dont sont victimes les directeurs des services administratifs qui, depuis 1948, étaient, quant au traitement, assimilés aux chefs de division de préfecture et qui maintenant sont nettement déclassés. Il lui demande dans quel délai il compte donner son accord aux propositions de **M. le ministre de l'intérieur**.

6322. — 11 décembre 1963. — **M. Mer** demande à **M. le ministre du travail** s'il entend, ainsi que le souhaitent de nombreuses familles, faire paraître rapidement le décret d'application prévu par l'article 2 — modifiant l'article L. 527 du code de la sécurité sociale — de la loi n° 63-775 du 31 juillet 1963 instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée.

6323. — 11 décembre 1963. — **M. Mer** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que **M. C. M...**, ancien fonctionnaire français d'origine musulmane, et qui avait servi comme chef de division à l'assemblée de l'Union française jusqu'à la disparition de celle-ci, a été proposé le 8 mars 1960 par la commission de la promotion musulmane, instituée auprès du Premier ministre en vertu de l'ordonnance n° 58-1016 du 29 octobre 1958, pour être nommé dans le corps diplomatique, où il aurait rang de ministre plénipotentiaire. Depuis cette date, l'intéressé attend toujours sa nomination, que l'administration remet à plus tard, prétextant qu'il a été nécessaire de prévoir un ordre de priorité, du fait du grand nombre de titulaires assimilés à ce grade, non encore intégrés dans les cadres diplomatiques. Or, l'ordonnance précitée prévoyait que les nominations venant en application de ses dispositions pourraient être faites « hors tour et en surnombre des effectifs des corps et cadres dans lesquels elles interviennent ». Il lui demande s'il ne pense pas qu'un tel retard, en plus du préjudice qu'il entraîne pour l'intéressé, est contraire à l'esprit et à la lettre de ladite ordonnance, laquelle avait pour but de favoriser la promotion de citoyens français, trop souvent abandonnés jusqu'alors, et si par suite il n'entend pas procéder rapidement à la nomination de **M. C. M...** au rang de ministre plénipotentiaire.

6324. — 11 décembre 1963. — **M. Nungesser** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'au cours de récentes émissions de radio ou de télévision, il est apparu que beaucoup de jeunes semblent ignorer ce qu'a pu représenter l'armistice du 11 novembre 1918, et particulièrement la somme de sacrifices consentis par les générations précédentes pour sauvegarder nos libertés. Dans ces conditions, il considère qu'il convient de prendre dès maintenant des dispositions pour qu'un légitime hommage fût rendu aux sacrifices consentis. C'est aussi parce que l'évocation de ceux-ci constitue le plus bel exemple de patriotisme qu'il lui demande s'il n'envisage pas de prescrire que, dans toutes les écoles, à quelque degré d'enseignements qu'elles appartiennent, une leçon soit consacrée aux héros de 1914-1918, chaque année, à la veille de l'anniversaire du 11 novembre.

6325. — 11 décembre 1963. — **M. Lucien Richard** rappelle à **M. le ministre du travail** la réponse (n° 3887, *Journal officiel*, débats Assemblée nationale du 24 août 1963) qu'il a faite à un parlementaire qui attirait son attention sur le fait qu'un médecin, salarié par une entreprise, et de ce fait assujéti au régime général de la sécurité sociale, devait également, s'il avait adhéré aux conventions prévues par le décret n° 60-451 du 12 mai 1960, cotiser obligatoirement au régime institué par le décret n° 62-793 du 13 juillet 1962. Cette réponse comportait l'assurance qu'une étude serait entreprise au sujet du problème évoqué par cette question. Il lui demande quelles ont été les conclusions tirées de cette étude.

6326. — 11 décembre 1963. — M. Trémollières expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vertu d'un décret impérial en date du 4 mai 1809, les enfants des généraux, officiers et soldats morts à la bataille d'Austerlitz, ont été adoptés par le Gouvernement. Aujourd'hui, en 1963, les fils aînés d'environ 60 familles perçoivent encore à ce titre une dotation de 5 francs de rente. Si une telle pension suffisait à élever un enfant en 1810, elle est aujourd'hui dérisoire, car elle n'a jamais été relevée. En raison du petit nombre de bénéficiaires actuels, il lui demande s'il envisage d'appliquer à ces pensions les mesures de revalorisation prises en faveur des pupilles de la nation.

6327. — 11 décembre 1963. — M. Sabatier expose à M. le ministre de la justice qu'en raison de la législation actuelle en vigueur en matière d'accident, la jurisprudence fait apparaître des décisions différentes au sujet des taux d'incapacité de travail par suite de la dualité d'expertises intervenues au titre des accidents du travail et au titre des assurances « droit commun ». Le même accidenté se trouve parfois bénéficier au titre des accidents du travail d'une indemnisation basée sur un certain pourcentage et, dans le même temps, au titre des assurances « droit commun », se voit attribuer un pourcentage d'invalidité souvent très inférieur au précédent. Cette dualité est évidemment choquante, mais elle est encore moins admissible quand elle a pour conséquence d'obliger l'accidenté à abandonner au Trésor ou à la sécurité sociale la part de préjudice qui lui est attribuée par le tribunal et qui a un caractère essentiellement personnel puisqu'il s'agit du *pretium doloris*, du préjudice esthétique ou des frais. Il lui demande s'il ne peut envisager des mesures tendant à ce que le Trésor ou la sécurité sociale ne puissent récupérer sur le montant de l'indemnité mise à la charge du tiers responsable le préjudice complémentaire : « *pretium doloris*, préjudice esthétique ou frais », et, d'autre part, réclamer au même accidenté la différence entre ce qui lui est alloué par le tribunal au titre de l'assurance « droit commun » et ce qui lui est versé au titre « accident du travail ».

6328. — 11 décembre 1963. — M. Salardaine appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le cas fréquent de personnes qui, ayant un parent à charge, invalide à 100 p. 100 et dont l'état nécessite l'aide constante d'une tierce personne, doivent utiliser en de nombreuses occasions et pour ainsi dire journellement leur véhicule automobile pour assurer les déplacements de l'infirme. Il lui demande s'il ne pourrait être envisagé d'accorder la gratuité de la « vignette auto » à tout propriétaire de véhicule placé dans cette situation.

6330. — 11 décembre 1963. — M. Aiduy rappelle à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes que, par question écrite n° 5827 en date du 15 novembre 1963, il lui demandait de préciser le mode d'indemnisation des Français d'Algérie dont les biens avaient été récemment nationalisés. Malgré les déclarations rassurantes faites conjointement par le Gouvernement français et par le Gouvernement algérien au moment des nationalisations, indiquant que le produit de la récolte de l'année des biens nationalisés serait versé aux propriétaires spolés, un communiqué du ministère algérien de l'agriculture vient de remettre en cause ces affirmations. En effet, d'après une information de presse parue le 16 novembre 1963, le ministère algérien de l'agriculture et de la réforme agraire aurait déclaré que « la récolte d'agrumes des biens récemment nationalisés appartenait au comité de gestion installé sur ces domaines même si celle-ci avait fait l'objet de transaction préalable ». Il lui demande s'il peut lui donner toutes précisions sur cette affaire.

6335. — 11 décembre 1963. — M. Rémy Montagne expose à M. le ministre du travail le cas de jeunes gens qui, libérés du service militaire tombent malades ou sont victimes d'accident dans les premiers jours de leur retour à la vie civile et avant d'avoir retrouvé un emploi. Ils ont alors à faire face à des frais importants de soins ou d'hospitalisation, que ne peut prendre en charge la sécurité sociale. Il lui demande si des textes législatifs ou réglementaires sont actuellement en préparation en vue de combler cette lacune.

6336. — 11 décembre 1963. — M. Roche-Defrance expose à M. le ministre des rapatriés le cas d'un rapatrié d'Algérie qui est décédé avant d'avoir perçu le montant de la subvention de réinstallation qu'il avait sollicitée. Il lui précise que l'intéressé avait, en attendant le règlement de son dossier, contracté un certain nombre de dettes justifiées par le fait qu'il se trouvait totalement démuné de ressources. Il lui demande si l'héritier de l'intéressé a droit au règlement de cette subvention, ce qui lui permettrait de payer les dettes laissées par son père.

6338. — 11 décembre 1963. — M. Salagnac rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la commission paritaire du personnel communal a adopté à l'unanimité, le 4 décembre 1962, un projet de classement indiciaire du personnel des communes. Malgré de nombreuses promesses officielles, de consacrer par un texte réglementaire ce reclassement indiciaire, la mesure attendue avec une légitime impatience par tous les intéressés n'est toujours pas intervenue. Il lui demande s'il entend opérer ce reclassement sans délai, dans le cadre de la solidarité ministérielle que professe le Gouvernement.

6339. — 11 décembre 1963. — M. Salagnac rappelle à M. le ministre de l'intérieur que la commission paritaire du personnel communal a adopté à l'unanimité, le 4 décembre 1962, un projet de classement indiciaire du personnel des communes. Malgré de nombreuses promesses officielles, de consacrer par un texte réglementaire ce reclassement indiciaire, la mesure attendue avec une légitime impatience par tous les intéressés n'est toujours pas intervenue. Il lui demande s'il entend opérer ce reclassement sans délai, dans le cadre de la solidarité ministérielle que professe le Gouvernement.

6341. — 11 décembre 1963. — Mme Prin expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation déplorable des deux écoles normales du Pas-de-Calais. Ces écoles fonctionnent dans des conditions qui excèdent leurs possibilités aussi bien du point de vue du confort que de l'éducation des élèves maitresses et des élèves maitres. L'école normale d'instituteurs est dans l'impossibilité de loger quarante-cinq élèves, alors que son effectif est de quatre cent cinquante. A l'école normale d'institutrices, dont l'effectif est de six cents élèves, un achat de lits superposables a du être envisagé pour permettre d'héberger trente élèves maitresses de plus, après qu'une décision de mise en externat a été prise pour quarante-huit d'entre elles. Les règles élémentaires de l'hygiène ne peuvent y être respectées (lavabos et douches en nombre insuffisant). Les cuisines prévues pour deux cent cinquante repas doivent en servir quatre cent cinquante. Pour que leurs effectifs correspondent à des conditions acceptables d'hébergement et d'études, ces écoles normales ne devraient pas compter plus de trois cents élèves chacune. Etant donné les besoins impérieux en maitres et en maitresses dans l'enseignement maternel et primaire, il est urgent de construire deux écoles normales nouvelles dans le Pas-de-Calais. Elle lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que la construction de ces deux nouvelles écoles normales s'effectue sans délai.

6342. — 11 décembre 1963. — Mme Vaillant-Couturier expose à M. le ministre du travail que des usines du Kremlin-Bicêtre transfèrent leur entreprise à Châlons-sur-Saône. La plupart de leurs ouvriers sont menacés, de ce fait, de perdre leur emploi ainsi que certains avantages, tels que le droit de priorité pour l'attribution d'un logement résultant de la contribution patronale de 1 p. 100 au financement de la construction. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour assurer le reclassement des licenciés et des travailleurs menacés de perdre leur poste dans des emplois équivalents, avec le maintien de tous les avantages acquis, notamment en ce qui concerne leur vocation à un logement ; 2° pour que soit accordée aux licenciés une indemnité correspondant aux dommages subis.

6344. — 11 décembre 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la route nationale n° 9, de Paris à la frontière espagnole, est en très mauvais état sur plusieurs tronçons. Elle ne correspond plus au rôle de grand axe routier que lui a conféré le développement de l'automobile, des transports en commun et des transports par camion. Il en est notamment ainsi sur une partie de l'Hérault et de l'Aude, et tout particulièrement depuis Narbonne jusqu'à l'entrée de Perpignan, puis de Perpignan à la frontière espagnole. L'été, lorsque des centaines de milliers de voitures y circulent, ces parties de la route nationale n° 9 sont très dangereuses pour les utilisateurs. Il lui demande quelles mesures ont été prises ou vont être prises : 1° sur le plan général, afin de rendre la route nationale n° 9 moins dangereuse pour les utilisateurs, notamment en été, au moment des grands passages de touristes français et étrangers ; 2° pour faciliter la traversée de Perpignan ; 3° pour rendre le parcours moins dangereux de Perpignan à la frontière espagnole ; 4° pour dégager le tronçon de route entre Narbonne et l'entrée de Perpignan.

6350. — 12 décembre 1963. — M. Le Theule appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'insuffisance des indemnités perçues par les agents de la direction générale des impôts. Il s'agit essentiellement des indemnités représentatives de frais : indemnités pour frais de mission, indemnités pour frais de tournées, indemnités kilométriques pour les agents qui sont autorisés à se servir de leur voiture pour les besoins du service, indemnités pour frais de bureau pour les agents ne disposant pas d'un bureau dans un local de l'administration, indemnités de scolarité pour les agents en stage à l'école nationale des impôts, etc. Le taux de ces différentes indemnités est incontestablement disproportionné avec le coût actuel de la vie. C'est ainsi que l'indemnité journalière pour frais de mission est de 20 francs pour les groupes 2 et 3, et 22 francs pour le groupe 4. De telles indemnités ne peuvent évidemment pas permettre aux agents de faire face aux dépenses représentées par une nuit d'hôtel, un petit déjeuner et deux repas au restaurant. L'indemnité pour frais de bureau est également d'une insuffisance étonnante et un inspecteur des impôts, vérificateur de comptabilité dans la Seine, perçoit à ce titre, mensuellement, la somme dérisoire de 12 francs destinée à couvrir le loyer de son bureau professionnel, les frais d'éclairage et de chauffage de ce bureau, les petites fournitures de bureau. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier aux insuffisances ainsi signalées.

6352. — 12 décembre 1963. — **M. André Halbout** appelle l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** sur les conditions actuelles de délivrance du billet de congé annuel aux veuves et aux orphelins de guerre. En effet, les veuves de guerre, non remariées et titulaires d'une pension, doivent avoir à leur charge au moins deux enfants de moins de quinze ans. Or, la plupart des orphelins de guerre ont dépassé cet âge de quinze ans (exception faite de ceux d'Algérie). La majorité des veuves de guerre non salariées ne peuvent donc prétendre au bénéfice du billet de congé annuel alors que celui-ci leur serait accordé, sans aucune condition ni restriction concernant les enfants, si le mari était vivant. En outre, pour les orphelins de guerre, la limite de la majorité est complétée par l'obligation d'avoir perdu les deux parents. Il lui demande s'il envisage de prendre des mesures pour mettre fin à une situation aussi anormale et inéquitable.

6353. — 12 décembre 1963. — **M. Mer** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il est exact que le Mexique, qui a bénéficié récemment d'un prêt relativement important de la France, achète sur notre marché d'importantes quantités de produits fabriqués sous licence américaine, alors qu'il existe des produits similaires de fabrication entièrement française.

6355. — 12 décembre 1963. — **M. Pic** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la réponse à sa question n° 4167, parue au *Journal officiel*, débats A. N., du 6 novembre 1963, n'est pas de nature à apaiser le mécontentement justifié des fonctionnaires rapatriés d'Algérie qui ont été affectés d'office dans ce territoire après le 1^{er} janvier 1957, et notamment les gradés et gardiens de la paix des anciens cadres du Maroc, de Tunisie et d'Indochine. En effet, le choix de la date du 1^{er} janvier 1957 reposant sur une présomption ne paraît pas, *a priori*, revêtir toutes les garanties indispensables au respect du principe de l'égalité des droits. Par ailleurs, il semble que l'importance du mobilier ne peut se mesurer à la durée d'une présence en territoire algérien d'autant qu'il n'est pas exclu de penser qu'affectés d'office ou mutés à leur demande, les intéressés, tout comme leurs collègues affectés en Algérie avant le 1^{er} janvier 1957, espéraient accomplir sur ce territoire une très longue carrière. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas juste de procéder à l'alignement des droits des fonctionnaires en cause sur la série de taux la plus importante en apportant une modification à l'arrêté du 9 novembre 1962, ou en permettant qu'il soit dérogé à la règle définie par l'arrêté en cause, en faveur des gradés et gardiens de la paix de la sûreté nationale, compte tenu de leur situation particulière.

6357. — 12 décembre 1963. — **M. Francis Vals** expose à **M. le ministre des armées** qu'un certain nombre de villes se trouvent gênées dans leur expansion par la présence de terrains de manœuvre qui sont inutilisés et dont la nue-propriété n'appartient pas toujours à l'Etat. Il lui demande qu'elle est la politique générale qu'il entend suivre en ce domaine afin de l'harmoniser avec les programmes d'aménagement du territoire.

6358. — 12 décembre 1963. — **M. Fil** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la réorganisation des services de l'hygiène scolaire par rattachement au ministère de la santé publique a provoqué une profonde émotion dans les milieux universitaires et chez les parents d'élèves. En effet les services médico-scolaires, tels qu'ils fonctionnent actuellement, assurent une étroite et bénéfique liaison entre les familles, les maîtres et le personnel médical spécialisé qui s'y consacre, et l'on pourrait craindre que le rattachement de ce personnel à un ministère extérieur rompe cette harmonie et menace le bon fonctionnement du service. Il lui demande pour quelles raisons il estime cette réforme indispensable et s'il peut garantir que ce service continuera, dans cette organisation nouvelle, à donner pleine et entière satisfaction aux diverses parties intéressées à son bon fonctionnement.

6359. — 12 décembre 1963. — **M. Dumortier** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation difficile dans laquelle les mesures prises depuis juin 1963 placent l'armement et les pêcheurs des ports du Nord de la France vis-à-vis de leurs partenaires du Marché commun et de la petite zone de libre-échange. L'activité de l'agglomération boulonnaise dépend, pour une large part, de l'activité de la pêche et de ses industries annexes, alors que le chômage sévit et que près de 1.000 travailleurs y sont actuellement sans emploi. A l'étranger, que ce soit dans les pays membres du Marché commun ou dans ceux de la petite zone de libre-échange, une politique d'aide à la pêche et à ses investissements est systématiquement pratiquée. Il lui demande : 1° comment il croit pouvoir efficacement défendre la pêche française lors des discussions au sein de la Communauté économique européenne si, avant même toute décision commune, les droits de douane se trouvent abaissés, comme c'est le cas pour le hareng frais, à 12 p. 100, alors que le futur tarif douanier extérieur commun était prévu au voisinage de 20 p. 100 ; 2° quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à cette situation défavorable tant à la vie économique locale du Boulonnais qu'aux intérêts nationaux en matière de pêche maritime.

6360. — 12 décembre 1963. — **M. Dumortier** rappelle à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que, lors du vote des budgets de 1962, 1963 et 1964, il a déjà eu l'occasion de souligner

devant lui l'insuffisance grave du matériel roulant à la Société nationale des chemins de fer français. Il lui confirme que dans la région qu'il représente au Parlement : a) l'évacuation des jutes du port de Boulogne vers les usines de textile de la Somme, et de Flixecourt en particulier, est considérablement retardée et gênée ; b) les expéditions de ciment sous wagons couverts ne sont plus assurées de façon normale, alors que les cimenteries représentent une part importante de l'activité économique de la région boulonnaise ; c) l'industrie sucrière locale elle-même rencontre de graves difficultés pour écouler ses produits ; d) les livraisons de charbon dans la direction de l'agglomération boulonnaise sont retardées par l'absence de wagons tombereaux au départ des Houillères nationales. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à cette situation particulièrement dommageable dans une région où se maintient un chômage important.

6364. — 12 décembre 1963. — **M. Fréville** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les prévisions du IV^e plan ont été évaluées en francs 1961, que, d'autre part, le « rapport sur l'exécution du plan en 1962 et 1963 » souligne, à la page 125, que « la tendance à la hausse des prix de construction constatée depuis 1962 réduit, à due concurrence, les moyens nouveaux de l'éducation nationale. Il en sera tenu compte afin que le volume physique des opérations prévues au IV^e plan puisse être effectivement engagé d'ici la fin de 1965 et réalisé pour les rentrées de 1966 et 1967 ». Compte tenu de ces observations, il lui demande : 1° quelle a été l'évolution moyenne des coûts des constructions scolaires et universitaires, constatées année par année, depuis le 1^{er} janvier 1959, compte non tenu du prix des terrains ; 2° quel est le montant, en francs constants 1961, des dépenses d'investissement engagées par le ministère de l'éducation nationale au cours des années 1962 et 1963 et de celles prévues pour 1964 dans les domaines suivants : a) enseignement du premier degré ; b) enseignement du second degré technique ; c) enseignement du second degré classique et moderne ; d) enseignement technique supérieur ; e) hébergement des étudiants ; f) enfance inadaptée ; 3° quel a été, en francs constants 1961, le montant des dépenses d'investissements faites par le ministère de l'éducation nationale, en 1962 et 1963, dans les mêmes domaines ; 4° quel est le degré d'exécution du IV^e plan, à la fin de l'année 1963, en francs constants 1961, pour le département de l'éducation nationale.

6365. — 12 décembre 1963. — **M. Chazalon** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les compagnies d'assurances appliquent actuellement, en matière d'assurances automobiles, un tarif sous couvert d'une personnalisation du risque qui, en réalité, n'est pas une personnalisation mais un classement par catégories, avec hypothèse d'une proportionnalité d'accidents pour chacune d'elles. Il semble que le juste établissement des tarifs devrait tenir compte d'une personnalisation appliquée individuellement au conducteur dont la police devrait être basée sur le nombre des accidents qu'il a pu provoquer. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, conformément à la politique de stabilisation des prix, pour éviter les hausses, et s'il peut indiquer à quel moment se tiendrait une « table ronde » à laquelle seraient représentées les principales catégories d'usagers.

6366. — 12 décembre 1963. — **M. Davoust** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si, compte tenu du nombre grandissant des accidents de la route dont les victimes ne peuvent être secourues par ceux qui en sont les témoins et qui se révèlent incapables de leur apporter la moindre aide et assistance, il ne paraît pas utile de rendre obligatoires dans les écoles des cours élémentaires de secourisme.

6368. — 12 décembre 1963. — **M. Moynet** demande à **M. le ministre des armées** quels ont été les effectifs des cours de préparation militaire élémentaire : 1° pour l'année 1961-1962 ; 2° pour l'année 1962-1963 ; 3° pour l'année 1963-1964.

6370. — 12 décembre 1963. — **M. Pimont** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les cotisations de sécurité sociale sont déductibles pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; que, par contre, les cotisations versées par les retraités à une mutuelle qui ont pour but de couvrir leurs risques de maladie ne semblent pas actuellement déductibles des revenus. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures nécessaires afin que les cotisations versées par des retraités à une mutuelle soient déductibles des revenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

6371. — 12 décembre 1963. — **M. Waldeck Rochet** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les observations formulées par les services du ministère des finances sur le projet d'arrêté établi par **M. le ministre de l'intérieur** en vue de procéder au reclassement des fonctionnaires des cadres A et B constituent en fait un rejet pur et simple des propositions formulées unanimement par les représentants des personnels municipaux et des maires, réunis légalement par la commission nationale paritaire, proposée par le projet du ministère de l'intérieur, en vertu du code de l'administration communale stipulé par le projet de loi de l'intérieur, après avis de la commission prévue à l'article 492 (commission nationale paritaire) fixe par arrêté les échelles des traitements susceptibles d'être attribués aux titulaires de certains emplois administratifs ou techniques ». Donc,

les avis prévus par la loi ont été recueillis et le texte législatif qu'il prévoit à aucun moment qu'il doit s'agir « d'avis conféré ». Il lui demande s'il entend passer outre et officialiser un projet d'arrêté établi par ses services et s'inspirant largement des propositions émises par la commission nationale paritaire au cours de sa réunion du 4 décembre 1962.

6372. — 12 décembre 1963. **M. Waldeck Rochet** demande à **M. le ministre du travail** s'il est vrai que son ministère dispose d'un fonds pour aider les organisations syndicales dans leur œuvre d'éducation. Il lui demande : 1° à combien se monte ce fonds ; 2° dans quelles conditions il est réparti aux organisations syndicales ; 3° quelle en est la répartition et à combien les subventions pour les années 1963 et 1964 se sont élevées ou s'élèveront pour chaque organisation intéressée.

6373. — 12 décembre 1963. — **M. Doize** expose à **M. le ministre du travail** que le projet de décret en cours d'élaboration visant les sociétés mutualistes soulève le mécontentement unanime de tous les mutualistes, que n'a pas apaisé son communiqué de presse en date du 3 décembre 1963. En effet, le texte actuellement soumis au conseil supérieur de la mutualité aurait pour objet d'interdire à ces sociétés de pratiquer le tiers-payant, c'est-à-dire d'obliger des mutualistes à avancer eux-mêmes les sommes que la sécurité sociale ne prend pas à sa charge. Il lui rappelle : 1° que les sociétés mutualistes ne vivent que des cotisations de leurs adhérents et que leurs décisions sont prises par les assemblées générales de ces adhérents ; 2° que depuis toujours les sociétés mutualistes soit dans les œuvres sociales, soit en accord avec d'autres œuvres pratiquent le système du tiers-payant. Il constate que ce décret, s'il voyait le jour, entraverait le libre fonctionnement des sociétés mutualistes et que le seul précédent date de Napoléon III. En élevant une vive protestation contre ce qui constituerait une nouvelle atteinte aux droits acquis par les travailleurs mutualistes qui sont au nombre de plusieurs millions, il lui demande : 1° si le Gouvernement n'envisage pas de reconsidérer une position aussi critiquable ; 2° s'il est exact, comme le bruit en cours, qu'il entre dans les intentions du Gouvernement de modifier arbitrairement le règlement intérieur des sociétés mutualistes en vue d'aboutir à une diminution du budget des œuvres sociales de ces sociétés.

6374. — 12 décembre 1963. — **M. Waldeck Rochet** demande à **M. le ministre des armées** : 1° s'il est exact que les soldats du contingent affectés à des unités stationnées en Allemagne sont mis dans l'obligation, s'ils veulent se marier, de signer une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à ne pas solliciter, après leur mariage, leur affectation à des unités stationnées en France ; 2° dans l'affirmative : a) pour quels motifs ; b) en vertu de quel texte réglementaire ; c) s'il ne pense devoir rapporter des dispositions aussi rigoureuses qu'injustes.

6375. — 12 décembre 1963. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le nombre d'établissements techniques destinés à former professionnellement les jeunes filles est loin de correspondre aux besoins actuels. Ils sont en nombre proportionnellement plus insuffisant encore que les mêmes établissements ouverts aux garçons. Par suite, le recrutement est plus sévère. Les concours ou examens d'entrée sont plus difficiles. Par ailleurs, certaines jeunes filles, même peu douées pour les études, pourraient devenir des ouvrières — en couture par exemple — capables de s'imposer, ou des mères de famille pour lesquelles les connaissances en couture ne sont jamais à dédaigner. Or, l'enseignement de la couture, notamment dans les villes de province de petite ou moyenne importance, semble être réservé à une élite, et cet enseignement n'a pas toujours un caractère pratique suffisant. Il lui demande : 1° quelle est la doctrine de son ministère au regard de la formation professionnelle des jeunes filles en matière de couture, en particulier dans les localités de province ; 2° comment cet enseignement professionnel est dispensé ; 3° s'il existe des établissements spécialisés destinés exclusivement à la couture, et, dans l'affirmative, combien de places offrent-ils ; 4° s'il ne serait pas d'accord pour créer dans les chefs-lieux de canton des centres d'enseignement de la couture.

6376. — 12 décembre 1963. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'aménagement prévu du littoral Languedoc-Roussillon offre de grandes perspectives sur le plan de l'équipement touristique et hôtelier. Un tel équipement suppose la mise en œuvre de moyens techniques immenses. Il suppose aussi de vastes constructions nouvelles et la mise en place d'infrastructures modernes. Mais, une fois terminée, l'œuvre devra être dirigée, animée et mise en valeur par des hommes qualifiés. Sinon, les plus belles pierres resteront des pierres. Au moment où s'élaborent les plans de l'aménagement du grand complexe touristique du littoral du Languedoc-Roussillon, il est donc nécessaire d'envisager, parallèlement, la formation du personnel qui sera appelé à recevoir les touristes français et étrangers. Il faudra des portiers d'hôtels, des concierges, des cuisiniers, des serveurs et serveuses, des réceptionneurs, des maîtres d'hôtels, des hôtesses, etc. L'intérêt est que ce personnel soit recruté sur place, dans une région où l'industrie est peu développée et périlleuse, et où la crise agricole et viticole prend des proportions alarmantes. Aussi, d'ores et déjà, il est indis-

pensable de former ce personnel dans des écoles hôtelières apprises, voire spécialisées pour la région. Il lui demande s'il n'envisage pas de créer, à Perpignan ou sur la côte du Roussillon, une école hôtelière mixte avec internat et externat.

6377. — 12 décembre 1963. — **M. Bernasconi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation particulièrement angoissante de l'enseignement secondaire dans le XVIII^e arrondissement de Paris, lequel, pour une population équivalente à celle de la cinquième ville de France, ne possède actuellement, et depuis 1959 seulement, qu'un établissement provisoire et incomplet : l'annexe Henri-Huchard du lycée Lamartine, rue Gérard-de-Nerval, édifié en baraques légères, dont l'insuffisance s'oppose à l'organisation d'horaires de travail rationnels et impose aux élèves des fatigues supplémentaires, en raison notamment de va-et-vient continuel entre l'annexe et l'établissement principal. Les crédits d'engagement nécessaires ayant été inscrits au budget de l'éducation nationale dès 1962, il lui demande s'il n'envisage pas, compte tenu des démarches réitérées des parents, de faire entreprendre rapidement la construction de l'annexe Henri-Huchard.

6378. — 12 décembre 1963. — **M. Dejean** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'aux termes de l'article 8 du titre III (relations monétaires) de la déclaration de principes, incluse dans les accords d'Évian, relative à la coopération économique et financière, l'Algérie déclare faire partie de la « zone franc ». L'article 10 de la même déclaration dispose d'autre part que les transferts à destination de la France bénéficieront d'un régime de liberté, sauf décision d'une commission mixte. Or, il semble que le Gouvernement algérien actuel ait interdit les transferts dans le sens Algérie-France tout en continuant à accepter les virements en provenance de France. Dans le même temps, les banques françaises ainsi que la Banque de France refusent de convertir en francs français les sommes que leur présentent des rapatriés qui ont réussi à vendre leurs biens dans les derniers jours qui ont précédé l'interdiction de transfert. Ce blocage a pour effet le plus sûr de priver la spoliation dont sont victimes les réfugiés français que les nouvelles autorités algériennes ne sont pas parvenues à dépouiller complètement. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour assurer la convertibilité totale ou partielle des fonds en provenance d'Algérie détenus par des Français, en attendant que soit réunie la commission mixte prévue par l'article 10 de la déclaration relative à la coopération économique et financière annexée aux accords d'Évian.

6381. — 13 décembre 1963. — **M. Berthouin** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que l'arrêté du 4 juillet 1962 a brusquement modifié les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 21 juillet 1954 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité des permis de conduire. Les délais pour se présenter à un nouvel examen ont été allongés. Les convocations ne parvenant que huit jours environ avant l'examen, les directeurs d'établissements d'enseignement de la conduite des véhicules à moteurs ne peuvent organiser rationnellement la préparation des candidats. Quel que soit le motif de l'échec du candidat, et notamment lorsqu'il s'agit d'un échec à l'épreuve orale, le candidat cesse de se préparer d'une façon efficace, si bien qu'enfin titulaire du permis de conduire il est en général moins apte à conduire seul en toute sécurité. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de revenir aux dispositions anciennes de l'article 11 de l'arrêté du 21 juillet 1954 et, dans le cas contraire, quels motifs ont fait modifier les dispositions dudit article.

6382. — 13 décembre 1963. — **M. Robert Fabre** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** comment concilier les instructions contenues dans la circulaire interministérielle du 19 juillet 1948 sur le régime de l'indemnité de résidence, stipulant qu'à compter du 1^{er} janvier 1958 cette indemnité doit être versée intégralement aux fonctionnaires placés en congé de maladie à demi-traitement, instructions toujours en vigueur auprès de certains comptables publics, et l'article 36 de l'ordonnance du 4 février 1959 qui précise que le fonctionnaire en congé de maladie conserve l'intégralité de son traitement pendant une durée de trois mois, ce traitement étant réduit de moitié pendant les trois mois suivants. Il est précisé que le fonctionnaire conserve néanmoins ses droits à la totalité des suppléments pour charge de famille, l'indemnité de résidence suivant le sort du traitement principal.

6384. — 13 décembre 1963. — **M. Nungesser** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la décision prise par la direction des services d'enseignement de la Seine, tendant à supprimer une centaine de classes dans l'ensemble du département, provoque des protestations bien compréhensibles de la part des parents d'élèves. En effet, si, sur le plan administratif, un certain nombre d'arguments ont pu être avancés pour justifier une telle mesure, le principal d'entre eux étant d'aboutir à une plus juste répartition du nombre des élèves par classe, il n'en reste pas moins qu'une telle décision prise en cours d'année, entraîne une perturbation très grave dans les écoles où elle survient. Par ailleurs, il convient de souligner que les variations démographiques dans les communes intéressées risquent d'entraîner l'annulation très prochaine de telles mesures par l'apport d'effectifs scolaires supplémentaires. Enfin, il serait regrettable que des élèves soient reclassés dans des classes de niveau différent, ce qui semble inévitable dans le plus grand nombre des cas. Dans ces conditions, et étant donné qu'il

s'agit d'une mesure de portée limitée puisqu'elle concerne une centaine de classes sur plus de 20.000 existantes dans le département de la Seine, il lui demande quelles sont les mesures immédiates qu'il compte prendre afin d'éviter les fâcheuses conséquences que pourrait entraîner, sur le plan de l'enseignement public, l'application de cette mesure.

6386. — 13 décembre 1963. — M. Boisson rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962 a prévu la possibilité de mise en congé spécial de certains fonctionnaires du cadre A pendant la durée de trois ans. Pour des raisons financières, le contingent proposé par M. le ministre des postes et télécommunications a été repoussé par M. le ministre des finances et des affaires économiques. Seuls, quelques hauts fonctionnaires ont bénéficié des dispositions de cette ordonnance. Il lui demande s'il ne lui paraît pas possible d'envisager un contingent de congés spéciaux pour le corps des inspecteurs centraux des Postes et Télécommunications où une crise sérieuse d'avancement sévit, après la réintégration dans les cadres métropolitains, des fonctionnaires du Maroc, de Tunisie, d'Algérie et des territoires d'outre-mer.

6387. — 13 décembre 1963. — M. Longueque expose à M. le ministre de la justice que de nombreux rapatriés d'Algérie se trouvent en conflit avec leurs anciens employeurs, eux-mêmes rapatriés, pour des obligations contractées avant l'indépendance de l'Algérie et ne savent pas devant quelle juridiction porter le litige qui les oppose. En effet, la compétence des conseils de prud'hommes étant une compétence *ratione loci*, les tribunaux métropolitains, conseil de prud'hommes de Marseille entre autres, se sont déclarés incompétents pour juger les litiges nés après l'indépendance de l'Algérie, relatifs aux obligations découlant des contrats de travail passés, entre patrons et ouvriers français d'Algérie, avant le 1^{er} juillet 1962. Il lui demande si les différends considérés seront dévolus à une juridiction déterminée par un texte réglementaire spécial, ou s'ils doivent donner lieu à l'application normale des règles du droit commun, le conseil de prud'hommes compétent étant, dès lors, celui du lieu où l'employeur, défendeur, a transféré son siège social ou son domicile.

6388. — 13 décembre 1963. — M. Spénale appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'article 154 du code général des impôts (loi n° 48-809 du 13 mai 1948, art. 4, décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, art. 9) qui stipule : « Pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux, le salaire du conjoint, participant effectivement à l'exercice de la profession, peut, à la demande du contribuable, être déduit du bénéfice imposable dans la limite de 150.000 francs par an, à la condition que ce salaire ait donné lieu au versement des cotisations prévues pour la sécurité sociale, des allocations familiales et des prélèvements sociaux en vigueur. Sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article 182 ci-après, ce salaire, qui, en aucun cas, ne peut être inférieur au salaire moyen départemental, est compris, à ce titre, dans les bases de la taxe proportionnelle ». Il semble qu'en 1948 le législateur se soit basé, pour fixer cette limite de 150.000 anciens francs, sur le plafond annuel de la sécurité sociale. Depuis, ce plafond est passé de 10.440 francs par an, mais à l'article 154 du code général des impôts, le salaire déductible du conjoint reste fixé à 1.500 francs actuels par an. Il lui demande s'il n'estime pas illogique de fixer un plafond pour les prélèvements effectifs de la sécurité sociale, et d'en imposer un autre sept fois plus faible, pour le salaire déductible, et s'il ne pourrait envisager, en conséquence, d'égaliser ces plafonds par relèvement du salaire déductible, en fonction de l'évolution réelle des rémunérations entre 1948 et 1963.

6389. — 13 décembre 1963. — M. Bignon expose à M. le ministre des armées que la loi n° 55-1034 du 4 août 1955 a permis aux officiers de réserve de l'armée de terre d'être promus au grade de capitaine lorsqu'ils réunissent une ancienneté globale de dix ans et demi au moins dans les grades d'aspirant, de sous-lieutenant ou de lieutenant, ancienneté d'ailleurs réduite de deux ans et demi en faveur des officiers provenant des sous-officiers retraités, des officiers dégagés des cadres et des anciens élèves de l'école polytechnique. Il lui signale que le rapporteur de cette loi au conseil de la République (séance du 12 mai 1955) s'était étonné que rien n'avait été prévu dans cette loi concernant les officiers de réserve de l'armée de l'air et avait, au nom de la commission de la défense nationale unanime, demandé au ministre de déposer un projet de loi en leur faveur. Il lui demande de lui indiquer les raisons qui se sont opposées au dépôt d'un projet de loi qui aurait mis sur le même pied d'égalité les officiers de réserve des deux armées.

6391. — 13 décembre 1963. — M. Mainguy rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'il a déposé, il y a exactement un an, une proposition de loi n° 32 tendant à doter d'un statut les manipulateurs d'électroradiologie et que cette proposition de loi a fait l'objet d'un avis de M. le ministre de la santé publique et de la population faisant état d'un projet de statut définissant les conditions de recrutement, les attributions et l'échelle de traitement des techniciens d'électroradiologie, projet de statut mis au point par le ministère de la santé publique et soumis à l'approbation du ministère des finances. Si la situation des manipulateurs d'électroradiologie des établis-

sements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics, a été revalorisée par l'arrêté du 8 juillet 1963, celle des manipulateurs des établissements privés reste absolument anormale. Il lui rappelle la haute qualification professionnelle de ces personnels, les risques qu'ils prennent chaque jour du fait de leur exposition aux rayons X. Il lui demande s'il compte les doter d'un statut, leur permettant d'obtenir une revalorisation de leur situation et des conditions de travail plus convenables.

6392. — 13 décembre 1963. — M. Mer demande à M. le ministre des armées s'il est exact que la Société Nord-Aviation entend procéder prochainement à des licenciements et, dans ce cas, si cette politique de réduction de main-d'œuvre ne paraît pas contradictoire avec le développement probable de la production des appareils de type « super-bruissard », construits par cette société qui devrait pouvoir trouver d'importants débouchés.

6393. — 13 décembre 1963. — M. Danel demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quel taux d'impôt retenu sur le revenu des capitaux mobiliers doit être appliqué à la distribution, dans une société de capitaux, d'un dividende de 30.000 francs prélevé en 1962 sur la réserve spéciale de réévaluation, étant fait observer que, dans ladite société : 1° le bilan ne comporte, au passif, outre le capital de 180.000 francs, que la réserve légale de 18.000 francs et la réserve spéciale de réévaluation ; 2° le capital a été constitué à l'origine, en 1928, par des apports pour 6 millions d'anciens francs, puis réduit en 1933 par annulation de pertes et ramené à 3 millions d'anciens francs, divisé en 12.000 actions d'un nominal de 500 anciens francs ramené à 250 anciens francs ; 3° le capital a été élevé en 1950 de 3 millions d'anciens francs à 6 millions d'anciens francs par incorporation de la réserve extraordinaire, le nominal des actions étant rétabli à son ancien montant de 500 anciens francs ; il a été ensuite porté en 1965 à son montant actuel de 180.000 francs par souscriptions en espèces. La société a appliqué à sa distribution de 30.000 francs le taux de 12 p. 100, en application de la loi du 20 mai 1955. Ce taux lui est contesté par l'administration qui exige du taux de 24 p. 100 par imputation fictive de la distribution sur la réserve incorporée en 1950. Mais la société prétend que l'incorporation de 1950 n'a fait que reconstituer le capital au montant des apports d'origine et qu'en conséquence, le capital actuel représentant des apports pour sa totalité, les prescriptions de l'article 238 *quinquies* du code général des impôts sont bien respectées.

6394. — 13 décembre 1963. — M. Risbourg appelle l'attention de M. le ministre du travail sur la situation suivante : un homme, titulaire d'une pension pour accident du travail intervenu en 1949, décède en 1960, laissant un enfant né en 1953, donc après l'accident ayant ouvert droit à pension. Cet enfant n'entre pas dans la catégorie des bénéficiaires de pension déterminés par l'article 454 du code de la sécurité sociale et, de ce fait, n'est pas assuré social. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à cette situation.

6395. — 13 décembre 1963. — M. Davoust expose à M. le ministre des armées que, suivant des informations dont il n'a pu cependant obtenir confirmation officielle, à une certaine époque, des officiers d'administration de réserve du service de l'intendance auraient été admis, par liste d'aptitude, dans le cadre spécial des intendants et attachés d'intendance bien que, antérieurement, l'admission normale d'un corps dans l'autre ait été effectuée par la voie de concours. S'il s'avérait que ces indications sont en définitive bien exactes, il lui demande s'il ne serait pas souhaitable à nouveau d'envisager l'accession dans le cadre de l'intendance (intendants et attachés), soit par liste d'aptitude, soit sur titre ou en tenant compte principalement des fonctions exercées dans la vie civile, d'officiers d'administration de réserve qui, jusqu'à ce jour, ne pouvaient être admis dans le corps des intendants ou attachés que par concours pour lesquels certaines conditions de grade et d'âge doivent être réunies, limitant ainsi et d'une façon peut-être trop excessive le nombre des candidatures. En effet, il apparaît qu'un nombre infime d'officiers d'administration se présentent aux différents concours et, chaque année, la liste des candidats admis est limitée à quelques noms seulement pour l'ensemble des trois concours (attachés, intendants adjoints et intendants). Cette situation provient du fait que certains officiers de réserve, bien que réunissant toutes les qualités requises pour assurer en cas de guerre les fonctions d'un intendant ou d'un attaché, n'ont pas toujours le temps de préparer les épreuves des différents concours, ou bien qu'ils ne remplissent plus les conditions d'âge pour présenter leur candidature. Alors que dans la fonction publique on assiste de plus en plus à la promotion sociale des fonctionnaires du cadre A, notamment par liste d'aptitude, les propositions formulées seraient très certainement souhaitables car elles encourageraient les meilleurs et les plus jeunes officiers d'administration de réserve à plus d'assiduité et à l'accomplissement de périodes. Elles leur feraient prendre conscience de leur rôle présent et de leurs responsabilités futures et permettraient — dans une certaine mesure — de résoudre la crise dont souffre le corps des techniciens réservistes des services devant recevoir une affectation de mobilisation.

6396. — 13 décembre 1963. — M. Alduy, se référant à la réponse du 9 juillet 1963 de M. le ministre du travail à la question écrite n° 2736 posée par M. Palmero, demande quelles mesures le Gouvernement français compte prendre pour améliorer la situation

des titulaires de pension vieillesse de la sécurité sociale du régime algérien qui n'ont pu bénéficier des revalorisations intervenues en avril 1962, lesquelles sont appliquées aux seuls titulaires de pensions dépendant du régime métropolitain.

6397. — 13 décembre 1963. — **M. Fil** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que des retraités français du Maroc ont perçu en 1963, en France, un rappel sur pension garantie portant sur les années 1957 à 1962. Certains de ces retraités sont toujours domiciliés au Maroc; d'autres n'ont établi leur résidence en France que depuis deux ou trois ans. Les premiers ne paraissent pas territorialement soumis à l'impôt sur les revenus au titre des rappels perçus; les seconds semblent ne devoir être imposés que pour les sommes afférentes aux années pendant lesquelles ils étaient domiciliés en France, d'autant que l'article 163 du code général des impôts les autorise à demander, pour l'assiette de l'impôt sur le revenu, la répartition du rappel sur les années auxquelles il se rapporte, dans la limite toutefois des années non couvertes par la prescription. Or, les rappels afférents aux années 1957 et 1958 se trouvent couverts par la prescription. Mais si, au cours de ces années, lesdits retraités étaient exclusivement domiciliés au Maroc, il ne semble pas qu'il y ait lieu à rattachement de cette fraction du rappel à l'imposition à établir en France. Il en sera de même pour le rappel afférent à l'année 1959 — couvert par la prescription dès l'an prochain — pour ceux des retraités encore domiciliés au Maroc au cours de ladite année. En définitive, la répartition par année d'origine du rappel perçu en 1963, une fois effectuée, il ne reste à imposer en France que la fraction de ce rappel concernant les années au cours desquelles le retraité résidait en France. Toute autre interprétation aggraverait la charge fiscale des retraités en cause et il ne faut pas perdre de vue que la plupart de ces anciens fonctionnaires se sont rapatriés sans l'aide de l'Etat et ont dû s'assurer seuls la possession d'un logement décent, et que, si les sommes en cause leur avaient été payées en temps voulu, ils n'auraient pas à supporter l'imposition puisque, sans aucun revenu en France, ils n'auraient pas dépassé le taux imposable durant les années d'éloignement. Il lui demande, afin d'éviter des discussions entre ses services et les intéressés, s'il ne pense pas souhaitable de préciser l'interprétation des textes susvisés dans ce cas particulier.

6399. — 13 décembre 1963. — **M. Paul Coste-Floret** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur le fait que les personnels des services de radiologie et laboratoires des établissements publics d'hospitalisation, de soins ou de cure se trouvent défavorisés en matière de reclassement indiciaire par rapport à d'autres catégories de personnels hospitaliers. En 1949 leur indice était supérieur à celui des infirmiers diplômés d'Etat, des surveillants médicaux et des rédacteurs et ils étaient à parité avec les masseurs kinésithérapeutes et les préparateurs en pharmacie. A l'heure actuelle, les infirmiers diplômés d'Etat sont à l'indice terminal net de 325; les surveillants médicaux à l'indice 345 net ainsi que les rédacteurs. Quant aux préparateurs en pharmacie qui étaient à l'indice terminal 300 net, ils arrivent à 330, soit 30 points supplémentaires alors que les personnels des services de radiologie et laboratoires n'atteignent que 315 net. Il convient d'observer, en outre, que pour les préparateurs en pharmacie, aucun diplôme spécial n'a été exigé pour leur accès à la classe exceptionnelle. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à cette situation défavorisée dans laquelle se trouvent les personnels des services de radiologie et laboratoires et si, notamment, il n'a pas l'intention de donner satisfaction à la requête présentée par les intéressés relative à la parution d'une circulaire d'application du décret du 8 juillet 1963 qui préciserait que tous les agents recrutés en vertu de la circulaire ministérielle n° 125 de 1949 peuvent accéder à la classe exceptionnelle.

6400. — 13 décembre 1963. — **M. Bernard** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans l'état actuel de la législation, les soldes et indemnités versées aux jeunes recrues pendant la durée du service militaire obligatoire sont considérées comme un revenu du point de vue fiscal, et elles entrent normalement dans le champ d'application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il semble véritablement anormal d'imposer une charge relativement importante à des jeunes gens, qui ont généralement dépensé leur solde au fur et à mesure qu'ils la percevaient et qui, au retour dans leur foyer, rencontrent de grandes difficultés soit sur le plan professionnel, soit sur le plan familial. Il lui demande s'il n'envisage pas de soumettre au vote du Parlement une disposition tendant à modifier cette législation, afin que les jeunes militaires ne soient redevables d'aucun impôt pour les sommes perçues pendant leur service militaire obligatoire.

6401. — 13 décembre 1963. — **M. Le Lann** expose à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes** qu'un certain nombre d'industriels français subissent, à l'heure actuelle, un grave préjudice du fait qu'ils ont fourni des marchandises à des commerçants installés en Algérie et que ces derniers, actuellement rapatriés en France, ont dû abandonner sur place les marchandises dont il s'agit, sans les avoir vendues, et se trouvent dans l'impossibilité de payer les sommes dues à leurs fournisseurs. Il lui demande quelles mesures sont envisagées par le Gouvernement pour donner à ce problème une solution susceptible de sauvegarder les légitimes intérêts de ces industriels.

6402. — 13 décembre 1963. — **M. Cermolacce** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les dommages causés par les inondations du mois de novembre dernier dans le seul arrondissement de Briançon dépasseront certainement 5 millions de francs. Les dégâts affectant spécialement les voies de communication et les relations routières, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin que son département ministériel contribue financièrement à leur réparation.

6403. — 13 décembre 1963. — **M. Cermolacce** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les bouleversements qui se sont produits en avril et novembre derniers sur la voie ferrée entre Châteauroux-les-Alpes et Briançon (Hautes-Alpes) rendent nécessaires et urgentes des mesures en vue d'assurer la protection et la sécurité des voyageurs ainsi que des chemistes dont quelques-uns ont été déjà blessés en service dans des circonstances analogues aux mêmes endroits. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour faire procéder à une étude rapide et sérieuse des risques d'accidents sur ce parcours, risques qui peuvent d'ailleurs être facilement circonscrits, et pour prescrire l'exécution des travaux propres à les éviter.

6406. — 13 décembre 1963. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** qu'après l'accident d'avion dans le massif du Canigou (Pyrénées-Orientales) au début de septembre dernier, les porte-parole du syndicat du personnel navigant français — pilotes, navigateurs, mécaniciens, etc. — sont sortis de leur réserve habituelle. Ils ont exprimé leur inquiétude devant l'utilisation pour le transport des passagers d'appareils ne présentant pas toutes les garanties nécessaires de sécurité en vol, tout particulièrement par très mauvais temps. En effet, de nombreux avions sont dépourvus des appareils indispensables pour affronter la navigation aérienne par mauvais temps. Il lui demande: 1° quelles mesures son ministère a prises pour n'autoriser désormais les transports aériens qu'à partir de strictes conditions de sécurité notamment: a) au regard de l'état d'usure du matériel navigant; b) au regard de la navigation de nuit, et par mauvais temps; 2° devant le nombre d'accidents mortels pour tant de passagers et d'équipages valeureux, s'il n'est pas décidé à exiger des compagnies aériennes: a) que l'équipage soit composé, non seulement d'un personnel hautement qualifié, mais en nombre suffisant pour que, sur le plan humain, on ne puisse plus invoquer les défaillances; b) que, suivant les normes de sécurité prescrites, les appareils soient révisés sans retard et réformés s'il y a lieu, après avoir atteint la marge d'usure officiellement prescrite; 3° s'il ne pense pas que tout appareil de transport aérien devrait être équipé d'un système radar; 4° s'il ne pense pas qu'en matière de sécurité, les avis du personnel navigant devraient prévaloir par rapport à toute autre considération de service ou de rentabilité.

6408. — 13 décembre 1963. — **M. Hostier** expose à **M. le ministre du travail** qu'un ouvrier P3 employé dans une usine depuis douze ans vient d'être licencié de son emploi parce qu'il remplissait ses fonctions de délégué du personnel, de secrétaire adjoint du comité d'établissement et de membre du comité central d'entreprise. Il lui demande qu'elles mesures il compte prendre en vue d'ordonner la réintégration à l'entreprise de cet ouvrier, dans le cadre du respect des droits syndicaux.

6409. — 13 décembre 1963. — **M. Etienne Fajon** expose à **M. le ministre du travail** le cas d'un délégué du personnel C. G. T., employé dans une grande usine de fabrication de matériel électrique à Saint-Ouen (Seine), qui s'est vu signifier l'ordre, par la direction de cette entreprise, de donner sa démission. Dans le cas où il s'y refuserait, la direction lui a fait savoir qu'elle mettrait tout en œuvre pour aboutir à son renvoi. En outre, subissant des vexations de tous ordres, cet employé qui appartient au service mécanographique de la fabrique depuis deux ans, se voit limité à un travail réclamant une qualification professionnelle nettement inférieure à celle qu'il possède. Il lui demande de quelle manière il entend procéder pour faire respecter le libre exercice du droit syndical dans cette entreprise.

6410. — 13 décembre 1963. — **M. Martel** expose à **M. le ministre du travail** qu'une déléguée du personnel de l'usine de confection de Flines-les-Raches, près de Douai (Nord), appartenant à la Belle Jardinière, a été licenciée, après refus, la veille du départ de la délégation, d'un congé sans solde pour une délégation syndicale à l'étranger. L'inspecteur du travail sals a rejeté ce licenciement et a ordonné la réintégration de la déléguée. Or, sur pression de la direction, les huit cadres de l'usine se sont mis en grève contre cette réintégration. La direction a pris prétexte de cette grève qu'elle a fomentée pour décider, à compter du 14 novembre, le lock-out complet de l'usine, mettant ainsi à pied 270 ouvrières. L'inspecteur du travail aurait alors proposé à la déléguée de ne plus se présenter à l'usine, tout en continuant à percevoir son salaire pendant la durée de son mandat. Une proposition aussi scandaleuse ne pouvait qu'être rejetée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour: 1° mettre fin aux manœuvres illégales et honteuses de la société en cause; 2° faire respecter la décision de l'inspection du travail de Douai; 3° rendre effective la réintégration de la déléguée à son travail et dans ses droits de mandataire de ses camarades de travail.

6411. — 13 décembre 1963. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation existant au centre de formation professionnelle pour adultes de Pont-de-Clais (Isère) et qui est préjudiciable au bon travail des stagiaires. Il lui demande

les dispositions qu'il compte prendre pour : 1° rapporter la mesure en contradiction avec le règlement et qui interdit aux stagiaires l'accès de leurs chambres après le repas de midi ; 2° réintégrer le stagiaire illégalement mis à pied et lui verser l'intégralité de ses indemnités ; 3° créer la commission de la cantine ; 4° prescrire les finitions indispensables ; a) du bâtiment neuf destiné à la cuisine et réfectoire, ce qui éviterait aux élèves de prendre dans des conditions déplorablement leurs repas dans les baraquements d'un ancien camp de prisonniers ; b) du bâtiment réservé à l'hébergement réceptionné depuis deux ans et dans lequel les douches ne fonctionnent que par intermittence ; 5° faire procéder à l'achèvement du bâtiment prévu pour le démarrage des sections pour les métiers de la métallurgie ; 6° utiliser immédiatement pour la formation des dactylos le local complètement équipé à cet effet.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

5106. — 8 octobre 1963. — **M. Niles** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les difficultés rencontrées à Drancy (Seine) dans les écoles maternelles, les écoles primaires et les collèges d'enseignement général, en raison du manque de professeurs et d'instituteurs. 1° En ce qui concerne les écoles maternelles et primaires, la situation grave les premiers jours, semblait s'améliorer. Il manquait quinze instituteurs le 16 septembre, neuf le 23 septembre. Il en manque encore trois. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que cette situation a été préjudiciable aux écoliers. Mais des faits nouveaux laissent présager que de nouvelles difficultés vont se présenter et que, s'il a été possible de résorber le déficit du personnel pendant quinze jours, on est arrivé à un stade où il n'est plus possible de trouver de remplaçants. En effet, deux instituteurs d'une école de Drancy viennent d'être détachés pour effectuer un stage de six mois ; or il est, paraît-il, impossible de les remplacer. En dehors des congés de maladie, des absences sont à prévoir, notamment pour des maternités : aussi est-il à peu près certain qu'au cours de l'année des classes resteront sans maître ; 2° dans les collèges d'enseignement général de Drancy, il manque trois professeurs d'éducation physique, deux professeurs d'anglais et un bon nombre de cours sont assurés par des professeurs ayant accepté momentanément de faire des heures supplémentaires. Ainsi dans un collège, le professeur principal de troisième, nommé dans une autre école, n'ayant pas encore été remplacé, le directeur de l'école assure lui-même les disciplines enseignées par ce professeur. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que tous les postes, tant dans les écoles maternelles, primaires, que dans les collèges d'enseignement général, soient normalement pourvus à Drancy.

5628. — 5 novembre 1963. — **M. Fenton**, se référant aux indications apportées par sa réponse du 24 août 1963 à la question écrite n° 4023 du 11 juillet 1963 de **M. Trémollières** selon laquelle, en matière de cotisation de sécurité sociale pour les accidents du travail « L'application d'une tarification collective uniforme par activité professionnelle irait à l'encontre de la politique de prévention qui est à la base de la réforme apportée à notre législation par la loi du 30 octobre 1946 », demande à **M. le ministre du travail** : 1° s'il ne serait pas possible d'appliquer *mutatis mutandis* à la gestion du risque « intempéries » dans le bâtiment les principes et les méthodes prévus par l'arrêté du 19 juillet 1954 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles ; 2° s'il est en mesure de donner toutes précisions utiles sur les variations, au cours des cinq dernières années, du rapport cotisations-prestations, en fonction de l'importance des entreprises classées par tranches de salaires annuels de 50.000 francs.

5629. — 5 novembre 1963. — **M. Roger Evrard** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si, dans le cas d'un service de transports scolaires du type A autorisé par l'administration préfectorale, mais non agréé par le ministère de l'éducation nationale, parce que certains des enfants transportés, élèves d'écoles privées, ne fréquentent pas l'école la plus proche, les autres enfants peuvent au moins bénéficier de la subvention d'Etat dans les mêmes conditions que les enfants utilisant les services réguliers du type B.

5647. — 6 novembre 1963. — **M. Maurice Bardet** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation critique de l'enseignement technique dans le Morbihan, département particulièrement défavorisé, dans lequel il a fallu, faute de place, refuser l'admission de 1.056 jeunes filles et garçons sur 2.135 candidats. Le Morbihan ayant le triste privilège d'être classé parmi les départements les plus pauvres de France et le manque de personnels spécialisés nuisant gravement à l'implantation d'établissements industriels alors qu'il existe une importante proportion d'enfants d'agriculteurs qui doivent obligatoirement s'orienter vers l'industrie, il lui demande les mesures qu'il compte prendre en vue de la réalisation rapide du lycée technique de Vannes et des collèges d'enseignement technique de Lanester, Questembert, Hennebont et Coëtquidan.

5649. — 6 novembre 1963. — **M. Bernasconi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation particulière du collège d'enseignement général de jeunes filles, 4, rue Charles-Hermitte, à Paris (19^e), dont les élèves ont été dispersées au bénéfice du collège d'enseignement industriel. Plusieurs salles de classe demeurant actuellement inoccupées alors que les jeunes filles sont obligées de se rendre dans d'autres écoles éloignées de leur domicile, et où il y avait déjà pénurie de locaux. Il lui demande s'il n'envisage pas, compte tenu des démarches répétées des parents, le plein emploi de tous les locaux scolaires par la réintégration, rue Charles-Hermitte, du collège d'enseignement général de jeunes filles et le maintien du collège d'enseignement industriel.

5659. — 6 novembre 1963. — **M. Tomasini** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation des vérificateurs des postes et télécommunications actuellement en retraite. Les intéressés se sont vu reconnaître par le décret du 14 avril 1962 leur reclassement, qui entraîne une majoration indiciaire prenant effet du 1^{er} janvier 1962. Or, jusqu'à présent, ce reclassement ne s'est pas traduit par une augmentation de leur pension de retraite, malgré l'ancienneté du décret qui les concerne. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour accélérer la parution de l'arrêté permettant de traduire dans les faits une décision qui date de dix-huit mois.

5668. — 6 novembre 1963. — **M. Chaze** expose à **M. le ministre du travail** que la direction de la société C. T. A. à la Voult-sur-Rhône (Ardèche) a procédé au licenciement de dix femmes n'ayant pas atteint l'âge de la retraite, et menace d'en licencier plusieurs dizaines d'autres dans l'intention de transformer en postes continus les emplois jusqu'ici détenus par elles. La C. T. A. n'occupe que 125 ouvrières sur un effectif global de 1.170 personnes et dans cette région ardéchoise il n'y a que peu d'emplois offerts à la main-d'œuvre féminine. Les mesures envisagées par la direction de l'entreprise ne feraient qu'aggraver la situation en ce domaine. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour s'opposer aux licenciements opérés et envisagés par la C. T. A., et pour maintenir la main-d'œuvre féminine en Ardèche au moins au niveau d'emploi actuel ; 2° s'il entend assurer la sauvegarde des droits des travailleurs et des travailleuses licenciés, pour qu'à soixante-cinq ans les avantages vieillesse ne leur soient en aucun cas réduits à la suite de leur mise à la retraite anticipée ; 3° s'il n'estime pas que la réduction du travail continu au minimum indispensable nécessité par les techniques de production doit être considérée comme une règle générale.

5669. — 6 novembre 1963. — **M. Chaze** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que, pour déterminer l'échelle d'assimilation des ex-agents des chemins de fer de Tunisie retraités après le 31 décembre 1955, il est tenu compte, en vertu de l'arrêté du 28 mai 1963, des délais moyens d'avancement observés pour les agents des catégories correspondantes de la S. N. C. F. Il lui demande quels sont, par échelle, les délais appliqués pour la détermination des échelles d'assimilation et le calcul de la pension garantie.

5676. — 7 novembre 1963. — **M. Maurice Bardet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'une personne a construit, sur un terrain acquis dans ce but, une maison affectée à l'usage d'habitation pour les trois quarts de sa superficie totale. Celle-ci est de 134,25 mètres carrés, dont le quart s'établit à 33,56 mètres carrés. La personne a installé dans ladite maison un magasin d'une superficie de 33,20 mètres carrés, puis a fait construire, un an après, un atelier et un garage en appentis. Il lui demande si, dans ces conditions, les services de l'enregistrement sont fondés à réclamer à l'intéressé un complément de droits de mutation majorés d'un droit supplémentaire de 6 p. 100.

5677. — 7 novembre 1963. — **M. Maurice Bardet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'à la suite d'une décision récente, la caisse des dépôts et consignations — fonds spécial de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat — exige désormais des ouvriers qui ont été astreints au service du travail obligatoire en Allemagne la possession de la carte du S. T. O. pour que leurs services soient considérés comme services militaires. A défaut de production de cette carte, les services accomplis en Allemagne ne sont pas pris en compte dans la liquidation de la pension, même si la retenue de 6 p. 100 pour pension a été effectuée. S'agissant d'une décision nouvelle de l'administration, il lui demande : 1° s'il n'envisage pas l'ouverture d'un nouveau délai pour le dépôt des demandes de carte de « Personnes contraintes au travail en pays ennemi » et, dans la négative, les raisons qui s'y opposent ; 2° si, de toute façon et comme il semble logique, ces services seront pris en compte comme services civils lors de la liquidation des pensions des personnels ne pouvant produire la carte ci-dessus.

5682. — 7 novembre 1963. — **M. Le Theule** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur le fait que l'article 31 du code général des impôts prévoit, parmi les charges de la propriété déductibles pour la détermination du revenu net imposable : « En ce qui concerne les propriétés rurales, le montant des dépenses de réparations, d'entretien et d'amélioration non rentables ». Il lui expose que, dans de nombreux cas, la réparation de vieux bâtiments de ferme serait dispendieuse et inu-

tile en raison de la grande vétusté de ceux-ci, et que les propriétaires se voient dans l'obligation de les remplacer purement et simplement par des bâtiments neufs. Or, les frais engagés pour le remplacement de bâtiments délabrés par des bâtiments neufs ne sont pas considérés comme charges déductibles au même titre que les réparations même lorsque ce remplacement n'entraîne pas d'augmentation du fermage. Compte tenu de l'actuelle politique menée en faveur de l'habitat rural, compte tenu également du fait que les subventions accordées par le génie rural sont très limitées et ne s'appliquent qu'aux améliorations et non au remplacement, il lui demande s'il envisage de prendre des mesures destinées à éviter de pénaliser les propriétaires ruraux soucieux de la meilleure gestion de leur exploitation, en rendant les frais entraînés par le remplacement des bâtiments trop anciens par des bâtiments neufs déductibles du revenu imposable, au même titre que les réparations.

5697. — 8 novembre 1963. — **M. Fanton** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la question écrite n° 2448, à laquelle il a répondu le 3 août 1963. Sans insister sur le fait que plus de trois mois ont été nécessaires pour répondre à cette question dans des termes exactement similaires à ceux qui avaient servi à répondre à une question n° 9534 posée le 25 mars 1961 sur le même sujet, il est quelque peu surpris de cette réponse qui semble tout entière fondée sur la notion de secret professionnel. Il est, en effet, étrange de voir évoquer cette notion en faveur des débiteurs de mauvaise foi, alors que chacun sait que l'administration confiée à du personnel extérieur à ses cadres la rédaction et la confection des feuilles d'imposition, ce qui enlève beaucoup de sa valeur à la notion de secret professionnel. En outre, lui rappelant que le décret n° 53-964 du 30 septembre 1953 a déjà prévu l'inscription, sur un registre ouvert au greffe des tribunaux de commerce de toute créance privilégiée en matière de taxes sur le chiffre d'affaires et de taxes assimilées, lorsque son montant égale ou excède 5 millions d'anciens francs, il lui demande : 1° pour quelle raison plus de dix années se sont écoulées sans que soit publié le règlement d'administration publique fixant les conditions et délais dans lesquels l'inscription devait avoir lieu, ainsi que les modalités suivant lesquelles elle devait être radiée ; 2° dans quel délai il compte faire paraître ces textes.

5703. — 8 novembre 1963. — **M. Houël** attire une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation scolaire particulièrement déplorable du département du Rhône. Dans la période actuelle, de multiples grèves d'élèves dans de nombreux établissements scolaires et des manifestations telle celle du 20 octobre à Sainte-Foy-l'Argentière, marquent la légitime indignation des parents d'élèves. Dans le Rhône, sur 245 postes demandés par l'inspection académique (185 pour le premier degré, et 60 pour l'école maternelle), 41 seulement ont été créés. Cette insuffisance du nombre de postes provoque la surcharge des classes, les effectifs de 40 à 45 élèves étant trop souvent dénombrés. C'est ainsi que 110 écoles du département ont de 36 à 47 élèves en moyenne dans leurs classes, 76 élèves dans le Rhône ont été désorganisés par la suppression d'un poste, ces postes ayant été transférés dans les écoles où le nombre moyen d'élèves par classe était le plus élevé, alors que pourtant les effectifs s'élevaient dans les écoles où il y a eu suppression à environ 32 à 33 élèves. Il lui demande s'il entend prendre toutes dispositions utiles pour que, dans les plus brefs délais, il soit remédié à cette situation catastrophique, qui provoque la colère justifiée des parents, l'indignation des contribuables, et le mécontentement généralisé du corps enseignant.

5706. — 8 novembre 1963. — **M. Maurice Thorez**, se référant d'une part à la réponse faite au cours de la séance du 2 juillet 1963 par **M. le ministre des travaux publics et des transports** à sa question écrite n° 2090, d'autre part à la réponse faite le 7 septembre 1963 par **M. le ministre du travail** à sa question écrite n° 4304 du 25 juillet 1963, demande à **M. le ministre du travail**, les deux ministres mentionnés se renvoyant la compétence en la matière, les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour provoquer la modification des décrets relatifs à la coordination entre le régime général de la sécurité sociale et les régimes spéciaux en ce qui concerne l'assurance vieillesse afin que, par exemple, les annuités de cotisations versées au régime général par des cheminots ayant travaillé quelques années dans l'industrie privée avant leur entrée à la Société nationale des chemins de fer français soient prises en compte par la caisse de prévoyance de cette société pour la détermination de la pension d'ancienneté ou de la pension proportionnelle des intéressés.

5710. — 8 novembre 1963. — **M. Cance** expose à **M. le ministre des armées** que, le 5 septembre 1963, un jeune soldat de la caserne Péliissier, à Rouen, est mort au camp de Sissonne, où sa compagnie participait à des manœuvres. Sa mort est survenue au retour d'une marche. Se sentant malade, le jeune soldat avait demandé à être examiné par un médecin. Malgré ses protestations, il fut contraint d'effectuer la marche qui devait entraîner sa mort, sans avoir pu consulter au préalable. Il lui demande s'il entend : 1° faire établir les responsabilités dans le cas signalé et prendre les sanctions qui s'imposent ; 2° plus généralement, donner des instructions pour

que la consultation du médecin soit facilitée aux recrues et pour qu'une telle demande ne les expose pas, comme à l'heure actuelle, à des brimades ou à des punitions ; 3° enfin, veiller à ce que les manœuvres, en pleine paix, ne provoquent pas la mort ou des blessures graves pour de nombreux jeunes du contingent.

5718. — 9 novembre 1963. — **M. Noël Barrot** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui fournir les réponses aux questions suivantes : 1° un pharmacien possédant et exploitant une pharmacie d'officine met au point une formule et un procédé de fabrication pour un médicament et les concède à une société moyennant versement de redevances. Ces redevances sont-elles imposables au titre de B. I. C. ou au titre de B. N. C. ; 2° avant de concéder ses marques, formules et procédés de fabrication à une société, ce même pharmacien les a exploités lui-même en tant que fabricant ; puis il a cessé cette activité et concédé ses formules à une société moyennant versement de redevances. Ces redevances sont-elles imposables au titre de B. I. C. ou au titre de B. N. C. ; 3° en dehors de ses formules concédées, le même pharmacien continue à exploiter lui-même, en tant que fabricant, des formules différentes qu'il fait fabriquer entièrement par un tiers, et qu'il exploite à son nom. Il est donc producteur « fiscal », mais non pas producteur au sens « économique » du terme. Dans ces conditions, les redevances perçues sur les spécialités dont il a concédé l'exploitation sont-elles imposables au titre de B. I. C. ou de B. N. C. ; 4° le même pharmacien, se trouvant dans la position 3°, cesse toute activité commerciale et industrielle, mais continue à toucher les redevances. Suivant quel régime celles-ci doivent-elles être imposées ; 5° un mode d'imposition ayant été admis, en toute connaissance de cause, lors d'une vérification effectuée par un inspecteur adjoint de l'enregistrement, l'administration est-elle autorisée, lors d'une nouvelle vérification, à revenir, pour les quatre dernières années précédant celle-ci, sur ce qui a été admis au moment du contrôle précédent ; 6° la situation du pharmacien citée aux paragraphes 1°, 2°, 3° et 4° est-elle modifiée s'il est lui-même gérant égalitaire de la société à laquelle il a concédé ses marques et procédés de fabrication.

5722. — 9 novembre 1963. — **M. Brugerolle** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur une spécialité charentaise fabriquée dans le seul département de la Charente-Maritime par la coopérative de Bois-Hardy, dont elle porte du reste le nom qui est, en même temps, celui du lieu. La marque a été déposée au tribunal de commerce de Rochefort le 23 septembre 1946, sous le numéro 717. Elle couvre un fromage à pâte pressée non cuite, à caillé divisé en forme de petites meules d'environ 20 cm de diamètre, de 4 à 6 cm de hauteur, fabriqué exclusivement avec du lait de vache emprésuré à pâte demi-ferme légèrement salée, contenant au minimum 40 grammes de matière grasse par 100 grammes de fromage après complète dessiccation, et dont la teneur en matière sèche atteint au moins 44 grammes pour 100 grammes de fromage. Sa différence avec certains fromages du même genre réside dans la nature régionale de ses ferments et de son lait ainsi que dans les procédés personnels de fabrication. Cette spécialité n'a jamais figuré dans aucune liste de fromages retenus pour la détermination de certains indices et ne peut donc entrer en ligne de compte dans le calcul du S. M. I. G. Il lui demande si les prix, à tous les stades de cette spécialité charentaise, sont libres.

5725. — 9 novembre 1963. — **M. Dassé** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation pénible d'un certain nombre d'auxiliaires de la caisse autonome mutuelle qui ont dû abandonner leur emploi, du fait de leur âge ou de leur état de santé, postérieurement à la publication du décret du 12 mai 1960. Or, la convention collective, prévue par l'article 17 de ce décret et qui devait déterminer les conditions de travail et le sort du personnel de cet organisme, n'est pas encore intervenue et le personnel auxiliaire en cause, qui espérait voir son sort réglé avant son départ par ladite convention collective, et qui par ailleurs n'était pas couvert par le statut propre du personnel de la caisse autonome mutuelle et a été tenu à l'écart de tous les régimes complémentaires, n'a pour toute ressource que les avantages du régime général de la sécurité sociale. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour régler le sort des anciens employés auxiliaires de la caisse autonome mutuelle, et s'il lui serait possible d'envisager pour ceux-ci une affiliation rétroactive au régime de retraite complémentaire (I. G. R. A. N. T. E.).

Rectificatif

au Journal officiel, débats Assemblée nationale, du 4 janvier 1964.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 9, 2° colonne, à la 7° ligne de la réponse de **M. le ministre de l'éducation nationale** à la question n° 6102 de **M. Poudevigne**, au lieu de : « ... examen qui tient de nombreux éléments d'appréciation... », lire : « ... examen qui tient compte de nombreux éléments d'appréciation... ».